

Mars 2022

# Les pièces d'un puzzle : de nouvelles avancées vers une consultation multipartite

Deuxième rapport sur la possibilité d'un recours accru aux organes consultatifs multipartites pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030

## Partie II

Costa Rica, Ghana, Népal, Nigeria, Pérou,  
Afrique du Sud, Ouganda, Vietnam

Global Forum for



## Remerciements

Les auteurs tiennent à exprimer leur gratitude à toutes les personnes qui ont contribué aux recherches sur le Costa Rica, le Ghana, le Népal, le Nigeria, le Pérou, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Vietnam et sans qui cette étude n'aurait pas été possible. Par ailleurs, ils souhaitent remercier Hannah Janetschek et Felix Meyerhoff, du Conseil allemand pour le développement durable (RNE), qui ont assuré l'élaboration conceptuelle de l'étude et accompagné sa mise en œuvre. Pour le chapitre portant sur l'Afrique du Sud, ils remercient Yared Tsegay et Dineo Seabe d'African Monitor en Afrique du Sud pour leur précieuse contribution

L'étude a été menée par The Partnering Initiative (TPI) et soumise au Forum mondial des organes consultatifs nationaux sur les ODD. Elle a été soutenue financièrement par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

#### Auteurs

↘ Danielle Jean-Pierre Figueroa and Tom Harrison,  
The Partnering Initiative

#### Équipe éditoriale

Dr. Hannah Janetschek (responsable), Felix Meyerhoff  
↘ [info@nachhaltigkeitsrat.de](mailto:info@nachhaltigkeitsrat.de)

↘ Conseil allemand pour le développement durable (RNE)  
c/o Deutsche Gesellschaft für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Potsdamer Platz 10  
10785 Berlin, Allemagne

#### Conception/mise en page

↘ Studio Hoekstra



# À propos du Forum Mondial des organes consultatifs nationaux sur les ODD



Le Forum Mondial est un réseau qui relie les connaissances et l'expérience des commissions consultatives multipartites, des conseils et des organes similaires pour le développement durable. Ces organes contribuent aux architectures institutionnelles nationales pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). En rapprochant les connaissances et les intérêts des différents groupes de parties prenantes, les organes consultatifs multipartites favorisent l'acceptation sociale et la cohésion de la société en période de transformation. La demande pour leur travail de facilitation des résultats des négociations ne peut être sous-estimée.

Ce forum pour et par les organes consultatifs multipartites nationaux est aussi hétérogène que les contextes respectifs de ses membres, qui varient en conséquence dans leur développement institutionnel, leur mise en place, leur mandat et leur rôle. Les échanges constants au sein des groupes de travail et entre eux créent un riche marché d'idées, de mécanismes de négociation et de mesures politiques efficaces qui peuvent facilement être transférés et adaptés aux besoins et aux demandes locales ailleurs. En tant que réseau axé sur la demande, il évolue constamment dans les processus collectifs. Grâce à son riche réservoir de connaissances collectives, le forum invite efficacement les parties prenantes et les gouvernements du monde entier à adapter, mettre en œuvre et accélérer conjointement la réalisation de l'Agenda 2030 et des ODD.

## Table des matières

8.....	Abréviations	104.....	<b>Afrique du Sud:</b> Des conditions préalables prometteuses qui méritent d'être reconnues et exigent une feuille de route
12.....	Préface	108.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD
16.....	Introduction : rassembler les pièces du puzzle	114.....	La clé de la gouvernance multipartite
24.....	Approche méthodologique	120.....	<b>Ouganda:</b> Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important
30.....	<b>Costa Rica:</b> Un engagement multipartite efficace, prêt à se traduire en actions	123.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD
34.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD	131.....	La clé de la gouvernance multipartite
41.....	La clé de la gouvernance multipartite	134.....	<b>Vietnam:</b> Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes
44.....	<b>Ghana:</b> Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local	138.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD
48.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD	145.....	La clé de la gouvernance multipartite
56.....	La clé de la gouvernance multipartite	148.....	Conclusion
60.....	<b>Nepal:</b> Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace	163.....	Annexe
64.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD	164.....	Description des échantillons
71.....	La clé de la gouvernance multipartite	165.....	Questionnaire de l'étude
74.....	<b>Nigeria:</b> Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique		
77.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD		
84.....	La clé de la gouvernance multipartite		
88.....	<b>Pérou:</b> Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD		
92.....	Panorama des organisations fédératrices autour des ODD		
100.....	La clé de la gouvernance multipartite		



*Il s'agit d'un PDF interactif.  
Cliquez sur la page à laquelle  
vous souhaitez accéder.*

*Pensez à l'environnement  
et n'imprimez que les pages  
dont vous avez besoin.*

# Abréviations

AED .....	Alianza Empresarial para el Desarrollo/ Alliance des entreprises pour le développement (Costa Rica)
CEPLAN.....	Centre national de planification stratégique (Pérou)
CSCSD.....	Civil Society Coalition on Sustainable Development/ Coalition de la société civile pour le développement durable (Nigeria)
OSC.....	Organisation de la société civile. Dans le contexte de ce rapport, peut inclure des organisations informelles travaillant sur un large éventail de sujets, dont certains ne sont pas liés à la réalisation des ODD
CSOs Platform....	Civil Society Organizations Platform on SDGs/ Plateforme des Organisations de la Société Civile pour les ODD (Ghana)
ONGI.....	ONG internationale
HLPF.....	High-Level Political Forum on Sustainable Development (Forum politique de haut niveau pour le développement durable)
MIDEPLAN.....	Ministère de la Planification nationale et de la Politique économique (Costa Rica)
MPI.....	Ministère de la Planification et de l'Investissement (Vietnam)
MSP .....	Plateforme multipartite
NDP .....	National Development Plan/ Plan national de développement (Afrique du Sud)
NDSF .....	National Development Stakeholders Forum/ Forum national des parties prenantes du développement (Afrique du Sud)
ONG.....	Organisation non gouvernementale. Dans le contexte de ce rapport, organisation formelle travaillant sur des sujets ayant un rapport direct avec l'Agenda 2030
NGO Forum .....	Forum national des ONG de l'Ouganda
CPN .....	National Planning Commission/ Commission de planification nationale (Népal)

## Abréviations

OSSAP .....	Office of the Senior Special Assistant to the President on SDGs/ Bureau de l'adjoint spécial principal du président sur les ODD (Nigeria)
SAWG.....	South African Civil Society Working Group on SDGs/ Groupe de travail de la société civile sud-africaine sur les ODD (Afrique du Sud)
ODD.....	Objectifs de développement durable
PNUD .....	Programme des Nations Unies pour le développement
RNV .....	Revue nationale volontaire
Plan 2030 .....	Sustainable Development Goals Implementation Plan 2020-2030/ Plan de mise en œuvre des objectifs de développement durable 2020-2030 (Nigeria)



# Préface

*Les voies du développement durable sont complexes et dépendent fortement du contexte. Cependant, les organes consultatifs multipartites peuvent aider à naviguer dans cette complexité.*

Pour bâtir un avenir sain et durable, il est indispensable de respecter les limites de notre planète. Le programme de développement durable à l'horizon 2030, également appelé Agenda 2030, a été adopté en septembre 2015 par tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies. Il définit une orientation politique pour les activités et les priorités liées au développement durable dans tous les domaines d'action et sert de cadre à la coopération internationale, en dessinant un plan d'action pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats. Cette « Décennie d'action » fédère les nombreux efforts déployés à tous les niveaux politiques, en impliquant tous les acteurs. Elle apporte une réponse ambitieuse et accélérée aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés et aux problèmes causés par la pandémie, afin de parvenir à une transformation guidée par la vision partagée d'une planète saine pour une société saine.

Toutefois, si le tableau est globalement positif, l'engagement des États à inscrire leur action politique dans le cadre de l'Agenda 2030 varie d'un pays à l'autre, les États faisant face à des enjeux et à des opportunités spécifiques qui influent sur leur capacité à intégrer les objectifs de développement durable (ODD) dans leurs stratégies et plans d'action nationaux. Ainsi, le chemin vers l'intégration complète et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est semé d'obstacles contextuels, et les stratégies visant à atteindre un développement durable se révèlent complexes et étroitement liées à la situation du pays.

Les organes consultatifs multipartites, qui peuvent prendre des formes très diverses telles que les commissions ad hoc, les conseils multipartites institutionnalisés et mandatés ou les plateformes de partenariat collectif,

peuvent jouer un rôle clé dans cette transition délicate vers des sociétés durables. Pour faciliter la réalisation des ODD, les organes consultatifs multipartites peuvent jouer un dialogue constructif avec les gouvernements afin de créer les conditions propices à l'action et à l'acceptation sociale de la transformation. À travers leurs principes, ils incarnent une approche « pan-sociale » visant à construire un consensus ou une action collective dans le cadre d'un partenariat constructif permanent avec les gouvernements.

Dans la présente étude, le terme « organe consultatif multipartite » est utilisé pour désigner un large éventail de formes, de structures et de mécanismes entretenant des relations réciproques avec des partenaires gouvernementaux responsables de l'élaboration des politiques de développement durable.

La première étude de cette série intitulée « Les pièces d'un puzzle » a fourni une analyse sommaire de l'environnement institutionnel, de l'engagement et de la trajectoire des parties prenantes, ainsi que des processus politiques de quatre pays ayant adopté ce type de structures. Pour mieux comprendre comment ces organes peuvent, et doivent, évoluer pour accélérer la réalisation des ODD, leurs parties prenantes et leur engagement dans les processus nationaux de développement durable ont été répertoriés et analysés.

Cette deuxième étude, intitulée « Les pièces d'un puzzle : de nouvelles avancées vers une consultation multipartite » dresse le profil de huit nouveaux pays qui se trouvent à divers stades sur la voie de l'adoption de structures de gouvernance intégrant les parties prenantes dans leur stratégie politique en faveur du développement durable. Ils présentent également des structures de gouvernance différentes, et si le dialogue entre le gouvernement et les autres

*Cette deuxième partie donne un aperçu du parcours de huit pays qui se sont dotés de structures et d'institutions intégrées pour les parties prenantes. Les huit pays sont :*

- Afrique du Sud
- Costa Rica
- Ghana
- Nepal
- Nigeria
- Pérou
- Ouganda
- Vietnam

*Compte tenu des multiples crises dans le monde, les ODD sont plus pertinents que jamais auparavant, car ils constituent en fin de compte une base pour la santé planétaire et la sécurité.*

parties prenantes est perceptible dans tous ces pays, il n'est pas encore inscrit dans un cadre permanent comparable à celui qu'offrirait un organe consultatif multipartite. Toutefois, les services gouvernementaux ou les organisations fédératrices sectorielles assument dans une certaine mesure de nombreuses fonctions incombant à un tel organe. Ils reflètent l'approche adoptée par chaque pays pour mener à bien la tâche difficile et ambitieuse de mettre en œuvre l'Agenda 2030, tout en affrontant des épreuves majeures telles que la pandémie et en gérant leurs propres environnements socio-économique et politique internes.

La pandémie de coronavirus transforme notre mode de vie, nos interactions et nos relations sociales. Elle a mis en évidence les faiblesses fondamentales de notre système mondial et exacerbé les problèmes existants tout en en créant de nouveaux. Le lancement de la Décennie d'action en janvier 2020 a appelé à accélérer la mise en œuvre de solutions aptes à assurer la réalisation de tous les ODD. Bien que la pandémie risque de compromettre les progrès réalisés jusqu'ici, il est possible de transformer les défis actuels en opportunités, en accélérant les actions visant à atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Il est essentiel de ne pas dissocier la riposte à la pandémie des actions relatives aux ODD. Dans le contexte de la pandémie, les ODD sont en effet plus importants que jamais.

# Introduction : rassembler les pièces du puzzle

*Les processus d'engagement des parties prenantes du RNV constituent un point d'entrée solide pour un voyage vers les organes consultatifs multipartites.*

En raison de leur interconnexion, les ODD exigent souvent une refonte substantielle des structures institutionnelles nationales, ainsi que la coordination et la collaboration des institutions gouvernementales pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées, en d'autres termes, une approche « pan-gouvernementale ». Cette dernière bénéficie d'une coordination verticale et horizontale entre les institutions gouvernementales, d'un soutien politique de haut niveau et d'une unité dédiée et compétente sur le plan technique.

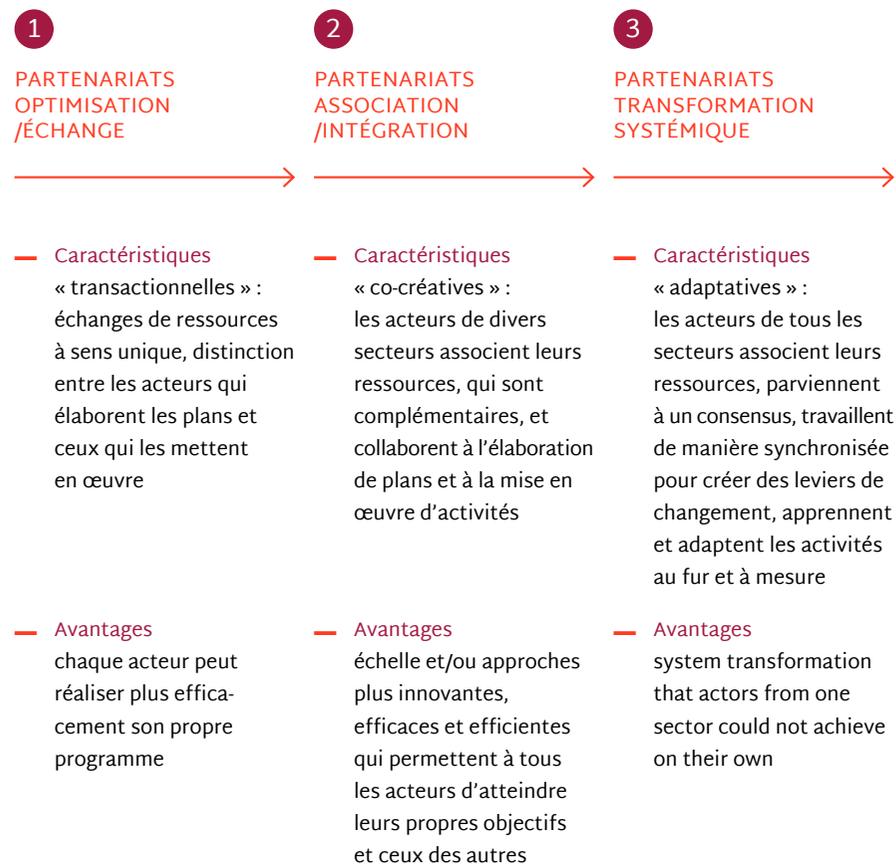
La revue nationale volontaire (RNV) est un solide mécanisme d'évaluation et de suivi qui continue d'être utilisé dans de nombreux pays en complément des stratégies et des cycles nationaux d'élaboration des politiques du développement durable. Le processus et les résultats de la RNV peuvent générer de nouvelles dynamiques et de nouveaux rapports de planification, et créer un élan en faveur d'une action concertée et coordonnée pour la mise en œuvre des ODD.

Par ailleurs, la RNV a souvent agi comme un catalyseur dans l'élaboration d'approches « pansociales » visant à concrétiser les priorités de développement. Cela tient au fait qu'il s'agit du principal mécanisme utilisé par les États pour rendre compte de leurs avancées dans la réalisation de l'Agenda 2030 à l'échelle internationale et que, dans de nombreux pays, les gouvernements et autres acteurs de la société civile ont été encouragés à l'utiliser comme outil d'évaluation. Il apparaît de plus en plus nettement que, même s'il s'agit d'un point de départ pour un dialogue renforcé entre le gouvernement et les acteurs non étatiques, la situation de chaque pays est dynamique et présente souvent une tendance positive vers un engagement accru, qui emprunte cependant des voies diverses et

## Introduction : rassembler les pièces du puzzle

suit un rythme différent selon le contexte. Ces approches et ces cadences peuvent être affectées par la nature des priorités définies dans les plans nationaux et les RNV, l'économie politique et les caractéristiques socioculturelles du contexte, l'expérience acquise en matière d'engagement intersectoriel et le degré de confiance et de réciprocité découlant d'expériences positives de la collaboration. La trajectoire de chaque pays dépend par ailleurs considérablement de la dynamique sectorielle, de la volonté et de la capacité de collaborer et de définir une vision commune des enjeux, ainsi que de l'ampleur des crises économiques et sociales engendrées par des chocs externes tels que la pandémie actuelle.

Le niveau d'engagement à un instant donné détermine ainsi la nature du bénéfice pouvant résulter de la collaboration multisectorielle. On observe une évolution dans de nombreux pays. Au départ, l'engagement initial est faible et a des fins spécifiques et ponctuelles, comme la collecte de données à partir d'indicateurs pour une RNV. À mesure que la confiance s'établit et que les avantages de la collaboration deviennent plus évidents, les niveaux de coopération ont tendance à se renforcer et à promettre des bénéfices plus importants. On peut considérer cette évolution comme une progression, allant de simples échanges à des méthodes de travail très collaboratives qui peuvent faciliter la transformation significative de systèmes complexes. Cette évolution est illustrée dans le graphique suivant :



## Introduction : rassembler les pièces du puzzle

La nature de la collaboration entre les différents groupes de parties prenantes et les avantages potentiels peuvent être déterminés à partir des caractéristiques de l'engagement observé.

Les collaborations de type « optimisation/échange » peuvent par exemple consister, pour un groupe de coordination de la société civile, à fournir des données sur les ODD à un ministère qui les intègre au rapport d'une RNV. Cela aura pour avantage de produire des rapports de meilleure qualité ou de couvrir un plus grand nombre d'indicateurs. Autre exemple : un gouvernement qui prépare un plan pour intégrer les ODD dans une stratégie nationale peut envoyer des ébauches à plusieurs groupes de parties prenantes pour qu'ils fassent part de leurs commentaires, ce qui lui permet d'ajuster et d'améliorer le plan en fonction de leurs retours.

À mesure que le niveau d'engagement augmente, les caractéristiques des partenariats association/intégration commencent à apparaître. Un groupe de parties prenantes pourra co-rédiger un chapitre d'une RNV avec un ministère et en améliorer ainsi la profondeur et la perspective. Un service statistique du secteur public pourra concevoir avec une organisation fédératrice de la société civile un système de mesure permettant la collecte et la triangulation de données complémentaires concernant un indicateur. L'exemple d'un groupe de travail multipartite dont les membres mutualisent leurs connaissances sur une question et élaborent conjointement une stratégie visant à atteindre certains ODD en associant les ressources publiques et privées entre également dans cette catégorie. Un tel partenariat aura plusieurs avantages, tant au niveau de la qualité que de l'ampleur de la mise en œuvre.

*Les collaborations entre les parties prenantes prennent différentes formes : de la fourniture d'une fonction de conseil et de boussole à l'engagement collectif et à la mise en œuvre locale.*

*Le niveau de confiance, de collaboration et d'ambition de tous les acteurs contribue grandement au degré d'impact sur la transformation du système et la cohésion sociale.*

À mesure que le niveau de confiance, de collaboration et d'ambition augmente, les caractéristiques d'un partenariat de transformation systémique apparaissent. Ces dernières peuvent prendre la forme d'une collaboration entre un organe consultatif multi-sectoriel et un gouvernement désireux de parvenir à un consensus sur une question difficile qui nécessite une importante restructuration d'un secteur économique ou social. Un changement radical entraînant un développement durable ou la transformation d'un système peut avoir des effets positifs significatifs sur plusieurs cibles et objectifs. De tels changements étant controversés, il est nécessaire de faciliter le dialogue et les négociations entre des parties prenantes très diverses, notamment en vue de favoriser l'acceptation sociale de la transformation. Ces avantages peuvent être amplifiés lorsqu'un partenariat multipartite dispose d'un mandat permanent pour participer à l'élaboration de politiques afférentes à l'Agenda 2030.



## Introduction : rassembler les pièces du puzzle

Lorsque la collaboration et l'engagement permanent de plusieurs parties prenantes prennent la forme d'un organe consultatif multipartite institutionnalisé, ce dernier peut avoir pour fonction de gérer des questions complexes et de fournir au gouvernement une orientation lui permettant de s'engager sur la voie du développement durable. Il peut également constituer une plateforme supplémentaire pour l'engagement collectif, la localisation des ODD et le suivi des progrès, et devenir un partenaire de confiance pour l'élaboration conjointe de feuilles de route relatives aux ODD. Il crée un écosystème collaboratif et offre un espace propice à la collaboration, nécessaire à la réalisation d'objectifs de développement durable socialement acceptés.

## Les fonctions d'un organe consultatif multipartite pour le développement durable

- Fournir aux gouvernements nationaux une orientation facilitant la transition et une approche « pansociale » permanente, complémentaire de l'approche « pangouvernementale », dans les structures institutionnelles nationales du développement durable.
- Entretenir des relations réciproques avec le gouvernement et fournir un conseil constructif dans les processus politiques nationaux relatifs au développement durable
- Établir un consensus sur les questions liées à la transformation orientée vers des solutions socialement acceptables

1 Global Forum 2021  
Pieces of a puzzle ↘ PDF

- Plaider en faveur du développement durable et sensibiliser l'opinion publique aux enjeux cruciaux.
- Créer des espaces propices à l'engagement collectif, initier une action collective et faciliter le dialogue pour la réalisation des ODD, en impliquant tous les acteurs du développement durable : piloter des projets de dialogue et promouvoir les réseaux locaux.
- Établir des rapports sur les avancées et les lacunes par rapport aux indicateurs des ODD et faciliter la collecte de données et la mesure des ODD : fournir une vue d'ensemble des tendances positives et négatives du développement et de la qualité des indicateurs, et améliorer la redevabilité.

Le Conseil allemand pour le développement durable (↘ Rat für Nachhaltige Entwicklung, RNE) est un exemple de plateforme nationale multipartite permanente et institutionnalisée. Il est composé de 15 membres éminents nommés par le gouvernement allemand et chargés de contribuer à la stratégie de développement durable de l'Allemagne, de définir des domaines d'action concrets et de faire du développement durable un enjeu public crucial. ↘ La Commission nationale finlandaise pour le développement durable est un organe consultatif multipartite similaire. Il s'agit d'un forum influent qui rassemble les principaux acteurs de la société. Elle encourage la coopération en faveur du développement durable et s'efforce d'intégrer les objectifs stratégiques du développement durable dans la politique, l'administration et les pratiques sociales nationales. Pour en savoir plus sur leur composition et leurs modes de travail, veuillez consulter l'étude parallèle du Forum mondial 2021 sur les stratégies envisageables par les organes consultatifs nationaux pour le développement durable<sup>1</sup>.

# Approche méthodologique

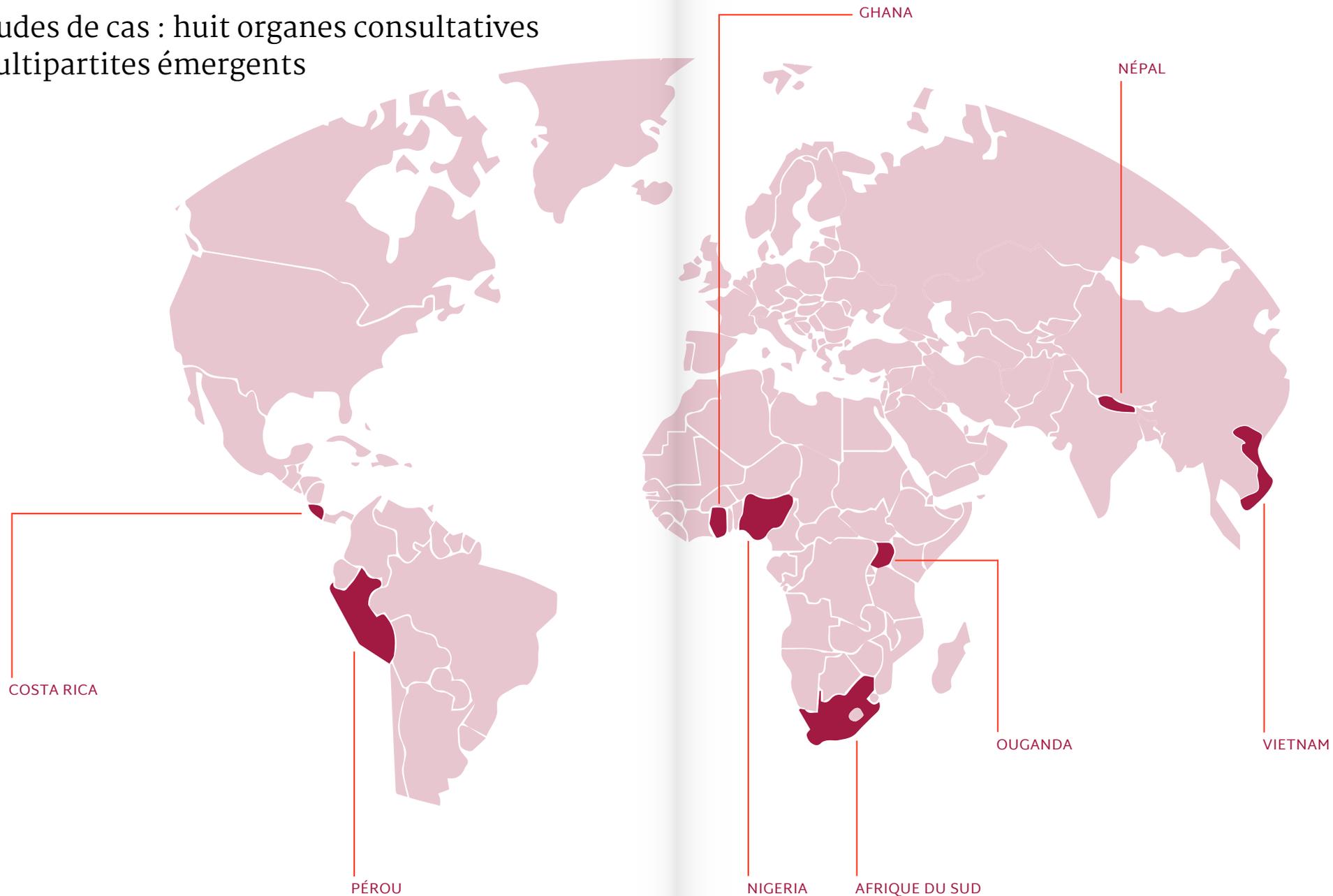
2 La rédaction du profil de l'Afrique du Sud et les recherches correspondantes ont été réalisées par Yared Tsegay et Dineo Seabe de l'African Monitor en Afrique du Sud. Les auteurs ayant appliqué la méthodologie de la première étude intitulée « Les pièces d'un puzzle », le chapitre contient une note de bas de page relative à cette approche méthodologique.

La présente étude a pour objectif de formuler des recommandations éclairées par des données probantes, fondées sur l'analyse des conditions préalables et de l'engagement des parties prenantes dans huit pays différents. Elle vise par ailleurs à mieux comprendre les liens entre l'engagement des parties prenantes et la coordination verticale et horizontale mise en place dans ces pays en faveur du développement durable. Cette étude repose sur une recherche documentaire des rapports et des études de cas publiés, complétée ensuite par des entretiens semi-structurés (voir questionnaire en annexe II) avec des informateurs clés. Elle porte sur l'établissement des structures nationales de gouvernance des ODD, les processus existants d'engagement des parties prenantes, le rôle des stratégies nationales de développement durable et les organisations fédératrices engagées dans un processus de RNV ou toute autre activité connexe menée par divers groupes de parties prenantes, tels que les universités, la société civile, la jeunesse ou les entreprises (voir annexe I : description des échantillons).

L'étude porte sur huit pays, à savoir le Costa Rica, le Ghana, le Népal, le Nigeria, le Pérou, l'Afrique du Sud<sup>2</sup>, l'Ouganda et le Vietnam, qui se sont engagés dans des voies différentes pour mobiliser les parties prenantes et réaliser l'Agenda 2030. Ces pays ont été sélectionnés, car les mesures qu'ils ont prises dans le cadre de la mise œuvre de l'Agenda 2030 constituent des études de cas susceptibles d'inspirer et de stimuler d'autres pays. Le critère de sélection utilisé était l'existence, dans ces pays, de processus d'engagement multipartite visant à élaborer leurs RNV respectives selon une approche « pansociale ».

Présentés successivement dans les chapitres du rapport, les huit cas ont en commun un engagement

## Études de cas : huit organes consultatives multipartites émergents



national en faveur de la mise en œuvre des ODD selon une approche « pangouvernementale ». Cependant, chaque pays se trouve à un stade différent de sa progression vers une approche pansociale, tout en montrant, à sa manière, une tendance à un engagement accru des acteurs non étatiques depuis 2016. Il existe par ailleurs des différences notables entre les pays en ce qui concerne les organisations fédératrices des divers groupes de parties prenantes concernés. La présente étude met à nouveau en lumière la diversité des politiques, des processus et des groupes de parties prenantes engagées, que l'on peut comparer aux pièces d'un puzzle s'articulant pour assurer, de manière plus efficace et inclusive, la mise en œuvre des ODD et le compte rendu des progrès réalisés.

Les différents aspects examinés sont les suivants : les institutions et les fonctions de coordination mises en place pour réaliser l'Agenda 2030 à l'échelle nationale, dans toutes les composantes du gouvernement et au niveau infranational ; le rôle des feuilles de route nationales élaborées en faveur du développement durable dans tous les domaines de la politique ; des exemples d'organes de consultation permanents ou temporaires mis en place par le gouvernement avec d'autres parties prenantes ; et la coordination de la planification, de la mise en œuvre et de l'établissement de rapports dans tous les secteurs, ses modalités et son efficacité.

L'étude porte également sur l'ensemble des parties prenantes engagées dans la réalisation de l'Agenda 2030, ainsi que sur l'organisation des groupes de parties prenantes s'intéressant au développement durable dans chaque pays et collaborant régulièrement avec le gouvernement. Une enquête plus approfondie a ensuite été menée auprès de certaines organisations

*Le rapport fournit des instantanés des processus d'engagement permanent et temporaire des parties prenantes, ce qui permet de d'identifier les possibilités d'amélioration.*

fédératrices assumant totalement ou en partie les fonctions d'un organe consultatif multipartite.

L'étude s'appuie sur des données primaires et secondaires. La recherche documentaire a porté sur les RNV, les rapports indépendants relatifs aux ODD et aux progrès réalisés, les stratégies nationales de développement durable, les études de cas, les sites Internet et d'autres informations publiées par les plateformes multipartites et les organisations fédératrices. Ces informations ont été complétées par trois à cinq entretiens réalisés avec des informateurs clés dans chaque pays. Les observateurs ont été sélectionnés afin d'obtenir le point de vue du gouvernement et de la société civile, ainsi que d'autres acteurs du secteur privé ou des partenaires du développement en fonction du contexte et des disponibilités. Les entretiens ont été menés à partir de lignes directrices communes semi-structurées comprenant des questions spécifiques permettant de couvrir tous les sujets. Le modèle a été adapté en fonction du secteur d'activité de l'observateur et des caractéristiques propres au pays, déterminées lors de la recherche documentaire.

Les résultats de l'étude fournissent une série d'instantanés reflétant le niveau d'engagement et de détermination dans les structures de gouvernance actuelle, les processus nationaux en matière de politique de développement durable et les groupes de parties prenantes concernés. L'étude dresse par ailleurs le panorama des organisations fédératrices de parties prenantes et suggère des solutions possibles pour leur développement, qui leur permettrait d'assumer les fonctions et les rôles importants d'un organisme consultatif multipartite dans le puzzle des institutions nationales et des processus politiques existants.

# Costa Rica : Un engagement multipartite efficace, prêt à se traduire en actions



**3** Costa Rica : A National Pact to Advance the SDGs, 2016. Cf [PDF](#)

**4** Établi par le décret exécutif 40203-PLAN-RE-MINAE-MDHIS. Cf. [PDF](#)

**5** Ministère de la Planification et de la Politique économique du Costa Rica. Costa Rica, Building a Shared Vision of Sustainable Development. Voluntary National Review of the Sustainable Development Goals, juin 2017

Véritable pionnier dans son engagement collectif en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD, le Costa Rica a présenté deux RNV lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. C'est le premier pays à avoir officialisé son engagement public dès 2016, sous la forme d'un Pacte national en faveur de la réalisation des ODD<sup>3</sup>, qui fait de l'Agenda 2030 un programme national. Ce Pacte national, qui reconnaît la nécessité d'une stratégie nationale fondée sur une approche multipartite pour la mise en œuvre des ODD, a été signé par les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, les gouvernements locaux, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les organisations professionnelles. Il est piloté par une structure de gouvernance multipartite responsable de la mise en œuvre opérationnelle de l'Agenda 2030 au Costa Rica.

Chargé de mettre en place les mécanismes de coordination et de conseil nécessaires pour favoriser une large participation des secteurs public et privé au processus national de planification, le ministère de la Planification et de la Politique économique du pays a instauré en 2017 une structure de gouvernance<sup>4</sup> pour la mise en œuvre des ODD. La même année, le Costa Rica a réalisé sa première RNV<sup>5</sup>. Cette structure de gouvernance est composée d'un Conseil de haut niveau, d'un Secrétariat technique chargé de coordonner le processus de collecte des données auprès des institutions nationales, ainsi que d'autres acteurs et membres du Comité consultatif sur les ODD.

De manière générale, le gouvernement du Costa Rica approuve et encourage activement la participation des acteurs non étatiques à la réalisation des objectifs de développement nationaux et de l'Agenda 2030. Les ODD sont intégrés dans les principaux



instruments de planification du développement du pays, tels que le Plan national de développement et d'investissement public du bicentenaire 2019-2022<sup>6</sup>, le Plan national de décarbonation 2018-2050<sup>7</sup> et la Stratégie économique territoriale pour une économie inclusive et décarbonée 2020-2050<sup>8</sup>.

Le Comité consultatif sur les ODD réunit divers acteurs étatiques et non étatiques chargés de recueillir des informations et des contributions pour le processus d'évaluation. La coordination stratégique globale est assurée par le ministère de la Planification et de la Politique économique, qui fait office de Secrétariat technique des ODD dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Costa Rica. Le Comité consultatif comprend également les parties signataires du Pacte national de 2016.

Convaincu de l'importance d'une participation active des citoyens à l'élaboration des politiques publiques, le ministère de la Planification et de la Politique économique a lancé un processus de consultation citoyenne dans le cadre de l'élaboration du Plan national de développement et d'investissement public du bicentenaire 2019-2022. Le gouvernement a répertorié les propositions grâce à un forum virtuel et intégré les besoins de la population dans le principal instrument de planification du pays, qui définit la feuille de route que doivent suivre les institutions publiques pour parvenir au développement durable à moyen terme. Par ailleurs, le pays s'est appliqué à générer des données et à suivre la mise en œuvre des ODD en créant, au sein de l'Institut national de la statistique (INEC), une commission technique institutionnelle chargée de surveiller les indicateurs des ODD.

Si la coordination stratégique de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est du ressort du ministère de la

**6** National Development and Public Investment Plan 2019-2022: Bicentennial Plan; the National Decarbonization Plan 2018 – 2050

**7** Decarbonization Plan: Commitment of the Bicentennial Government 2018-2050. Gouvernement de Costa Rica 2018-2022

**8** Estrategia Económica Territorial para una Economía Inclusiva y Descarbonizada 2020-2050, Costa Rica, Mars 2020

**9** Costa Rica, Poder Judicial. Quinto Informe de Avances en la Implementación Agenda 2030 y los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) en el Poder Judicial / Coordinado por Oficina de Cooperación y Relaciones Internacionales – 1ª. ed. –San José, C.R.: Departamento de Artes Gráficas, 2021

*Le Costa Rica est à la pointe du développement durable et de l'engagement des parties prenantes, mais la pandémie de COVID-19 a imposé d'immenses défis pour atteindre ses objectifs.*

Planification et de la Politique économique, le ministère de l'Environnement et de l'Énergie joue un rôle important dans l'exécution du Plan national de décarbonation 2018-2050. L'Institut de la statistique a mis en place un groupe de travail en soutien au ministère de la Planification et de la Politique économique.

De plus, le pouvoir judiciaire a déployé d'importants efforts pour harmoniser les stratégies institutionnelles avec les ODD en présentant cinq rapports institutionnels volontaires<sup>9</sup>, en publiant une Déclaration d'intérêt institutionnel sur les ODD, en instaurant une structure de gouvernance institutionnelle comprenant un coordonnateur des ODD et en intégrant dans son budget annuel des mesures visant à promouvoir la conformité avec les ODD.

Enfin, le Parlement costaricien s'est engagé à veiller en priorité à ce que ses travaux contribuent à la réalisation urgente du programme de développement, en contrôlant la conformité des propositions de loi avec les ODD, en assurant le suivi des ODD dans la législation et en renforçant les capacités afin de faire du développement durable un pilier majeur de la production législative, en vue de devenir un parlement durable.

Malgré ces efforts considérables, le pays fait face à de nouveaux défis liés aux effets de la pandémie de COVID-19 et à ses lourdes conséquences économiques, qui menacent l'intégrité de l'Agenda 2030 et la poursuite de ses objectifs. Afin de proposer des solutions pour surmonter la crise économique et sociale qui frappe le pays, le gouvernement du Costa Rica a lancé en 2020 une consultation nationale auprès de divers acteurs des sphères sociale et politique, dans le but de recueillir leurs avis sur la vision du développement. Cette démarche a conduit à la mise en place d'une table ronde

## Costa Rica : Un engagement multipartite efficace, prêt à se traduire en actions



10 Engaging non-state actors and local authorities in SDG follow-up and review: Case study Costa Rica, The evolution of VNR opportunities for a more informed dialogue with the private sector. Cf [PDF](#)

multisectorielle, qui a défini une feuille de route intersectorielle relative aux enjeux prioritaires du pays, et créé un espace de dialogue national qui a permis de valider 58 accords portant sur la relance économique, l'emploi décent, la lutte contre la pauvreté et la fiscalité. Cette initiative est parvenue à réunir de multiples secteurs hétérogènes à un moment décisif pour le pays. Toutefois, sa capacité à générer des consensus s'est avérée insuffisante et l'engagement en faveur de la mise en œuvre des accords conclus se révèle très limité.

## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

Le gouvernement du Costa Rica soutient pleinement les principales parties prenantes, et les secteurs privé<sup>10</sup> et universitaire font preuve d'une solide organisation. Le Comité consultatif sur les ODD réunit divers acteurs étatiques et non étatiques chargés de recueillir des informations et des contributions pour

*Le Costa Rica est en pole position pour la mise en place d'un organe consultatif multipartite permanent grâce aux fortes organisations faitières et à leur engagement ambitieux.*



le processus d'évaluation. La coordination stratégique globale est assurée par le ministère de la Planification et de la Politique économique, qui fait office de Secrétariat technique des ODD.

Au sein du Comité consultatif, le secteur privé est représenté par l'AED (Alianza Empresarial para el Desarrollo) qui constitue le réseau local du Pacte mondial des Nations Unies au Costa Rica. Elle plaide en faveur des ODD, mène des opérations de sensibilisation et organise des formations pour les organisations du secteur privé. L'AED pilote actuellement un partenariat sur les données intersectorielles au profit du groupe de travail sur les ODD afin de garantir l'efficacité de la planification et du suivi de l'Agenda 2030.

L'ALIANZA  
EMPRESARIAL  
PARA EL  
DESARROLLO  
(AED) [URL](#)

est une alliance de 140 entreprises, principalement de grands groupes, mais aussi des petites et moyennes entreprises, qui s'emploient à promouvoir des modèles commerciaux responsables et durables. Son objectif est de contribuer à une société prospère, digne et inclusive, en harmonie avec l'environnement, grâce à un secteur privé conscient, connecté et engagé. L'AED est le réseau local du Pacte mondial pour le Costa Rica, une initiative volontaire dans laquelle les entreprises s'engagent à aligner leurs stratégies et leurs activités sur dix principes universellement acceptés, issus des déclarations des Nations unies dans quatre domaines thématiques : les droits humains, le droit du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Elle est en outre mandatée par les Nations Unies pour promouvoir les ODD dans le secteur privé.

## Costa Rica : Un engagement multipartite efficace, prêt à se traduire en actions

### LE CONSEJO CONSULTIVO CIUDADANO DE CAMBIO CLIMÁTICO (5C) [↗ URL](#)

est une plateforme de participation citoyenne dont la vocation est de renforcer les mécanismes de responsabilisation, de diffusion et d'accès aux informations relatives au changement climatique. Créé en 2017 par le décret exécutif no 40616, il se concentre sur trois principaux domaines d'action : l'information des citoyens sur le changement climatique, la prise en compte des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques relatives au changement climatique et la mise en place d'une plateforme d'innovation sociale facilitant les échanges entre les différents secteurs de la société civile.

### LE CONSEJO NACIONAL DE RECTORES (CONARE) [↗ URL](#)

a été créé en 1974 dans le but de régler les principaux aspects de la coordination de l'exercice conjoint de l'autonomie universitaire et d'organiser l'interaction du système d'enseignement supérieur avec la société. Le CONARE regroupe actuellement l'université du Costa Rica (UCR), l'institut technologique du Costa Rica (TEC), l'université nationale (UNA), l'université d'État à distance (UNED) et l'université technique nationale (UTN).

### LA FUNDACIÓN PARA LA SOSTENIBILIDAD Y LA EQUIDAD (ALIARSE) [↗ URL](#)

contribue au développement durable du Costa Rica par la promotion des partenariats public-privé pour le développement (PPPD), en appui à l'ODD 17. ALIARSE présente les PPPD comme un instrument favorisant la réalisation des ODD. Elle met en lumière leur importance stratégique dans la gestion du développement local, national et mondial et encourage le partage des connaissances et la création d'outils et de guides pour la mise en œuvre des PPPD.



### L'INSTITUTO DE FOMENTO Y ASESORÍA MUNICIPAL (IFAM) [↗ URL](#)

a été mis en place par le gouvernement en 1971 dans le but de promouvoir le développement local et de parer à la détérioration et à la marginalisation des gouvernements locaux dans ce domaine. L'IFAM apporte son soutien aux gouvernements locaux qui s'investissent dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et participe à la consolidation d'un réseau de municipalités pour les ODD (Cantones PRODS) visant à encourager et à reconnaître l'engagement des municipalités en faveur du développement durable.

### L'UNIÓN COSTARRICENSE DE CÁMARAS Y ASOCIACIONES DEL SECTOR EMPRESARIAL PRIVADO (UCCAEP) [↗ URL](#)

dans le pays est une union de chambres de commerce qui contribue au développement socioéconomique du Costa Rica à travers la promotion du progrès, de la compétitivité et des pratiques commerciales responsables dans le secteur privé. Elle fédère le secteur et le représente au sein de différents organes nationaux et internationaux sur des questions d'intérêt général. Elle encourage par ailleurs l'adoption de lois, de projets, de dispositions et de mesures qui renforcent la compétitivité systématique et le bien-être social

## Costa Rica : Un engagement multipartite efficace, prêt à se traduire en actions

### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU COSTA RICA

Les signataires du Pacte national de 2016 se sont engagés à contribuer à la réalisation des ODD, à encourager la mobilisation des ressources et à renforcer leurs capacités institutionnelles afin de développer des politiques, des plans et des programmes adaptés. Bien qu'ils aient appuyé l'élaboration de la revue nationale volontaire de 2017, il semble que les institutions gouvernementales compétentes aient rencontré des difficultés dans la diffusion des informations relatives aux processus de consultation et à la structure de la RNV. Toutefois, certaines parties prenantes essentielles ont été efficacement intégrées dans le mécanisme officiel et ont participé aux processus de planification stratégique des ODD.

En 2020, le Costa Rica a rédigé le rapport de sa deuxième RNV<sup>11</sup>. Ce processus était piloté par le ministère de la Planification et de la Politique économique et l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC), en qualité d'organe consultatif sur la statistique. La RNV a été conçue comme un produit multipartite élaboré dans le cadre d'un processus collaboratif prévoyant plusieurs consultations avec diverses parties prenantes signataires du Pacte national, représentées au sein du Comité consultatif national. Ce processus comprenait une consultation en ligne, des réunions régionales virtuelles et la prise en compte de rapports parallèles. Le secteur privé et les associations d'entreprises ont joué un rôle majeur dans l'élaboration du rapport basé sur un questionnaire élargi afin de recueillir des informations auprès d'organisations œuvrant dans le secteur privé.

L'AED a joué un rôle actif dans l'institutionnalisation de l'engagement à long terme du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD. À cet effet, elle s'est appuyée sur des outils spécialement conçus pour contextualiser la création de valeur partagée et sur un dispositif de suivi fondé sur des données probantes, utilisant des informations et des données complémentaires sur les activités du secteur privé et leur pertinence au regard des indicateurs des ODD. Outre sa participation active aux consultations et aux réunions régulièrement organisées dans le cadre de la RNV, l'AED a été chargée par le gouvernement de soutenir les efforts de suivi des ODD en apportant des informations contextuelles sur les liens du secteur privé et de ses activités avec un indicateur spécifique des ODD.

**11** Second Voluntary National Review. Sustainable Development Goals. Costa Rica, 2020



On observe un engagement actif, mais hétérogène des gouvernements locaux. Un réseau regroupant des municipalités engagées en faveur des ODD (Cantones PrODS) a été mis en place afin d'encourager ces derniers à appliquer les bonnes pratiques. À ce jour, 32 gouvernements locaux ont intégré la plateforme créée par le Secrétariat technique des ODD, l'Organisation des Nations Unies et l'Institut de développement et de conseil aux municipalités (Instituto de Fomento y Asesoría Municipal, IFAM) afin d'encourager le partage de bonnes pratiques et la collaboration entre les gouvernements locaux. En 2020, seuls 27 % des gouvernements locaux avaient aligné leurs plans de développement sur les ODD. Grâce à la stratégie du réseau Cantones PrODS, 45 % des municipalités localisent désormais les ODD et renforcent leurs capacités en accédant à une plateforme ouverte d'échange et de soutien mutuel pour la localisation des ODD.



## Costa Rica : Un engagement multipartite efficace, prêt à se traduire en actions

Les organisations de la société civile ont créé une plateforme facilitant l'élaboration de programmes stratégiques et politiques, et proposent des formations. Cependant, cette plateforme a eu des difficultés à s'imposer comme une organisation fédératrice représentative auprès de certaines OSC nationales de premier plan. En outre, les contraintes financières ont limité son action. Bien que le gouvernement costaricien reconnaisse le rôle crucial des OSC, le secteur est particulièrement désorganisé et sa participation peut être considérablement renforcée.

Par ailleurs, la structure gouvernementale ne prévoit pas d'espace pour la participation des jeunes qui ne sont pas regroupés au sein d'une organisation fédératrice apte à les représenter. De même, les groupes vulnérables, tels que les populations autochtones et les personnes en situation de handicap, n'ont pas accès à un mécanisme facilitant leur participation.

Enfin, si le secteur privé a joué un rôle actif essentiel dans les processus de prise de décision et d'établissement de rapports sur les ODD, il est indispensable, pour consolider l'engagement du secteur, de renforcer l'implication de parties prenantes clés

*Le Costa Rica profite de l'utilisation de ses organisations faitières bien établies pour des actions et des conseils communs.*



telles que l'Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP), l'une des plus grandes organisations fédératrices du secteur privé dans le pays.

## La clé de la gouvernance multipartite

Le gouvernement du Costa Rica est parvenu à impliquer le secteur privé, les gouvernements locaux, le parlement et les universités dans la coordination et les dispositifs institutionnels de l'Agenda 2030, à travers un mécanisme formel leur permettant d'influer sur la prise de décision et de participer aux processus de planification stratégique des ODD. Au cours des dernières années, le Secrétariat technique des ODD du ministère de la Planification et de la Politique économique a développé des relations de confiance et renforcé la collaboration entre les acteurs clés, ce qui a permis d'atteindre de bons niveaux d'engagement et d'impliquer les principales parties prenantes dans les processus participatifs. Le pays a ainsi établi une solide base de collaboration et semble prêt à consolider l'engagement des principales parties prenantes dans différents secteurs.

Pour conforter la structure de gouvernance multipartite actuelle des ODD, les institutions gouvernementales compétentes doivent renforcer leur leadership et leur rôle de facilitateur. Le Conseil de haut niveau pour la mise en œuvre des ODD (Consejo de alto nivel de los ODS) n'a pas été beaucoup sollicité au cours des dernières années. Son rôle doit donc être renforcé à travers la création d'une dynamique permettant d'élaborer une vision politique stratégique. Il convient de mettre formellement et officiellement en place



une équipe interinstitutionnelle chargée de cette tâche afin de consolider cet organe stratégique et politique. Il est indispensable de séparer le leadership technique et le leadership politico-stratégique. Une telle approche peut garantir un leadership gouvernemental plus stratégique en reliant des institutions clés telles que le Cabinet du président, le ministère de la Planification et de la Politique économique, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Environnement, et l'Institut national de la statistique (INEC).

Par ailleurs, le Comité consultatif sur les ODD pourrait tirer profit du renforcement de ses capacités de collaboration et sortir de son rôle purement consultatif pour transformer ses actions en véritables contributions mesurables. À cette fin, il est possible d'établir une feuille de route définissant des objectifs, des étapes, des délais et des rôles permettant d'instaurer une collaboration durable pour la mise en œuvre des ODD, dans laquelle chaque partie prenante convient de l'étendue de sa collaboration. Il est également nécessaire de clarifier les attentes à l'égard des parties prenantes en matière d'information et de contributions dans le cadre de l'examen et de la planification du développement, afin de formaliser les processus nationaux de mise en œuvre des ODD et d'y contribuer plus efficacement.

Le secteur privé a été très actif et l'AED a joué un rôle majeur dans la consolidation de la participation des entreprises au sein du Comité consultatif sur les ODD. L'AED est un acteur clé s'agissant de stimuler l'engagement et la production de rapports durables, de fournir des conseils constructifs et d'encourager l'innovation pour remédier aux déficiences et aux problèmes les plus critiques dans la mise en œuvre des ODD. Pour consolider davantage l'engagement

*Quelle est la prochaine étape ?*

- *Reactiver le Conseil politique de haut niveau*
- *engager les jeunes*
- *engager les groupes vulnérables*
- *démontrer le leadership gouvernemental*

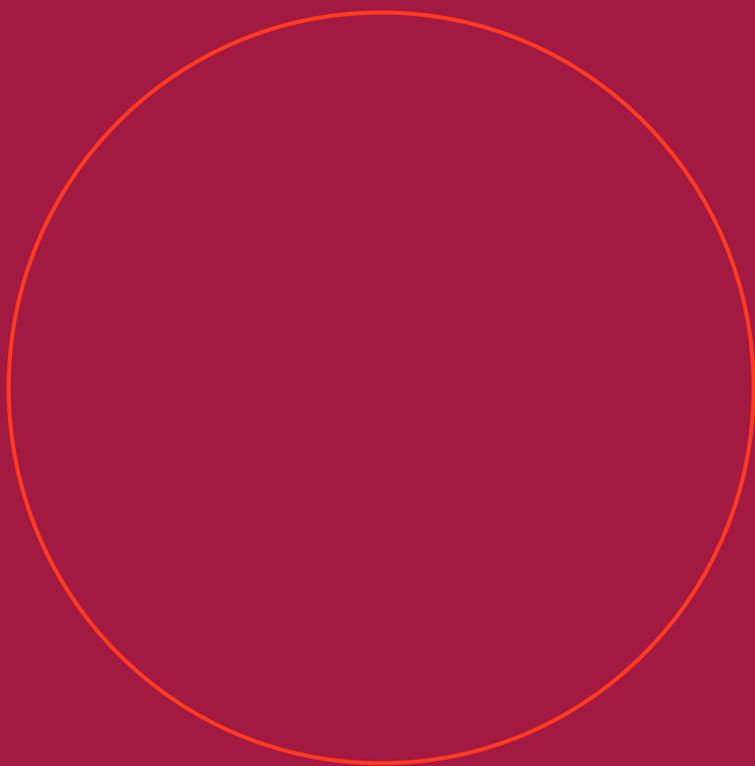
des principales parties prenantes au sein du Comité consultatif sur les ODD, il est nécessaire d'accroître la participation des grandes organisations fédératrices des OSC et de la jeunesse, en renforçant par exemple la capacité de ces acteurs à s'organiser afin d'être mieux représentés au sein d'organisations fédératrices reconnues.

La participation des institutions nationales compétentes en matière de développement local pourrait être renforcée afin d'établir un programme commun pour la localisation des ODD. Il est possible de consolider l'engagement au niveau local en soutenant le réseau de gouvernements locaux résolus à mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Pour mettre en place une approche multipartite de la planification du développement, il est urgent de définir une vision commune à long terme pour le développement du pays et d'élaborer une feuille de route à l'horizon 2030 indiquant clairement la stratégie à mettre en œuvre pour guider l'engagement des parties prenantes. L'impact de la pandémie de COVID-19 dans le pays exige un engagement accru de tous les secteurs. Dans ce contexte, l'Agenda 2030 peut apporter les lignes directrices nécessaires pour soutenir le processus décisionnel visant à combler les lacunes sociales et économiques auxquelles est confronté le Costa Rica. Il peut également fournir les données de base permettant de définir un cadre stratégique à long terme pour le développement du pays, afin de réaliser la transformation souhaitée par la société costaricienne.

*Créer une vision commune de la voie à suivre par le Costa Rica et l'étayer par un cadre stratégique national pour le développement durable.*

# Ghana : Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local



**12** Cabinet du président, Rapport annuel de l'Unité consultative sur les ODD, 2019

**13** Rapport 2020 du Ghana sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, Commission nationale de planification du développement.

**14** Le National Development Planning Commission Act, 1994 (Act 479) et le National Development Planning (System) Act, 1994 (Act 480), constituent le cadre juridique fondamental qui régit l'établissement de la Commission et l'exercice de ses fonctions

Le Ghana s'est engagé, à l'échelle mondiale et nationale, à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et son président ouvre la voie sur la scène internationale en assumant la co-présidence du Groupe des défenseurs des objectifs de développement durable fondé par le Secrétaire général des Nations Unies. Pour honorer cet engagement, le pays a mis en place des structures institutionnelles souples qui facilitent la réalisation de l'Agenda 2030 et intégré les ODD dans ses cadres et ses politiques selon une approche « pangouvernementale ». Par ailleurs, une unité consultative<sup>12</sup> sur les ODD chargée d'apporter au président un soutien technique, politique et stratégique dans ses fonctions internationales a été créée en 2017.

Ces mesures témoignent d'un engagement national en faveur de l'Agenda 2030. Si la coordination de la mise en œuvre et du suivi des ODD incombe au gouvernement, elle est également considérée par toutes les parties prenantes comme une responsabilité partagée.

Un système de gouvernance solide et bien structuré a été mis en place afin de coordonner, suivre et contrôler les progrès réalisés dans la réalisation des ODD et leur intégration dans les actions actuellement menées en faveur du développement national. Il comprend un Comité ministériel de haut niveau, un Comité de coordination pour la mise en œuvre des ODD et un Comité technique. Cette structure permet une collaboration de haut niveau entre les principaux ministères et institutions, tels que le ministère de la Planification, le ministère des Finances, l'institut de la statistique du Ghana, la Commission nationale de planification du développement<sup>13</sup>, qui est l'organe constitutionnel<sup>14</sup> mandaté pour assurer la coordination du Système décentralisé de planification du développement national, et le secrétariat du Comité de coordination

## Ghana : Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local

pour la mise en œuvre des ODD. Sa mission découle de son mandat et consiste à conseiller le président de la République du Ghana (et le Parlement, à sa demande) dans la définition d'une politique et d'une stratégie de planification du développement national.

Les ODD ont été adoptés et intégrés dans le cadre national de politique de développement à long terme du Ghana pour la période 2018–2057, également appelé Agenda 2057 ou Ghana@100, ainsi que dans le cadre national de politique de développement à moyen terme pour la période 2017–2024<sup>15</sup> et sa version récemment mise à jour pour la période 2022–2025. L'implication de nombreuses parties prenantes dans cette intégration traduit l'engagement du gouvernement en faveur de leur participation, essentielle à ses yeux pour orienter le processus décisionnel et le soutenir dans la réalisation de ses objectifs stratégiques en matière de développement durable.

Pour définir le cadre national de politique de développement à moyen terme 2022–2025, la Commission nationale de planification du développement a créé des groupes de planification intersectoriels et mené des consultations publiques à travers le pays afin d'élaborer des politiques, des stratégies et des plans de développement avec la participation des secteurs public et privé, de la société civile, du milieu universitaire, des médias et des associations professionnelles. La Commission pilote par ailleurs l'intégration des ODD dans les plans locaux de développement, avec le soutien de 16 Conseils de coordination régionaux. En vue d'instaurer une approche « pangouvernementale », elle coordonne l'élaboration des plans d'action des ministères, des départements et des agences, ainsi que des assemblées métropolitaines, municipales et de district, et collabore avec les différents secteurs et

**15** Commission nationale de planification du développement, Medium-Term National Development Policy Framework, « An Agenda for Jobs: Creating Prosperity and Equal Opportunity for All 2017-2024 », volume I, 2017.

**16** Rapport de la Revue nationale volontaire du Ghana sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, juin 2019

*Le Ghana a fait des efforts significatifs dans la mise en œuvre nationale des ODD en établissant une plateforme multipartite et un processus RNV inclusif et ouvert.*

districts afin de s'assurer que des dispositifs de suivi et d'évaluation sont mis en place et que les livrables du programme sont régulièrement examinés.

Le gouvernement du Ghana a également déployé des efforts considérables pour réaliser les ODD au moyen d'un processus et d'une plateforme multipartites efficaces, comme l'illustre la procédure ouverte et inclusive mise en œuvre dans le cadre de la revue nationale volontaire (RNV)<sup>16</sup> en 2019. Ce processus participatif a permis d'impliquer un large éventail de parties prenantes aux niveaux national et infranational. Sous la supervision du Comité ministériel de haut niveau sur les ODD, le Comité de coordination pour la mise en œuvre des ODD en a assuré la coordination.

Il s'est appuyé sur une série d'ateliers et de réunions consultatives, auxquels ont participé divers groupes de parties prenantes. Les consultations thématiques ont été organisées de sorte à permettre aux participants de déterminer les obstacles critiques, les opportunités et les difficultés émergentes, et de recommander des mesures visant à résoudre les problèmes recensés. Consignés dans le rapport de la RNV, les résultats de ces consultations éclairent les interventions stratégiques visant à accélérer la mise en œuvre des ODD à tous les niveaux.

Une procédure participative de révision et de validation du rapport de la RNV, impliquant les groupes de jeunes, les médias, les Comités de surveillance des districts et les parlementaires dans le cadre de divers ateliers, a été instaurée au niveau national et infranational. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation et des formations sur les ODD destinées à des groupes ciblés ont été élaborées afin qu'ils coopèrent avec certaines parties prenantes et encouragent la mobilisation en faveur de la mise en œuvre des ODD.



## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

Le Ghana possède une société civile dynamique et très bien organisée qui dispose de l'espace politique nécessaire pour promouvoir la responsabilité publique et participer activement aux processus d'engagement des parties prenantes du pays. Les OSC sont devenues des agents directs de la mise en œuvre des programmes de développement aux niveaux communautaire et national.

Elles sont particulièrement actives dans la sensibilisation du public ; la formation, à l'échelle locale, des organisations de la société civile et des citoyens au suivi de la mise en œuvre et des prestations de service des programmes ; les actions de plaidoyer en faveur d'une meilleure attribution des ressources et d'une mise en œuvre efficace ; le suivi et l'établissement de rapports ; et la promotion d'interventions novatrices. Elles demandent par ailleurs au gouvernement de rendre des comptes en matière d'inclusion.

Le gouvernement du Ghana est convaincu de la valeur ajoutée qu'apporte la participation des parties prenantes<sup>17</sup> et soutient pleinement les acteurs clés. Les parties prenantes bénéficient d'une organisation efficace et représentative, à l'exception de la jeunesse, des communautés et des organisations confessionnelles. Les OSC ont été intégrées dans la structure nationale chargée de la mise en œuvre du développement et sont représentées dans les différents comités et organes nationaux veillant à la réalisation des ODD. Grâce à cette représentation au sein des plateformes nationales, les OSC du Ghana ont eu la possibilité d'intervenir directement dans les politiques publiques et de contribuer à l'élaboration de cadres liés aux ODD.

<sup>17</sup> Engaging non-state actors and local authorities in SDG follow-up and review: Case study Ghana CSOs platform alignment with national 2030 Agenda institutional arrangements, 2021

*Une société civile bien organisée, qui semble être soutenue par le gouvernement.*

*Une approche solide « pansociale », qui permet une représentation permanente et institutionnelle des perspectives des OSC.*

Le gouvernement a donné à la Plateforme des organisations de la société civile sur les ODD (Plateforme des OSC) un rôle actif au sein du Comité de coordination pour la mise en œuvre des ODD et du Comité technique chargé de la coordination et de la collaboration entre les institutions gouvernementales pour l'élaboration de politiques intégrées. L'approche « pansociale » ainsi adoptée évite que le débat sur les ODD ne soit dominé par le gouvernement. La Plateforme des OCS est considérée comme le principal vecteur de concertation avec les OCS travaillant sur les ODD, et le seul qui figure dans la RNV. Elle est parfaitement intégrée dans les mécanismes institutionnels du Ghana relatifs aux ODD, au sein desquels elle représente efficacement la voix de la société civile et garantit l'examen collectif des processus nationaux de planification.

Le plan de développement national du Ghana reflète l'engagement du pays en faveur du secteur privé, considéré comme un vecteur de développement, et reconnaît la nécessité de créer les conditions nécessaires à sa participation active au développement du pays.

Afin de coordonner l'implication du secteur privé dans la réalisation des ODD, le président du Ghana a créé un groupe consultatif sur les ODD, composé des PDG d'importantes entreprises issues de divers secteurs, notamment des industries pétrolière, gazière, minière, et manufacturière, de la banque, des services aux consommateurs et des télécommunications.



## Ghana : Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local

LA  
PLATEFORME  
DES ORGANI-  
SATIONS DE  
LA SOCIÉTÉ  
CIVILE SUR  
LES ODD  
(PLATEFORME  
DES OSC) [↘ URL](#)

a été créée en 2015 en vue de coordonner le travail des OSC au sein d'une organisation fédératrice autour des ODD. Forte de plus de 500 membres, cette plateforme est constituée de 18 sous-plateformes, dont 17 relatives aux ODD et une consacrée à la jeunesse. Elle comprend également 16 sous-plateformes rattachées aux districts, qui collaborent avec les autorités locales à la réalisation des ODD. Jouant un rôle actif dans le Comité de coordination pour la mise en œuvre des ODD et le Comité technique, la Plateforme des OSC jouit du statut d'observateur au sein du Comité ministériel de haut niveau.

LA SDG  
PHILANTHROPY  
PLATFORM  
(SDGPP) [↘ URL](#)

est coordonnée par le PNUD. En collaboration avec la Conrad N. Hilton Foundation et Rockefeller Philanthropy Advisors, elle a accordé des subventions catalytiques à des entreprises sociales et à des OSC développant des solutions innovantes, évolutives et efficaces pour l'approvisionnement en eau potable des populations « difficiles d'accès ». Ses études proposent des approches politiques progressistes pour la mise en place de modèles de collaboration optimale entre le gouvernement et les organisations philanthropiques. Elle dresse en outre un catalogue de l'écosystème des ODD, publié sur un portail qui aide les fondations à trouver des points d'entrée pour développer des collaborations autour des ODD. Le réseau Philanthropy and Impact Investment Networks Ghana (PHIING), créé par la SDGPP et ses partenaires, a renforcé les partenariats entre les fondations concernant l'attribution de subventions et de financements innovants aux entreprises sociales qui élaborent des projets pilotes novateurs susceptibles d'être déployés à plus grande échelle.



LA  
FÉDÉRATION  
DES  
ENTREPRISES  
PRIVÉES (PEF)  
[↘ URL](#)

est une organisation autonome, apolitique et à but non lucratif, ouverte à toutes les entreprises privées et associations commerciales de l'économie formelle et informelle. Sa mission consiste à répondre aux besoins du secteur privé en matière de développement en plaidant pour une attribution efficace des ressources nationales, en soutenant le développement des entreprises et en renforçant les capacités pour permettre au secteur privé d'œuvrer en faveur du développement économique durable du pays. La PEF entend influencer sur la politique du gouvernement en vue de privilégier le développement économique et social stimulé par le secteur privé afin d'améliorer et de stabiliser le climat d'investissement et de créer un environnement propice à la compétitivité et à la prospérité du secteur privé sur la scène internationale.

L'ASSOCIA-  
TION DES  
INDUSTRIES  
DU GHANA  
(AGI-GHANA)  
[↘ URL](#)

a lancé une table ronde des jeunes entrepreneurs du Ghana (GYER) sur les ODD. Le programme vise à mobiliser, à examiner et à faciliter l'action publique en vue d'obtenir des résultats mesurables dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN), en accord avec les efforts de développement mondiaux. Cette initiative a pour vocation de constituer un vivier de jeunes chefs d'entreprise militant en faveur de l'intégration des ODD dans les stratégies de croissance du secteur privé.

## Ghana : Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local

### LE CEOS ADVISORY GROUP ON THE SDGS

(Groupe consultatif des PDG sur les ODD) a été fondé au Ghana pour promouvoir l'engagement du secteur privé en faveur des ODD. Composé de chefs d'entreprise de premier plan, il entend définir un ensemble de mesures pratiques pouvant être appliquées par le secteur privé pour appuyer la réalisation des ODD. Il a décidé d'axer prioritairement ses efforts sur les objectifs 4, 6, 7, 8, 9 et 12, et de créer un Fonds de mise en œuvre des ODD afin de financer ces actions avec les ressources fournies par le secteur privé au titre de la responsabilité sociale d'entreprise.

### YOUTH ADVOCATES GHANA (YAG) ↘ URL

a, au cours des huit dernières années, étendu ses programmes et ses activités à des domaines tels que l'éducation (bourses pour les enfants) et la santé (santé sexuelle et reproductive). Consciente des difficultés auxquelles sont particulièrement confrontés les adolescents et les jeunes filles, l'organisation a également élargi son champ d'action consacré aux enfants pour y inclure la jeunesse. YAG est le secrétariat de l'Alliance de la jeunesse pour l'Afrique à l'horizon 2030 (2030 Youth Alliance for Africa), qui travaille avec les jeunes du Ghana et du reste de l'Afrique et les incite à participer au processus de responsabilisation au regard des ODD dans le cadre du Sommet annuel de la jeunesse africaine sur les ODD. La plateforme vise à faire entendre la voix des jeunes dans la RNV. YAG fait également partie de la Coalition de la Plateforme des OSC sur les ODD et du Réseau africain des adolescents et des jeunes (AfriIYAN).



### L'INSTITUT DE RECHERCHE STATISTIQUE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE (ISSER) DE L'UNIVERSITÉ DU GHANA ↘ URL

constitue le pôle recherche de la faculté des sciences humaines de l'université du Ghana. Il réalise diverses études dont les conclusions sont destinées à aider les décideurs politiques à prendre les décisions les mieux adaptées pour favoriser le développement du pays. L'ISSER rédige tous les ans un document phare intitulé « Rapport sur l'état de l'économie ghanéenne ». Ce rapport compile les contributions de tous les membres de la division Économie. L'ISSER publie également, avec la collaboration du PNUD, le Rapport sur le développement humain au Ghana.



## Ghana : Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local

### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU GHANA

Le Ghana a présenté le rapport de sa première RNV en juillet 2019. La RNV de 2019 s'appuyait sur un processus de consultation comprenant une série d'ateliers, des réunions consultatives avec les groupes de parties prenantes, la révision et la validation participatives du rapport aux niveaux national et infranational, ainsi qu'une campagne de sensibilisation et des formations destinées à des groupes ciblés afin qu'ils encouragent la mobilisation en faveur de la mise en œuvre des ODD.

Depuis sa création, la Plateforme des OSC a permis aux acteurs de la société civile de participer activement aux activités liées aux ODD et de les influencer. Ils ont notamment contribué à l'élaboration du rapport de référence sur les indicateurs des ODD en 2018 du cadre de suivi des indicateurs des ODD, ainsi que de la feuille de route relative aux ODD et du processus de la RNV, et pris part au Forum politique de haut niveau au sein de la délégation gouvernementale.

En juillet 2019, la Plateforme a rédigé un rapport parallèle<sup>18</sup> visant à compléter le rapport du gouvernement sur la RNV et à promouvoir la responsabilité mutuelle dans la mise en œuvre des ODD. Les principales conclusions de ce rapport parallèle ont été intégrées dans le rapport du gouvernement sur la RNV. Le rapport reflète les contributions des OSC à la mise en œuvre des ODD (principalement des ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17), encourage le plaidoyer et la sensibilisation du public aux ODD, renforce les interventions nationales dans le processus ghanéen relatif à la réalisation des ODD et met en lumière les difficultés liées à la coordination de la société civile, ainsi qu'au suivi des ODD et à l'établissement de rapports par celle-ci. Plusieurs membres de la Plateforme des OSC faisaient partie de la délégation officielle du Ghana au Forum politique de haut niveau, aux côtés de représentants du secteur privé et des autorités traditionnelles, et ont participé à la présentation du Ghana. Ils ont également organisé une manifestation parallèle conjointe.

**18** CSO Shadow Report on VNR, Progress on the SDGs: Telling the Ghanaian Story Through the Lens of Citizens. Plateforme des organisations de la société civile sur les ODD, juin 2019



L'approche « pangouvernementale » et « pansociale » du Ghana dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 a encouragé la création de partenariats et la collaboration entre les parties prenantes, notamment avec les OSC et le secteur privé. En 2021, le pays a défini sa feuille de route nationale pour le financement des ODD (Country Financing Roadmap –CFR) dans le but d'élaborer des stratégies visant à combler le déficit de financement des ODD au moyen d'une collaboration public-privé. La CFR souligne l'importance de favoriser le consensus grâce à une approche multipartite et de renforcer la collaboration public-privé afin de débloquer les financements nécessaires à la réalisation des ODD. Deux mécanismes de financement novateurs, le SDG Delivery Fund et le Green Fund, ont été mis en place en vue d'inciter le secteur privé à investir dans les ODD.

La sous-plateforme des OSC sur la jeunesse a permis de développer les échanges avec les jeunes. De leur côté, les universités jouent un rôle actif, la plupart des établissements publics et privés et des instituts de recherche financés par le gouvernement ayant des programmes de recherche directement liés aux ODD.

Il est néanmoins indispensable de renforcer la participation des collectivités locales et des villes, et de sensibiliser davantage les citoyens aux objectifs pour obtenir leur adhésion. Pour pouvoir mettre en œuvre efficacement les ODD, les autorités locales doivent disposer des moyens nécessaires pour dialoguer avec les communautés et les autres parties prenantes locales. Le rapport parallèle de la Plateforme des OSC constate que si le Ghana possède de solides mécanismes institutionnels au niveau national, la coordination au niveau local reste en revanche faible. Pour remédier

*La forte approche « pansociale » au niveau national pourrait bénéficier de l'engagement et de la participation locaux pour la réalisation des ODD.*



à cette difficulté, 16 sous-plateformes de district ont été mises en place afin d'impliquer les autorités locales dans la réalisation des ODD.

Afin de mettre en œuvre les ODD, le Ghana a adopté une approche inclusive fondée sur un partenariat multipartite, appuyé par des dispositifs institutionnels fiables et un soutien politique au plus haut niveau. Cependant, les structures opérationnelles au niveau national n'ont pas été déclinées avec succès au niveau infranational.

## La clé de la gouvernance multipartite

Bien que la pandémie risque de compromettre les progrès réalisés, le gouvernement du Ghana entend lier sa riposte à la COVID-19 et les mesures prises pour réaliser les ODD, reconnaissant ainsi qu'au cœur de la pandémie, les ODD revêtent une importance accrue dans la gestion des risques sanitaires mondiaux et la construction d'économies plus résilientes. Les effets négatifs de la pandémie sur l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'éducation de qualité, les inégalités, le travail décent, la croissance économique et le changement climatique sont manifestes.

La capacité du Ghana à atteindre les cibles des ODD est renforcée par les structures adéquates mises en place pour garantir une coordination efficace, notamment au niveau national. Les fonctions incombant à un organe consultatif multipartite sont principalement exercées par la Plateforme des OSC, mandatée par le gouvernement du Ghana au sein du Comité de coordination pour la mise en œuvre des ODD, un mécanisme institutionnel solidement organisé.

*Alors que la plateforme des OSC a prouvé qu'elle pouvait engager de manière constructive les acteurs non étatiques, le gouvernement et le secteur privé, les résultats bénéficieront de l'engagement systématique d'autres parties prenantes, telles que les autorités traditionnelles, les organismes religieux et le monde universitaire.*

Les OSC font front commun, s'appuyant sur leur forte capacité à mobiliser les citoyens en faveur des objectifs. Il semble toutefois que des mesures soient prises pour accroître l'engagement et la coordination au niveau infranational. Si la Plateforme des OSC est un acteur solide et représentatif, sa présence au niveau infranational doit être renforcée pour intensifier l'implication des parties prenantes clés non étatiques. Malgré les efforts déployés, les structures opérationnelles au niveau national n'ont pas été déclinées avec succès au niveau infranational, c'est-à-dire dans les assemblées métropolitaines, municipales et de district. Si les MMDA ont intégré les ODD dans leurs plans de développement local, elles se sont peu préoccupées de promouvoir l'adhésion locale et la sensibilisation ou d'impliquer activement d'autres acteurs dans la mise en œuvre des ODD. À cette fin, elles pourraient transférer les structures adoptées au niveau national telles que le Comité de coordination pour la mise en œuvre des ODD.

Par ailleurs, les activités liées aux ODD manquent de coordination au niveau local. Il semble possible que les collectivités entament un processus local de priorisation des ODD, afin d'aborder les questions et les secteurs d'intervention essentiels et de développer des réseaux locaux encourageant l'engagement des citoyens dans les principaux domaines liés aux ODD. Pour ce faire, il est indispensable de renforcer les capacités de l'institut ghanéen de la statistique en matière de production de données de qualité et d'harmoniser la collecte des données destinées au processus national et infranational de suivi et de planification avec l'Agenda 2030.

La Plateforme des OSC a démontré qu'elle était

## Ghana : Des avancées importantes au niveau national à décliner au niveau local



un solide vecteur de coopération constructive entre les acteurs non étatiques, le gouvernement et le secteur privé. Néanmoins, bien que ces parties prenantes soient essentielles, elles sont incomplètes et l'implication d'autres partenaires potentiels, tels que les autorités traditionnelles, les organisations religieuses et les universités, pourrait être plus institutionnalisée.

Il est nécessaire d'améliorer les capacités et la



compréhension des priorités, des politiques et des aspirations du pays, notamment au sein des autorités locales. Pour une mise en œuvre efficace des ODD, les autorités locales doivent disposer de capacités suffisantes pour collaborer avec les communautés locales et les autres parties prenantes afin de mener une action transformatrice. Par conséquent, une politique appropriée doit consister à évaluer et à encourager la réalisation de l'Agenda 2030 au niveau local.

Enfin, les villes et les collectivités du Ghana jouant un rôle clé dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et dans le fonctionnement des services publics au niveau local, il est possible d'améliorer les capacités et la compréhension des priorités, des politiques et des aspirations du pays à travers la création d'un organe consultatif multipartite, capable de soutenir une action transformatrice au niveau local pour la réalisation des ODD.

# Népal : Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace



**19** Fifteenth Five-year Plan  
(2019/20-2024/25)

**20** National Review of Sustainable Development Goals,  
Commission nationale de planification, gouvernement  
du Népal, Katmandou, 2020

**21** Étude de cas de  
l'UNESCAP (RNV 2017)

Le Népal a été prompt à réagir après le lancement des ODD en 2016. La même année, le pays a préparé un document d'orientation à ce sujet. Depuis, son intérêt pour les objectifs de développement durable ne s'est pas tari et ce projet fait même la fierté du gouvernement. Le plan national<sup>19</sup> le plus récent intègre les ODD, et le gouvernement du Népal établit ses budgets en conséquence. Ce plan est un instrument important qui permet d'évaluer la prise en compte des cibles et des indicateurs des ODD, ainsi que les avancées du Népal dans la réalisation de ses engagements mondiaux.

La deuxième revue nationale volontaire réalisée en 2020<sup>20</sup> indique que les principaux domaines à privilégier sont l'accélération de la croissance économique, l'emploi et les revenus, à travers des investissements dans le capital humain, les infrastructures et la capacité de production. Ces mesures doivent être associées à une utilisation durable des ressources et à une adaptation au changement climatique. La bonne gouvernance et les réformes administratives restent une priorité.

Le constat qui ressort des entretiens menés dans le cadre de cette étude est le suivant : le gouvernement du Népal dispose certes d'excellents documents politiques, mais ces derniers risquent de ne pas être traduits par des actions. Par ailleurs, le manque de ressources apparaît comme une difficulté majeure et l'absence de données de qualité représente une entrave considérable à la mise en œuvre efficace des ODD.

Dans une étude de cas réalisée après la première RNV de 2017, l'UNESCAP<sup>21</sup> soulignait l'ampleur de la tâche consistant à intégrer les ODD dans l'ensemble des systèmes de planification et des mécanismes budgétaires, d'autant que la restructuration du système fédéral de gouvernance était en cours. Cette situation serait aggravée par des lacunes techniques, notamment

## Népal : Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace



les capacités de calcul limitées des bases de données et le manque de données ventilées.

La Commission nationale de planification coordonne la planification relative aux ODD et l'établissement des rapports, fonction qu'elle exerce toutefois à titre consultatif uniquement. Elle est cependant soutenue par un Comité d'action pour le développement national. Présidé par le Premier ministre, il est chargé de résoudre les problèmes de coordination et les goulots d'étranglement du projet, et porte une attention particulière aux initiatives influant sur la réalisation des ODD.

Le Comité de pilotage pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, présidé par le Premier ministre, définit l'orientation politique, favorise l'établissement de partenariats et supervise les ressources financières, humaines et techniques nécessaires à la mise en

*L'architecture de gouvernance du Népal témoigne d'un engagement fort en faveur de l'agenda 2030.*



22 Sustainable Development Goals Progress Assessment Report 2016-2019

œuvre des ODD. Relevant du Comité de pilotage, le Comité de mise en œuvre et de suivi des ODD, présidé par le vice-président de la Commission nationale de planification, fournit des orientations aux ministères fédéraux et aux institutions provinciales et locales. Il facilite par ailleurs la coordination interministérielle dans la mobilisation des ressources et gère annuellement le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des cibles des ODD. Il prépare en outre les rapports périodiques nationaux adressés au Comité de pilotage.

Sept comités thématiques coordonnés par un membre de la Commission nationale de planification sont rattachés au Comité de mise en œuvre et de suivi. Ils participent à la préparation des plans, des programmes et des budgets et assurent le suivi et la supervision des activités liées aux ODD. Ils sont tenus de fournir des rapports au Comité de mise en œuvre et de coordination.

La plupart des gouvernements provinciaux ont mis en place une commission de planification ou une commission de politique et de planification présidée par les ministres en chef. Si la localisation et l'action du gouvernement local sont très importantes pour la mise en œuvre des ODD au Népal, elles présentent cependant un certain nombre de difficultés. Les plans font toujours défaut au niveau provincial, bien que le PNUD ait soutenu la réalisation d'enquêtes de terrain et leur intégration dans les plans provinciaux, et que la Commission nationale de planification aide les responsables provinciaux et locaux en leur fournissant des modèles de planification et des directives pour le suivi et l'évaluation<sup>22</sup>.

Au sein du Parlement fédéral, l'Assemblée nationale dispose d'une Commission du développement durable et de la bonne gouvernance, où sont représentés tous



les principaux partis politiques. Elle assure la surveillance et le contrôle du budget national au regard des ODD.

Le Bureau central de la statistique est l'organe central chargé de la collecte, de la standardisation et de la qualité des données. Toutefois, le suivi et l'évaluation des initiatives et des projets nationaux incombent à la Commission nationale de planification.

## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

La RNV de 2020 indique que « le gouvernement est convaincu que toutes les parties prenantes ont un rôle important à jouer, car les cibles des ODD ne peuvent être atteintes sans leur participation active et leurs contributions ». Plusieurs programmes dirigés par la Commission nationale de planification avec le soutien du PNUD et de l'Union européenne (UE) visent à mobiliser une grande partie de la société. La RNV s'engage également, dans un second temps, à consolider les partenariats multipartites.

La Fédération des ONG du Népal représente de nombreuses organisations. Elle aide le gouvernement népalais à établir un dialogue concerté avec un large éventail d'acteurs de la société civile et siège au Comité de mise en œuvre et de suivi des ODD. Le gouvernement est également en contact avec d'autres groupes et parties prenantes de premier plan tels que SDGs National Network Nepal (réseau national des ODD), divers réseaux de femmes, les groupes de Dalit et d'autres membres de la société civile, qui ont été consultés dans le cadre de la RNV.

Le secteur privé est représenté par diverses associations qui ont toutes été consultées séparément.

*La mise en œuvre locale des ODD au Népal rencontre encore un certain nombre de difficultés.*

Ces dernières n'ont pas trouvé d'arguments convaincants pour collaborer au sein d'une organisation fédératrice autour des ODD. Trois d'entre elles, la Fédération népalaise des chambres de commerce et d'industrie, la Confédération des industries népalaises et la Chambre de commerce du Népal, font partie du Comité de mise en œuvre et de suivi des ODD. En outre, la Federation of Nepal Cottage and Small Industries et la Les National Business Initiative ont participé aux discussions organisées dans le cadre de la RNV. Les représentants du secteur coopératif ont également été consultés. Des discussions parallèles ont été menées avec la Fédération des ONG du Népal.

Organisation fédératrice relativement récente, le Forum des ODD du Népal est d'ores et déjà reconnu par le gouvernement et a été invité à participer aux activités de planification et de compte rendu relatives aux ODD.

LA  
FÉDÉRATION  
DES ONG DU  
NÉPAL [URL](#)

représente un large éventail d'acteurs de la société civile, des petites organisations locales aux grandes ONG internationales. Elle a été fondée en 1991 dans le sillage de la participation de la société civile au mouvement qui a conduit à l'instauration de la démocratie au Népal. La Fédération des ONG du Népal est extrêmement fière de ses origines et pratiques démocratiques. Elle élit tous les ans des représentants au niveau des districts, et un nouveau comité exécutif doit être élu tous les trois ans. Les districts élisent un délégué qui participe au Forum annuel chargé d'élire le secrétariat.

## Népal : Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace



### LE FORUM DES ODD DU NÉPAL ↘ URL

a été créé en 2016. Cette plateforme regroupe différents réseaux, la société civile, le secteur privé, les coopératives, les médias, les partenaires du développement et d'autres groupes désireux de contribuer à la réalisation des ODD. Il s'agit d'un partenariat multipartite qui n'est pas enregistré en tant qu'entité. Il s'est donné pour objectif de renforcer la capacité à planifier, à mettre en œuvre et à assurer le suivi des ODD, mais également d'exercer des pressions et de plaider en faveur de l'Agenda 2030 à l'occasion d'événements multipartites. Dans le cadre du Forum, les organisations compétentes jouent le rôle de coordonnateur ou de coresponsable pour un ODD donné. Coordinatrice de l'ODD 16, la Fédération des ONG assure le secrétariat du Forum. Elle a établi des liens avec la Fédération coopérative et avec la Fédération népalaise des chambres de commerce et d'industrie (FNCCI).

### LA FÉDÉRATION NÉPALAISE DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (FNCCI) ↘ URL

se décrit elle-même comme « l'organisation fédératrice des entreprises du Népal, reconnue aux niveaux national et international ». La FNCCI est une organisation associative enregistrée comme chambre représentative nationale. Elle a pour vocation de représenter ses membres auprès du gouvernement népalais et de promouvoir la croissance économique soutenue par le secteur privé comme moteur du développement socioéconomique du Népal. Elle s'applique à renforcer l'engagement des entreprises au profit de la société et mène des campagnes sur les questions sociales.

### LA CONFÉDÉ- RATION DES INDUSTRIES NÉPALAISES (CNI) ↘ URL

est une association qui regroupe essentiellement de grandes entreprises se considérant comme des leaders dans leur secteur. Elle milite pour des questions touchant à l'économie et plaide en faveur d'une réforme visant à améliorer la compétitivité. Elle a tissé de solides liens à l'international.

### LA CHAMBRE DE COMMERCE DU NÉPAL (NCC) ↘ URL

se décrit elle-même comme « la première chambre de commerce du Népal ». Elle a pour vocation d'accompagner le développement de l'économie nationale en promouvant et en protégeant le commerce et l'industrie, aussi bien dans le secteur public que privé. Elle facilite les échanges, développe des réseaux commerciaux à l'échelle nationale et internationale et réalise des études sur les politiques commerciales.

### LA FÉDÉRATION OF NEPAL COTTAGE AND SMALL INDUSTRIES

est une organisation fédératrice qui regroupe les micro, petites et moyennes entreprises du Népal.

### LA NATIONAL BUSINESS INITIATIVE ↘ URL

est une association apolitique à but non lucratif créée en 2005 par quatorze grandes associations d'entreprises et sociétés individuelles. Elle a pour mission de « renforcer le rôle et les capacités du secteur privé népalais afin de contribuer à la construction d'une paix durable » et entend y parvenir en mobilisant les autres organisations fédératrices du secteur privé, en générant de nouvelles connaissances utiles, en créant de la demande et en plaidant pour des pratiques commerciales responsables et durables dans les organisations publiques et privées du Népal.

## Népal : Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace

SDGS  
NATIONAL  
NETWORK  
NEPAL [URL](#)

a été créé en 2019. Ce réseau associatif, qui regroupe des particuliers, des associations et des organisations fédératrices, se décrit comme « la plateforme commune des principaux groupes indépendants de la société civile, des parties prenantes et des individus ». Elle rassemble divers groupes d'intérêt (26 au total), qui représentent notamment les jeunes, les femmes et les jeunes filles, la communauté LGBTIQ, les travailleurs migrants et la communauté scientifique. Elle inclut également des organisations religieuses.

Parmi les autres acteurs engagés figure le secteur coopératif, qui est considéré comme l'un des trois piliers de l'économie. Le gouvernement collabore étroitement avec lui afin d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir le développement durable. Les coopératives disposent de leur propre organisation fédératrice, et certaines sont membres du Forum des ODD du Népal.

Les universités se sont associées à la société civile, notamment pour surveiller les avancées et établir des rapports apportant un précieux éclairage sur les ODD.



23 Nepal Civil Society Perspectives on the 2030 Agenda for Sustainable Development: CSOs' Voluntary National Review 2020, Forum des ODD du Népal

### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU NÉPAL

Les OSC ont largement contribué à la prise de conscience politique, à la transformation sociale, aux prestations de services et au développement économique, notamment au cours des dix ans d'affrontement entre le gouvernement et les insurgés. La société civile, qui a joué un rôle majeur dans le conflit en fournissant des services et des secours d'urgence, s'est ainsi imposée comme une composante majeure du pays, conférant à la Fédération des ONG du Népal un statut important.

Cette dernière a fait office de médiateur dans le processus de paix, et est tenue en très haute estime pour avoir soutenu les partis politiques engagés dans le mouvement décisif qui a conduit à la mise en place d'une démocratie fédérale au Népal en 2006.

La société civile a été consultée dans le cadre des deux RNV, en 2017 et en 2020. Les OCS ont également décidé de contribuer activement à la RNV et de formuler des recommandations au gouvernement du Népal afin que leurs opinions, leurs préoccupations et leurs exigences soient prises en compte. Elles publient par ailleurs, sur la base de consultations indépendantes, leur propre rapport annuel sur les ODD, qui reflète leur point de vue<sup>23</sup>.

Le gouvernement népalais et la Commission nationale de planification soulignent le rôle du secteur privé dans la réalisation des ODD, et le gouvernement s'est engagé à renforcer cette collaboration. Toutefois, certains observateurs constatent que, de son côté, le secteur privé s'implique très peu dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et que la prise de conscience de ses différents acteurs demeure insuffisante. Ce secteur a par ailleurs été durement touché par les conséquences économiques de la pandémie.

De nombreuses OSC ont aligné leurs programmes sur les ODD et s'efforcent désormais de les localiser tout en renforçant la sensibilisation, de demander des

## Népal : Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace

comptes au gouvernement et de contribuer aux cibles pertinentes. Les OSC jouent un rôle important dans les prestations de service, car elles interviennent dans des secteurs que le gouvernement ne peut pas atteindre, comme les écoles communautaires, la foresterie communautaire et les groupes d'utilisateurs d'eau. L'impossibilité de réaliser les ODD sans leur contribution leur confère un statut particulier.

Les OSC organisent également des consultations et des évaluations aux niveaux national, provincial et local. Si les interactions entre le gouvernement et la société civile, généralement initiées par la Commission nationale de planification, sont fréquentes, la société civile souhaiterait toutefois une collaboration plus concrète. Les ministres sont fréquemment remplacés et ont une expérience et des priorités variables en ce qui concerne la collaboration avec la société civile. Ceci constitue une entrave majeure à l'engagement constant des parties prenantes, qui sont parfois contraintes de « frapper à la porte du gouvernement pour lui rappeler leur existence ». La société civile s'inquiète du fait que le gouvernement ne souhaite pas couvrir tous les aspects des ODD de manière exhaustive, notamment les questions liées au genre, à la jeunesse et à la communauté LGBTQ. Par conséquent, elle voit dans l'établissement de rapports élargis la possibilité d'inclure ces groupes de parties prenantes et leurs besoins dans l'élaboration des politiques nationales.

Il est largement admis que les partenariats multipartites joueront un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Népal. Au vu des failles observées dans les processus de consultation, on peut toutefois s'interroger sur la volonté de collaboration des pouvoirs publics. Comme le remarque un observateur, bien que le Forum des ODD fasse preuve de bonne

*Comme la société civile joue un rôle majeur dans la mise en œuvre des ODD, de nombreuses OSC cherchent à s'engager de manière plus significative.*

24 SDG 16 Plus in Nepalese Context, Fédération des ONG du Népal, 2021

*Si il est admis que les partenariats multipartites seront essentiels pour le Népal, il n'est pas certain que cela se traduise par des actions concrètes dans le cadre du programme 2030.*

volonté, il doit cependant traduire celle-ci par des actions concrètes.

## La clé de la gouvernance multipartite

Le gouvernement s'est fixé un horizon à 25 ans pour faire du Népal un pays à revenu élevé. Comme l'exige la Constitution du Népal, cette vision a été inscrite dans la loi en vue d'intégrer progressivement le développement durable et les questions sociales, économiques, politiques et culturelles. Aux yeux de la Fédération des ONG du Népal, cette loi constitue une avancée très positive et un instrument essentiel pour examiner la prise en compte des cibles et des indicateurs des ODD, ainsi que les progrès du pays dans le respect de ses engagements mondiaux<sup>24</sup>.



## Népal : Un fort engagement en faveur des ODD et une plateforme multipartite prometteuse pour une collaboration plus efficace

La complexité de la gouvernance multipartite réside dans le fait qu'en dépit d'un riche écosystème d'organisations fédératrices puissantes et de nouveaux groupes multipartites prometteurs rassemblant différents secteurs autour des ODD, le gouvernement semble privilégier la collaboration avec le secteur privé au détriment d'autres acteurs non étatiques, notamment de la société civile. Ce choix répond sans doute aux priorités fixées par le gouvernement dans la RNV, précisément la croissance économique et la création d'emplois. Cependant, il apparaît également comme une occasion manquée, le Népal disposant d'un tiers secteur exceptionnellement riche et actif. Par ailleurs, la poursuite de la collaboration avec le secteur privé pourrait se heurter à des difficultés importantes, compte tenu de l'engagement relativement faible de ce secteur jusqu'à présent et de sa position affaiblie à la suite de la pandémie.

Il se pourrait toutefois que la réalité ne corresponde pas tout à fait aux descriptions fournies dans les publications, étant donné l'ampleur du rôle joué par la société civile dans la fourniture de services à des secteurs essentiels aux ODD, notamment dans les zones rurales et reculées où le gouvernement rencontre les plus grands obstacles. S'il est vrai que le gouvernement s'efforce de transmettre des messages sur les ODD à un large éventail de groupes, la diversité linguistique, ethnique, religieuse et politique du Népal entrave la mise en place d'une structure simple permettant de recueillir et de représenter des points de vue très différents. De même, malgré le rôle important de la Fédération des ONG du Népal, il semble difficile pour une seule organisation fédératrice de regrouper l'ensemble de la société civile.

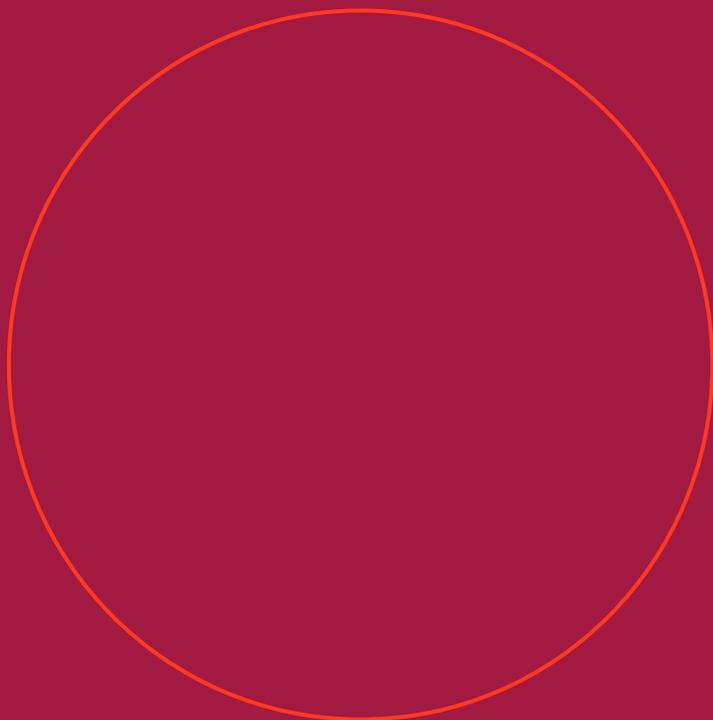
*Un riche écosystème d'organisations faitières fortes et de nouveaux groupes multipartites prometteurs.*

*Nécessite d'institutionnaliser l'engagement multipartite pour qu'il devienne une source permanente de soutien dans le cadre de l'architecture de la mise en œuvre de l'agenda 2030.*



Le Forum des ODD témoigne cependant d'une ferme volonté d'améliorer cet aspect de l'engagement multipartite dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Népal. Cette plateforme multipartite très prometteuse, d'ores et déjà reconnue par le gouvernement, rassemble de nombreux secteurs différents. L'étape suivante pourrait consister à renforcer sa capacité à jouer plusieurs rôles en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030 et à redoubler d'efforts pour impliquer tous les groupes qui composent la société extrêmement diverse du Népal. Le Forum des ODD pourra alors servir de forum de discussion autour des principaux enjeux du pays et conseiller le gouvernement de manière indépendante sur la manière d'atteindre ses objectifs. Elle pourra en outre agir comme un véritable ami critique en comblant les lacunes en matière de données et en mettant ainsi au jour les déficiences des politiques et de la mise en œuvre. Enfin, le partenariat multipartite gagnerait à être institutionnalisé afin d'apporter un soutien permanent au sein de la structure chargée de la réalisation de l'Agenda 2030.

# Nigeria : Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique



**25** Nigeria Integration of the SDGs into National Development Planning: A Second Voluntary National Review

**26** URL

Force est de constater que le gouvernement du Nigeria a mis en place des structures de coordination et de planification afin de mettre en œuvre l'Agenda 2030 à travers une approche pangouvernementale concertée. Comparée à celle de nombreux autres pays, l'approche nigériane est techniquement sophistiquée et bien structurée.

La deuxième RNV<sup>25</sup> de 2020 constate que « le Nigeria a nationalisé les ODD et les a rattachés à son plan de développement national, le plan pour le redressement et la croissance de l'économie ». Ce plan élaboré pour parer à la récession économique de 2016 couvrait la période 2017-2020. Il a été suivi par un Plan de mise en œuvre des objectifs de développement durable pour la période 2020-2030 (Plan 2030), visant à orienter la mise en œuvre des ODD dans le pays. Ce plan retrace les progrès réalisés au cours des cinq dernières années et constitue une feuille de route pour l'avenir, qui définit les tâches, les modes d'exécution et les responsabilités. Il privilégie le renforcement des institutions nationales et infranationales pour la réalisation des ODD<sup>26</sup>. Il appuiera les priorités établies dans la RNV pour la mise en œuvre de mesures facilitant la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5, 8, 16 et 17, le président mettant particulièrement l'accent sur la pauvreté (ODD 1), la corruption et la sécurité (ODD 16). Les auteurs affirment qu'avec « la publication de ce Plan, [ils sont] convaincus d'avoir achevé le processus long et méticuleux conduisant à l'institutionnalisation des ODD au Nigeria ».

Le Bureau de l'adjoint spécial principal du président sur les ODD (OSSAP) joue un rôle essentiel dans la coordination des actions visant à réaliser les ODD et l'Agenda 2030 au Nigeria. Il a été mis en place après l'adoption des ODD et de l'Agenda 2030 pour le

*Des conditions de vie bonnes et sûres pour tous sont des priorités pour la réalisation de l'Agenda 2030.*

## Nigeria : Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique

développement durable en septembre 2015, succédant au Bureau pour la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Le ministre chargé de ce bureau ne relève d'aucun ministère, mais travaille en étroite collaboration avec le ministère de la Planification nationale et d'autres ministères fédéraux afin de s'assurer que les ODD sont intégrés dans leurs politiques et leurs plans sectoriels et de garantir une approche pangouvernementale.

Dirigé par le président de la République fédérale, le Conseil présidentiel sur les ODD comprend tous les ministres concernés et les gouverneurs des États de chacune des zones géopolitiques. Ce groupe fournit une direction et une orientation stratégiques aux ministères et aux institutions impliquées dans la réalisation de l'Agenda 2030, y compris les groupes de travail multi-sectoriels.

De nombreux États disposent de bureaux comparables à l'OSSAP au sein du bureau du gouverneur, ce dernier étant assisté par un adjoint spécial sur les ODD. L'OSSAP collabore également avec les parlementaires.

Dans le cadre de la RNV de 2020, le secteur privé et la société civile ont été intégrés dans un Core Working Group (groupe de travail central) comprenant également un représentant de l'OSSAP qui en assure la coprésidence aux côtés d'un représentant du PNUD. Les membres de ce groupe ont été incités à contribuer à l'organisation de consultations virtuelles dans l'ensemble du pays, même si, dans la pratique, ils ne disposaient pas des ressources nécessaires. La RNV souligne que l'engagement de ces parties prenantes doit être considéré comme un processus plutôt que comme une fin, de sorte à établir une collaboration durable avec les acteurs non étatiques concernés pour leur « permettre

*Le Nigeria a mis en place une approche «pan-gouvernementale» remarquablement sophistiquée et bien structurée pour mettre en œuvre conjointement l'agenda 2030.*

*Le gouvernement encourage l'engagement multipartite sur les ODD et le facilite au-delà du processus RNV.*

de contribuer régulièrement au processus d'évaluation et de fournir des retours pour la planification ultérieure ».

L'engagement de nombreuses parties prenantes par l'intermédiaire de ces structures s'étend bien au-delà de la RNV. Le Plan 2030 indique que l'OSSAP a facilité la création de groupes indépendants destinés à impliquer le secteur privé, la société civile et les partenaires du développement en vue de mobiliser « l'expertise et les ressources financières nécessaires à la réalisation des ODD au Nigeria ».

## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

Le Nigeria possède une société civile, des médias et des universités dynamiques ainsi qu'une forte culture entrepreneuriale et un vaste secteur privé diversifié.

Le Plan de mise en œuvre des objectifs de développement durable pour la période 2020-2030 du Nigeria insiste sur le rôle du secteur privé organisé, en tant que partenaire dans la réalisation des objectifs fixés et comme source de financement supplémentaire pour la mise en œuvre du programme. Le Groupe consultatif du secteur privé sur les ODD (PSAG) est l'un des plus dynamiques d'Afrique. Il est par ailleurs doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies en tant que partenaire du secteur privé pour les ODD.

La société civile est mentionnée en des termes assez différents dans le Plan 2030. Celui-ci affirme « qu'il faut impérativement impliquer et soutenir efficacement la direction du Groupe stratégique des organisations de la société civile sur les ODD afin de



## Nigeria : Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique

coordonner les activités de toutes les organisations de la société civile dans le domaine des ODD au Nigeria ». L'organisation de la société civile repose sur diverses associations représentant différents groupes et répondant à différents besoins, qui disposent de leurs propres réseaux et organisations fédératrices. Malgré la taille du pays, certaines organisations sont parvenues à rassembler ces groupes variés pour s'exprimer d'une seule voix sur les ODD. Plus particulièrement, la Coalition de la société civile pour le développement durable (CSCSD) peut se prévaloir d'être très représentative de la société civile du Nigeria, car elle regroupe les Comités nationaux de pilotage et les Conseils d'administration des six zones géopolitiques du pays. Le gouvernement fédéral reconnaît plusieurs réseaux représentant la société civile nigériane dans les questions relatives aux ODD, notamment la CSCSD.

Les ONG internationales et les organisations de l'ONU jouent également un rôle actif dans le processus de RNV, auquel participent des représentants d'ActionAid et One Campaign pour le compte des ONGI. Le PNUD et l'UNICEF sont également représentés au sein du Core Working Group. On observe cependant quelques omissions notables dans le processus de RNV. Si la communauté scientifique et le milieu universitaire font partie de la CSCSD, ils ne sont pas mentionnés dans la RNV. Cela est peut-être lié au fait que l'OSSAP les considère globalement comme des éléments de la société civile, tout en leur réservant un traitement un peu différent. Les groupes de jeunes, tout comme les associations confessionnelles et les responsables religieux, ne semblent pas avoir été directement consultés.

*Un paysage dynamique et diversifié de parties prenantes dans un pays complexe et vaste exige des processus d'engagement complets et inclusifs.*



Quelques-unes des principales organisations fédératrices du pays sont présentées ci-dessous :

LA CIVIL  
SOCIETY  
COALITION ON  
SUSTAINABLE  
DEVELOP-  
MENT (CSCSD  
- COALITION  
DE LA SOCIÉTÉ  
CIVILE POUR  
LE DÉVE-  
LOPPEMENT  
DURABLE)  
↘ URL

est un réseau d'ONG, d'organisations de la société civile et d'associations confessionnelles. Elle compte plus de 2000 membres, parmi lesquels figurent des organisations de défense des droits et d'autonomisation des citoyens nigériens, des organisations de défense des droits humains, des ONG environnementales luttant contre le changement climatique, des ONG de développement actives dans les domaines de la santé ou de la pauvreté, des associations de personnes en situation de handicap et de personnes âgées, ainsi que des organisations œuvrant en faveur de la paix au Nigeria. Le gouvernement et le secteur privé n'y sont pas représentés. La gouvernance de la CSCSD est assurée par un Comité de pilotage national composé d'au moins deux délégués représentant chacune des six zones géopolitiques du Nigeria, qui comptent en moyenne six États chacune, et un Conseil d'administration dont les membres sont également issus de tout le pays. Les membres de la CSCSD peuvent également exprimer leurs points de vue lors de l'assemblée générale qui a lieu chaque année. Le Comité de pilotage gère des projets collaboratifs et rédige tous les ans un rapport d'observation sur les communautés comprenant un tableau de bord illustrant la performance du gouvernement, qui évalue la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et ses effets sur les citoyens nigériens.

## Nigeria : Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique

### LE CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS STRATEGY GROUP ON SDGS

(CSOG-SDG, Groupe stratégique des organisations de la société civile sur les ODD) a été constitué par le gouvernement en 2019 à la demande de la CSCSD. Il mobilise tous les acteurs non étatiques du pays œuvrant dans le domaine des ODD. Actuellement, quatre des neuf dirigeants sont issus de la CSCSD. L'exécutif a été élu lors d'une réunion des organisations fédératrices et des réseaux de la société civile nigériane engagés en faveur des ODD, animée par l'OSSAP. Il comprend également un représentant des personnes en situation de handicap

### LE PRIVATE SECTOR ADVISORY GROUP ON SDGS

(PSAG, Groupe consultatif du secteur privé sur les ODD) est dirigé par le secteur privé organisé et divisé en plusieurs groupes qui mobilisent leurs ressources et leur expertise en matière de responsabilité sociale d'entreprise, au profit de la mise en œuvre des ODD.

### SDSN NIGERIA ➤ URL

est un consortium d'universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur du Nigeria. Ce réseau a pour vocation d'être « le fer de lance des efforts du pays en matière de développement durable et le défenseur de la science, de la connaissance et de l'innovation au profit du programme de développement durable »

### L'ASSOCIATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

est active dans les six zones géopolitiques et coordonnée par Sightsavers.



### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU NIGERIA

La contribution de la société civile à la RNV de 2017 s'est limitée à la participation de quelques OSC basées à Abuja aux événements organisés par le gouvernement, ce dernier n'étant pas disposé à prendre en charge les frais de déplacement des OSC non issues de la capitale. De nombreuses OSC ont ainsi été exclues, ce qui a suscité des interrogations quant à la légitimité de cette RNV.

Cependant, depuis 2016, la CSCSD se rend tous les ans à ses frais au siège de l'ONU afin de participer au processus de RNV lors du Forum politique de haut niveau. En 2019, alors qu'elle préparait la RNV 2020, la CSCSD a fait savoir au gouvernement qu'elle avait l'intention de rédiger un rapport parallèle qui fournirait une évaluation externe objective des progrès réalisés. Cette tactique hautement stratégique visait à inciter le gouvernement à collaborer plus étroitement avec elle. Cette initiative n'a pas plu au gouvernement, qui a pu voir dans la participation de la société civile au Forum politique de haut niveau pour ce motif le risque que soient mis en lumière les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

En décembre 2019, le gouvernement a pris des mesures pour résoudre ce problème et créé le CSOG-SDG (Civil Society Organisations Strategy Group on SDGs), chargé de préparer la RNV.

Certaines questions liées à la qualité de la représentation de la société civile dans les processus de mise en œuvre des ODD restent en suspens. De même, certains doutes subsistent quant à la représentativité réelle du groupe consultatif du secteur privé. Le secteur privé ne soutient ni la CSCSD, ni la société civile en général. Pour sa part, le gouvernement considère qu'il entretient des relations très cordiales avec le secteur privé organisé et les partenaires du développement. Concernant la société civile, il indique que les contestations sont, par nature, plus nombreuses.

## Nigeria : Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique



S'il existe une collaboration entre la société civile et le gouvernement nigérian, celle-ci « pourrait être sensiblement améliorée ». La représentativité des réunions organisées par le gouvernement fédéral fait débat, étant donné qu'elle dépend, dans une certaine mesure, des réseaux et des organisations fédératrices invités et des ressources dont disposent les organisations conviées pour financer leur voyage et leur séjour dans la capitale. Les recherches menées dans le cadre du présent rapport révèlent plusieurs dimensions



dans les difficultés liées au renforcement de la collaboration entre la société civile et le gouvernement nigérian. L'une des personnes interrogées indique, en effet, que le gouvernement et la communauté des bailleurs de fonds « n'ont pas suffisamment impliqué la [société civile] et ne lui ont pas donné la possibilité d'exprimer son point de vue ».

On note également que la société civile ne peut pas pleinement s'affirmer dans les discussions menées avec le gouvernement. Cependant, les mesures prises au niveau fédéral affectent également les États, ce qui conduit les autorités fédérales à se montrer plus circonspectes.

L'existence de limites dans la participation réelle de la société civile, au-delà de la validation des plans et des rapports, est moins contestée. Dans le cadre du Plan 2030, la société civile a proposé de s'impliquer dans la sensibilisation des communautés et les ODD, le suivi de leur réalisation, l'élaboration des plans et le développement des capacités communautaires. Jusqu'à présent, les OCS n'ont pas été appelées à jouer l'un de ces rôles, mais elles espèrent un changement avant l'achèvement d'un plan complet de mise en œuvre et le lancement de celle-ci.

À défaut, les accusations selon lesquelles l'implication actuelle de la société civile par le gouvernement, telle que décrite ci-dessus, n'est que de la « poudre aux yeux », pourraient s'avérer fondées. En outre, les OCS doivent être en mesure d'assumer leur rôle consistant à demander des comptes au gouvernement, ce qui soulève des interrogations quant au montant des financements que la société civile peut demander au gouvernement sans compromettre cette fonction.

*La société civile est prête à jouer un rôle plus important et le monde universitaire a besoin de plus de soutien pour participer.*

## La clé de la gouvernance multipartite

Le Nigeria dispose des structures et des processus nécessaires pour établir un excellent niveau de coordination entre le gouvernement et la société civile. On peut cependant craindre que cette collaboration se limite à la validation des plans du gouvernement et que les avantages d'un partenariat multipartite plus étroit ne soient pas encore pleinement perçus.

Le Groupe stratégique des organisations de la société civile sur les ODD et le Groupe consultatif du secteur privé sur les ODD, constitués par le gouvernement nigérian, ont mis en place un mécanisme de coordination efficace pour rassembler les parties prenantes afin de plaider en faveur des ODD, de coordonner la mise en œuvre et de recueillir des données. Tout ceci est facilité par l'OSSAP, qui dispose d'une position favorable et d'une expertise technique. Cette structure est largement reproduite au niveau des États, ce qui est de bon augure pour le niveau international.

De nombreux éléments existants pourraient faciliter l'établissement d'un tel partenariat au Nigeria et répondre au malaise de la société civile sur deux fronts. D'une part, malgré la bonne utilisation de la technologie et les efforts substantiels déployés pour harmoniser la collecte des données et la planification aux niveaux national et infranational de l'Agenda 2030, certains affirment que de nombreux plans et politiques ne sont pas financés et mis en œuvre en raison de l'ingérence de responsables politiques dans le processus à différents niveaux. D'autre part, il semble qu'à ce jour, la participation de la société civile, notamment à la RNV 2020 et au Plan de mise en œuvre des ODD



pour la période 2020–2030, ait lieu uniquement parce que le gouvernement se sent contraint de donner l'apparence d'une collaboration. Dans la pratique, il n'implique pas la société civile en amont de la planification et ne lui accorde pas les ressources nécessaires pour qu'elle puisse apporter une véritable valeur ajoutée à la réalisation des ODD.

Si le Nigeria parvient à prendre en compte les préoccupations exprimées par la société civile, le pays pourra progresser dans la concrétisation de ses aspirations grâce à des partenariats aptes à améliorer les résultats du développement. Certains signes encourageants semblent aller dans ce sens.



## Nigeria : Une approche techniquement très pointue qui pourrait être améliorée dans la pratique

Le Plan de mise en œuvre des ODD pour la période 2020-2030 souligne le « besoin urgent » d'impliquer la société civile dans la mise en œuvre des ODD, laquelle est prête à jouer ce rôle et attend de pouvoir le faire. Les hauts représentants de la société civile ont d'ores et déjà été invités à participer à différentes initiatives importantes afin de faire entendre la voix du secteur et de mettre à profit ses capacités. Ces canaux sont ouverts à une collaboration plus étendue. Parallèlement, le secteur privé s'organise à grande échelle pour aligner sa politique de RSE et d'autres activités en vue d'investir davantage de ressources dans la réalisation des objectifs en matière d'éducation et de besoins humains fondamentaux.

Il pourrait également être bénéfique de créer conjointement les plans de développement avec l'ensemble des parties prenantes dans le cadre d'un partenariat multipartite s'appuyant sur toutes les compétences et capacités du peuple nigérian. Une fois dûment validés par les représentants démocratiquement élus des comtés, ces plans pourraient se voir allouer, par les autorités fédérales et les gouvernements des États, des budgets à la hauteur de leur ambition, qui permettent à la société civile de jouer pleinement son rôle. Ces budgets doivent être protégés contre toute nouvelle ingérence politique inappropriée. La communauté des bailleurs de fonds pourrait utilement veiller à ce que la société civile du pays dispose des ressources nécessaires pour assister aux réunions avec le gouvernement fédéral, et assurer une surveillance indépendante.

Une plateforme multipartite, complétant les efforts de coordination de l'OSSAP, pourrait également jouer un rôle consultatif indépendant, apporter une perspective multipartite renforcée aux politiques de



développement durable et contribuer à repérer et à mettre en évidence les lacunes et les difficultés. Elle pourrait également fournir des informations utiles pour orienter les décisions quant à la meilleure façon de canaliser les ressources pour améliorer les résultats du développement. Elle appuierait ainsi les priorités du gouvernement nigérian, telles que définies dans la RNV, afin de lutter contre la pauvreté, construire une économie inclusive et améliorer la santé et le bien-être des citoyens, l'éducation et l'égalité des genres.

*Quelques étapes  
seulement nous  
separent  
d'une plateforme  
multipartite  
permanente et  
institutionnalisee.*

# Pérou : Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD

**27** Objetivos de Desarrollo Sostenible y Políticas de Estado del Acuerdo Nacional. Acuerdo Nacional. Primera edición, diciembre 2017

**28** Plan Estratégico de Desarrollo Nacional (PEDN), Pérou, 2021

**29** Plan Estratégico de Desarrollo Nacional al 2050 Propuesta (documento de trabajo), novembre 2021

*Une force  
stratégique  
pour réaliser  
les ODD au  
Pérou.*

Le gouvernement du Pérou considère l'Agenda 2030 comme l'occasion d'établir une feuille de route et un consensus nationaux inclusifs en faveur du développement durable. Depuis 2016, il a déployé d'importants efforts pour réorienter sa planification stratégique en l'articulant autour des ODD. Afin d'aligner les 35 politiques publiques<sup>27</sup> sur ces derniers et d'élaborer un plan national à l'horizon 2030, le gouvernement a présenté sa « Vision del Perú al 2030 » (Vision du Pérou à l'horizon 2030). Grâce à ce processus, il a pu recenser et hiérarchiser les lacunes existantes en matière de développement durable, qu'il convient de combler pour réaliser l'Agenda 2030. Enfin, en vue d'harmoniser rétroactivement les principaux résultats et les priorités politiques<sup>28</sup> avec les ODD, le gouvernement a adopté en 2019 une vision à long terme jusqu'en 2050. L'Agenda 2030 et les ODD ont servi de référence pour faciliter la création d'un consensus national autour d'une vision d'avenir pour le Pérou à l'horizon 2050.

La Vision Pérou 2050 éclaire l'amélioration continue des politiques et des plans qui guident les actions du gouvernement, de la société civile, du milieu universitaire, des entreprises et des acteurs de la coopération internationale, en vue d'offrir à l'ensemble de la population des conditions de vie décentes au moyen d'un développement durable et inclusif. Malgré ces efforts, le Pérou n'a pas encore achevé l'alignement des instruments de sa politique de développement sur les ODD. Le pays élabore actuellement un Plan stratégique de développement national (PEDN)<sup>29</sup>, considéré comme le principal outil de mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans les plans de développement du pays à l'échelle nationale, provinciale et départementale.



## Pérou : Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD

Les efforts déployés pour intégrer les ODD dans les structures politiques et de gouvernance existantes ont été réalisés sous la conduite du Centre national de planification stratégique (CEPLAN), organe technique spécialisé chargé d'administrer, d'orienter et de coordonner le Système national de planification stratégique, également coordonnateur de la mise en œuvre de l'Agenda Les 2030 au Pérou.

Le ministère de l'Économie et des Finances, l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI)<sup>30</sup> et le ministère de l'Environnement jouent également un rôle important dans la mise en œuvre des priorités en matière de développement. Parallèlement, le Centre national de planification stratégique conduit l'examen de la vision à long terme (Pérou 2050) et du plan de développement national à travers le prisme des ODD, tout en veillant à ce que les plans et les politiques sectoriels et infranationaux s'alignent sur ces paramètres. Le ministère de l'Économie et des Finances a modifié le système intégré de gestion financière afin de pouvoir rattacher les programmes et les lignes budgétaires aux cibles des ODD. En outre, le pays possède une Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, mise en œuvre par le ministère de l'Environnement. L'Institut national de la statistique et de l'informatique joue un rôle essentiel dans le recensement et l'élargissement des données disponibles sur les ODD. Il a également créé une plateforme consultable par les citoyens, qui rend compte des progrès accomplis vers la réalisation des ODD. Cependant, le Pérou a eu des difficultés à garantir la disponibilité des données durant la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné de lourdes conséquences sur les processus de suivi et l'établissement des rapports, qui appuient la prise de décisions dans le pays.

**30** INEI, Pérou : Línea Base de los Principales Indicadores Disponibles de los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS), 2018, novembre 2018

**31** Créé en 2002 par le décret suprême no 105-2002-PCM

*Le Pérou dispose d'une solide plateforme de dialogue permettant de dégager un consensus entre les parties prenantes, les thèmes et les partis politiques.*



Afin d'établir un consensus politique entre les parties prenantes nationales, le gouvernement a mis en place un mécanisme de coordination appelé Accord national (Acuerdo nacional). Depuis 2002, cet accord constitue la principale plateforme favorisant la collaboration et la création d'un consensus national entre les parties prenantes issues de la société civile, des entreprises, des syndicats, des organisations religieuses et des partis politiques. Il se compose d'un Forum national<sup>31</sup>, d'un Comité de coordination et de groupes de travail thématiques. Espace tripartite consacré au dialogue et à la recherche d'un consensus, le Forum national, dirigé par le président du Pérou, regroupe les trois échelons gouvernementaux (national, régional et local), des partis politiques représentés au Congrès et des organisations de la société civile jouissant d'une présence nationale.

Malgré ces efforts, d'importants obstacles entravent encore la mise en œuvre de politiques publiques efficaces axées sur les ODD, notamment dans le cadre de la riposte à la pandémie. Ébranlé par la pandémie de COVID-19, le contexte national actuel est marqué par des inégalités sociales et économiques de longue date, et par une société très fragmentée. Outre la crise sanitaire, le pays fait face à une instabilité démocratique, qui s'est traduite par la succession de quatre chefs d'État différents à la présidence en moins de quatre ans. Depuis les dernières élections présidentielles en 2021, le pays est toujours en quête de stabilité institutionnelle. On observe un phénomène similaire dans d'autres institutions majeures telles que le CEPLAN, dont la direction a récemment connu des changements susceptibles d'influer sur la continuité des processus de planification du développement dans le pays. Compte tenu de ce contexte

politique, il est très difficile de garantir la stabilité et la solidité des mécanismes participatifs mis en place pour permettre aux parties prenantes de prendre part aux processus nationaux de planification.

**32** Créée en 2001 par le décret suprême no 001-2001-PROMUDEH

## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

Le gouvernement du Pérou est conscient du fait que les processus de développement du pays nécessitent la participation des principales organisations de la société civile, d'experts, d'universitaires, de représentants des différentes forces politiques et du secteur privé, ainsi qu'une coordination entre les différents échelons du gouvernement. Parmi les acteurs clés participant activement aux processus de planification du développement, les OSC apparaissent comme les plus déterminées.

Les parties prenantes du pays saluent le fait que le processus de consultation leur permet d'exprimer leurs intérêts et leurs attentes, et d'apporter une contribution sectorielle, et qu'il suscite un engagement en faveur de la réalisation d'objectifs communs. Afin de s'entendre sur une vision d'avenir pour le pays, dans le cadre de l'Accord national, les acteurs non étatiques et ceux issus du secteur public doivent convenir d'un futur commun et prendre une part active à l'élaboration des stratégies. S'agissant des organes consultatifs, la Mesa de Concertación para la Lucha Contra la Pobreza (MCLCP)<sup>32</sup> est considérée comme une organisation de la société civile puissante et fédératrice, tant au niveau local que national, qui regroupe des représentants de la société et du gouvernement aux niveaux national, régional et municipal.



**33** Memoria III Foro de la sociedad civil sobre la Agenda 2030. Asociación Nacional de Centros de Investigación, Promoción Social y Desarrollo, ANC. 2019

*Le Pérou dispose d'organisations faitières importantes, qui participent activement aux processus de planification du développement, ainsi que d'organes consultatifs indépendants pertinents.*

Partenaire essentiel de la MCLCP, l'Asociación Nacional de Centros de Investigación, Promoción Social y Desarrollo (ANC) est très active dans les différents groupes de travail. Importante représentante de la MCLCP dans les espaces consultatifs de l'Accord national, elle joue un rôle crucial dans la promotion de l'Agenda 2030 et des ODD dans le pays<sup>33</sup>. Depuis 2018, l'ANC coordonne les organisations de la société civile péruviennes par l'intermédiaire du Groupe de la société civile « Pérou Agenda 2030 », en lien permanent avec le CEPLAN. En outre, elle a encouragé des initiatives majeures telles que le 3e Forum de la société civile, un mécanisme visant à guider les actions menées en faveur de la réalisation des ODD. L'ANC publie également le rapport « Civil Society Peruanizing the 2030 Agenda » (la péruanisation de l'Agenda 2030 par la société civile), qui rassemble les contributions de divers acteurs de la société civile au suivi des objectifs.

## Pérou : Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD



est l'ensemble des politiques publiques élaborées et approuvées sur la base du dialogue et de la recherche d'un consensus, après une série d'ateliers et de consultations organisés au niveau national, afin de définir un programme pour le développement durable du pays. Les 35 politiques publiques présentent les changements nécessaires dans les domaines social, politique et économique en vue de réaliser le bien commun. Elles sont regroupées selon quatre objectifs : démocratie et État de droit ; développement dans le respect de l'équité et de la justice sociale ; promotion de la compétitivité du pays ; et affirmation d'un État efficace, transparent et décentralisé. L'Accord national s'appuie sur une collaboration étroite avec les institutions nationales et le PNUD, visant à aligner les politiques publiques sur l'Agenda 2030 pour accélérer les processus conduisant à la réalisation des ODD.

L'ACUERDO NACIONAL (AN) [URL](#)



LA MESA DE CONCERTACIÓN PARA LA LUCHA CONTRA LA POBREZA (MCLCP) [URL](#)

a été fondée en 2001 pour créer un espace de dialogue et de consensus avec la participation des organisations de la société civile et des institutions publiques, en vue d'adopter des accords et de coordonner des actions permettant de lutter efficacement contre la pauvreté dans le pays. La MCLCP a pour objectif de parvenir à des accords sur les politiques sociales dans la perspective du développement humain, avec une approche fondée sur l'équité et l'égalité des genres. Elle vise également à atteindre une efficacité accrue dans l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté. En outre, elle aspire à institutionnaliser la participation des citoyens à la conception, à la prise de décisions et au suivi de la politique sociale du pays, et à accroître la transparence et l'intégrité dans la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté. La MCLCP est convaincue qu'un effort concerté des acteurs publics, sociaux, économiques et politiques est indispensable pour éradiquer la pauvreté. À cette fin, il apparaît nécessaire de recourir au dialogue et à l'entente, plutôt qu'à la confrontation et aux solutions imposées, et de s'engager en faveur de la démocratie, de la participation des citoyens et de la décentralisation.

## Pérou : Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD

CRÉÉE EN 1984, L'ASOCIACIÓN NACIONAL DE CENTROS DE INVESTIGACIÓN, PROMOCIÓN SOCIAL Y DESARROLLO (ANC) [↗ URL](#)

est un syndicat d'ONG péruviennes, qui vise à renforcer leur efficacité en tant qu'agents du développement en les dotant de solides capacités pour élaborer des propositions, nouer des partenariats et influencer sur les politiques publiques nationales en faveur du développement humain. Elle s'emploie principalement à fournir des conseils juridiques et des services de renforcement des capacités, et à mener des actions de plaidoyer politique pour revendiquer une utilisation rationnelle des ressources terrestres et hydriques, le développement de technologies appropriées, la participation des femmes, la défense des droits humains, la préservation et la protection de l'environnement, la planification de l'utilisation des terres et la mise en place de systèmes de gestion des risques et de processus de décentralisation.

LA CONFERENCIA NACIONAL DE DESARROLLO SOCIAL (CONADES) [↗ URL](#)

est constituée de parties prenantes issues de la société civile, d'associations confessionnelles, de syndicats et d'organisations locales, qui se réunissent pour élaborer des propositions de politiques publiques visant à mettre l'économie et l'État au service de la population. Depuis sa création, une conférence se tient chaque année autour d'une question thématique précise, dans le but d'acquérir des connaissances, de formuler des propositions programmatiques et d'établir des liens avec des mouvements sociaux.

PERÚ SOSTENIBLE [↗ URL](#)

est un réseau d'entreprises visant à établir des relations avec les différents acteurs et les tendances actuelles du développement durable ; à aider les entreprises à devenir des agents du changement promoteurs du développement durable ; et à accroître la visibilité des bonnes pratiques des entreprises en matière de durabilité afin de promouvoir le développement durable au Pérou.



THE MILLENNIALS MOVEMENT

est une organisation de la société civile péruvienne dirigée par des jeunes, qui encourage la participation des citoyens et de divers acteurs sociaux au développement durable de leur communauté, au moyen de programmes et d'interventions leur offrant des possibilités de s'éduquer, d'échanger avec leurs pairs et d'agir. L'organisation, dont les objectifs sont alignés sur les champs d'action de l'Agenda 2030, sensibilise les citoyens, met en œuvre des activités et assure le suivi des processus.

LE CONSORCIO DE INVESTIGACIÓN ECONÓMICA Y SOCIAL (CIES) [↗ URL](#)

est une association regroupant 49 institutions péruviennes renommées, spécialisées dans la recherche et l'enseignement en matière de sciences économiques, environnementales et sociales. Elle bénéficie du soutien du Programme canadien de coopération technique et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Sa mission consiste à contribuer au développement du Pérou en élevant le débat national concernant les choix indispensables en matière de politique économique, sociale et environnementale. Elle consiste également à renforcer la communauté universitaire péruvienne afin de générer et de diffuser des connaissances utiles aux analystes et aux décideurs du secteur public, de la société civile, des médias, des entreprises privées et de la coopération internationale.

LA RED DE MUNICIPALIDADES URBANAS Y RURALES DEL PERÚ (REMUPRE) [↗ URL](#)

est une organisation de représentants syndicaux des municipalités du Pérou, notamment rurales, dont l'objectif est de renforcer la gestion municipale et de promouvoir une gouvernance démocratique et décentralisée, en vue de fournir des services adéquats aux citoyens et de contribuer au bien-être social, objectif ultime de l'existence d'un État.

## Pérou : Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD

### LA CONFEDERACIÓN NACIONAL DE INSTITUCIONES EMPRESARIALES PRIVADAS (CONFIEP)

↳ URL

est une institution représentant 22 associations de petites, moyennes et grandes entreprises relevant de dix secteurs économiques : le commerce international, le commerce national, la construction, l'intermédiation financière et la bourse, les industries manufacturière, minière, pétrolière et énergétique, la pêche et l'aquaculture, les services divers, le tourisme et la communication, les services publics et les services sociaux.

### L'ASAMBLEA NACIONAL DE GOBIERNOS REGIONALES

↳ URL

est une organisation plurielle qui encourage les bonnes pratiques en matière de gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption. Elle appuie efficacement les initiatives d'intégration régionales et formule des propositions visant à faire progresser la décentralisation dans le pays. Œuvrant en collaboration avec des associations issues d'autres échelons du gouvernement, elle approuve et élabore des politiques sectorielles et territoriales, et s'affirme comme un espace de réflexion et de dialogue en faveur de l'amélioration de la gestion régionale et de la coordination intra- et intergouvernementale.



**34** Informe Nacional Voluntario sobre la Implementación de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible. Pérou, 2017

**35** Gobierno del Peru. Informe Nacional: Perú a mayo 2020 La Protección de la Vida en la Emergencia y Después. II Informe Nacional Voluntario sobre la implementación de la Agenda 2030 para el desarrollo sostenible. Centro Nacional de Planeamiento Estratégico (CEPLAN)

### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU PÉROU

Le Pérou a présenté sa première revue nationale volontaire en 2017<sup>34</sup>, puis une deuxième en 2020<sup>35</sup>. Le pays a également publié en 2018 un rapport de suivi sur les progrès accomplis vers la réalisation des ODD. La revue nationale volontaire de 2020 a fait l'objet d'une présentation par le CEPLAN lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, à laquelle les acteurs non étatiques n'ont pas participé.

Bien que le Pérou ait mis en place des organisations fédératrices et un mécanisme officiel de coordination et de consultation, la revue nationale volontaire et les rapports sur les ODD élaborés par le CEPLAN ont vu leur diffusion limitée presque exclusivement aux techniciens et aux spécialistes. Si les gouvernements infranationaux utilisent les ODD comme références dans les accords de gouvernance, ils ne participent ni à leur réalisation ni à leur suivi.

De son côté, l'Asociación Nacional de Centros de Investigación, Promoción Social y Desarrollo (ANC) a publié des rapports sur ses forums et des documents relatifs à l'Agenda 2030. Elle a créé une matrice interactive sur les ODD, leurs cibles, leurs indicateurs et leurs données statistiques, qu'elle relie aux politiques publiques, aux objectifs et aux indicateurs sectoriels, aux instruments internationaux et aux programmes budgétaires. Le groupe de travail sur l'Agenda 2030 a diffusé l'ensemble de ces ressources aux organisations de la société civile, et les a incitées à assurer le suivi des progrès vers la réalisation des ODD.

Si la Mesa de Concertación para la Lucha contra la Pobreza constitue un espace d'interaction et d'entente entre le gouvernement du Pérou et les organisations de la société civile, plusieurs acteurs clés des OSC jugent ses relations avec le Centre national de planification stratégique insuffisantes. Ils estiment d'ailleurs qu'un dialogue avec la MCLCP ne garantit pas nécessairement la prise en compte de toutes les opinions pertinentes de la société civile au regard de

## Pérou : Collaborer efficacement et de manière moins cloisonnée à la réalisation des ODD

l'Agenda 2030. Afin de combler cette lacune, l'ANC s'efforce, par l'intermédiaire de son groupe de travail sur l'Agenda 2030, de réunir des instances représentatives de la société civile œuvrant dans divers domaines tels que l'éducation, l'emploi, l'égalité des genres, l'environnement, la santé et les populations vulnérables, afin d'offrir d'autres perspectives et de contribuer à une analyse critique favorisant la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Malgré le puissant pouvoir fédérateur de l'Accord national, qui a démontré sa neutralité et ses capacités à mobiliser les différentes parties prenantes, il demeure nécessaire de renforcer la participation de certains acteurs clés dans cet espace, afin d'obtenir un engagement suffisant. Les périodes électorales tendent à influencer sur la participation des partis politiques, qui généralement réduisent leur engagement et leur contribution aux différents espaces de dialogue et de recherche de consensus offerts par l'Accord national.

Présentes dans le pays, les organisations fédératrices des administrations locales pourraient jouer un rôle plus actif afin d'accroître leur influence et d'intégrer plus largement les ODD au niveau local.

### La clé de la gouvernance multipartite

Le gouvernement du Pérou s'emploie activement à aligner les politiques et les stratégies nationales sur l'Agenda 2030 et ses objectifs. Le Centre national de planification stratégique (CEPLAN) s'est orienté vers la consolidation d'une vision commune pour le déve-

*Bien que les cadres existants aient un fort pouvoir de mobilisation, il convient de poursuivre une stratégie d'engagement équilibrée et inclusive des parties prenantes.*



loppement du pays. À cette fin, il déploie d'importants efforts pour fournir une assistance technique aux entités gouvernementales à différents échelons et les aider à intégrer les ODD dans leurs processus institutionnels de planification. Cependant, bien que cette démarche exige des actions permanentes afin de consolider la coordination avec les principales parties prenantes au niveau régional, le CEPLAN a participé à un nombre limité de consultations et, dans certains cas, à des espaces informatifs unilatéraux, avec la société civile, le secteur privé, les universités, les centres de recherche et les groupes consultatifs régionaux.

Largement reconnu, le rôle de la Mesa de Concertación de Lucha Contra la Pobreza dans le suivi concerté des politiques publiques renforce l'adhésion des citoyens à la réalisation des ODD. De même, les accords de gouvernance appuyés par la MCLCP dans les processus électoraux régionaux et territoriaux fournissent des

éléments utiles à l'actualisation des politiques et des plans au niveau territorial, à leur mise en œuvre et à leur suivi. Membre essentiel de la MCLCP, l'Asociación Nacional de Centros de Investigación, Promoción Social y Desarrollo, a ainsi démontré sa capacité à renforcer la coopération de la société civile et du gouvernement du Pérou. Forte d'un engagement éprouvé et d'une expérience avérée dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Pérou, l'ANC est considérée comme un acteur incontournable, doté d'un rôle crucial au sein de la MCLCP.

Le Pérou s'est efforcé d'intégrer les ODD dans les plans sectoriels et infranationaux et a mis en place un mécanisme de consultation gouvernemental sous la forme d'un Accord national garantissant la participation des parties prenantes aux processus de planification. Néanmoins, la prise en compte des ODD dans l'action du gouvernement demeure inégale, les progrès étant plus faibles au niveau infranational et dans certains ministères de tutelle. Par ailleurs, le processus d'engagement au Pérou, principalement conduit par le CEPLAN, s'avère lent et caractérisé par une participation limitée. Ainsi, la dernière vision à long terme n'a été approuvée qu'au bout de deux ans, ce qui, pour certains observateurs et acteurs clés, est un signe d'engagement faible en faveur de l'Agenda 2030. L'instabilité démocratique du pays, qui a eu des répercussions sur la direction d'importantes institutions telles que le CEPLAN, a réduit sa capacité à faire face à la crise socioéconomique intensifiée par la pandémie de COVID-19, et affaibli son engagement dans la réalisation de l'Agenda 2030.

La clé de la gouvernance multipartite réside dans le fait que le gouvernement du Pérou et d'autres parties prenantes essentielles reconnaissent l'Accord

*L'inclusion de la prise de décision au niveau infranational dans la réalisation des ODD modifie les ambitions existantes «pangouvernementales».*

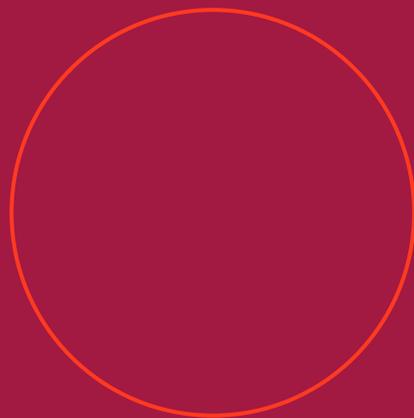
**36** Gobierno del Perú. Informe Nacional: Perú a mayo 2020 La Protección de la Vida en la Emergencia y Después. II Informe Nacional Voluntario sobre la implementación de la Agenda 2030 para el desarrollo sostenible. Centro Nacional de Planeamiento Estratégico (CEPLAN).

*Compte tenu de la situation contextuelle complexe, le Pérou s'est engagé à réaliser les ODD, mais il semble y avoir peu d'espace pour établir une nouvelle architecture de coordination multipartite pour le développement durable.*

national et la MCLCP comme les deux plateformes officielles de l'engagement multipartite au Pérou, et soulignent l'importance d'utiliser les mécanismes institutionnels disponibles pour renforcer la coordination et le dialogue entre les différentes parties prenantes du pays. Même si les structures existantes n'ont pas toujours eu l'efficacité escomptée par le passé, il semble y avoir peu d'espace pour la création d'une nouvelle structure de coordination des actions relatives au développement durable et à l'Agenda 2030 dans le pays. Malgré un contexte politique complexe, le Pérou a malgré tout fait preuve d'un engagement et d'un niveau d'organisation élevés, ainsi que d'une participation favorable des différents secteurs. Le pays pourrait tirer profit d'une participation élargie des principaux acteurs engagés dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour faire face à la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 et traiter les priorités majeures en matière de développement<sup>36</sup>, telles que la préservation des conditions de vie en permettant à l'ensemble de la population d'accéder à la santé et à la nourriture, le développement des chaînes de valeur pour améliorer la situation économique et le renforcement de la stabilité institutionnelle et démocratique du pays.



# Afrique du Sud : Des conditions préalables prometteuses qui méritent d'être reconnues et exigent une feuille de route



Auteurs de ce chapitre :  
Yared Tsegay et Dineo Seabe, African Monitor, Afrique du Sud<sup>37</sup>



**37** La méthode utilisée pour rédiger le rapport a consisté en l'examen de documents, la réalisation d'entretiens avec des informateurs clés, la consultation des principales parties prenantes et l'organisation d'une session d'échanges avec le Conseil allemand pour le développement durable et le SDGs Kenya Forum. Les entretiens ont été menés auprès de 13 personnes ressources issues du gouvernement, des syndicats, de la société civile, des entreprises, du milieu universitaire, des institutions mises en place par le chapitre 9 de la Constitution sud-africaine et des partenaires du développement international. En outre, un rapport sur les sessions de restitution a été soumis aux principales parties prenantes. Des représentants du ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation, du ministère de l'Environnement, des Forêts et de la Pêche, de la société civile, des entreprises, des institutions du chapitre 9, ainsi que des partenaires internationaux, ont examiné les informations fournies

**38** Commission de planification nationale, SAWG on SDGs: Overview of National Coordination Mechanism on Sustainable Development, Presentation to SAWG workshop, 2020

Dans le cadre de sa revue nationale volontaire de 2019, l'Afrique du Sud a défini des questions prioritaires nécessitant une intervention, et mis en place une nouvelle structure institutionnelle. Parmi les mesures essentielles figurent la mise à disposition et l'utilisation de données ventilées ; la lutte contre la corruption ; l'amélioration des possibilités d'emploi pour les populations les plus vulnérables et victimes de discrimination ; le renforcement des partenariats multipartites ; l'élimination des inégalités de genre et de la violence fondée sur le genre ; et l'évaluation des incidences de la 4<sup>e</sup> révolution industrielle. Ces interventions cruciales sont mises en œuvre au moyen de politiques et de programmes sectoriels.

Le rapport sur la revue nationale volontaire sud-africaine de 2019 constate que le gouvernement a créé de nouveaux mécanismes de coordination nationale (à la fois interne et externe), afin d'assurer la participation de l'ensemble des parties prenantes au suivi de la réalisation des ODD, à l'évaluation des politiques connexes et à l'amélioration de l'harmonisation et de la cohérence du développement aux niveaux national et infranational, ainsi qu'avec les plans d'action régionaux et mondiaux. Le Cabinet présidentiel a approuvé le mécanisme de coordination nationale, afin de renforcer la mise en œuvre des politiques de développement et d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des ODD et d'autres programmes, tels que l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Plan stratégique indicatif de développement régional de la Communauté de développement de l'Afrique australe<sup>38</sup>.

Ce mécanisme de coordination nationale se compose du Comité interministériel sur les programmes de développement durable et du Forum national des parties prenantes du développement. Ce dernier est



un organe multipartite qu'African Monitor et ses partenaires incitent le gouvernement et les principales parties prenantes à institutionnaliser. Le gouvernement et, en premier lieu, le ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation, le ministère des Relations internationales et de la Coopération, le ministère de l'Environnement, des Forêts et de la Pêche et Statistics South Africa (l'institut national de la statistique en Afrique du Sud), ont estimé que le Forum faciliterait les synergies et les relations entre les acteurs étatiques et non étatiques œuvrant en faveur des ODD en Afrique du Sud, en améliorant la communication, le dialogue et les interactions entre le gouvernement et les parties prenantes concernées issues des différents secteurs de la société sud-africaine (entreprises, OSC, milieu universitaire et institutions du chapitre 9). Il a donc envisagé cette plateforme comme un espace qui permettrait de renforcer la collaboration, la coordination, ainsi que le recensement et le suivi des progrès accomplis pour atteindre les cibles des ODD et celles d'autres programmes de développement, tels que les accords signés par la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Agenda 2063.

La participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques nationales est orientée par le Cadre d'élaboration des politiques nationales, que le Cabinet a approuvé en 2020. Ce cadre préconise une participation active des parties prenantes aux processus d'élaboration des politiques. Il tient compte des ambitions et des difficultés évoquées dans le Plan national de développement, aborde les incohérences des politiques, améliore leur coordination et répond aux questions liées à leur contenu. Le Cadre d'élaboration des politiques nationales souligne que la Constitution sud-africaine défend le principe suivant :

*Le moment est venu de donner un mandat à une plateforme nationale sur les ODD afin d'établir un consensus et de favoriser la collaboration entre les parties prenantes.*

39 *ibid*

40 Rappelons que l'Afrique du Sud avait adopté son premier Cadre national pour le développement durable en 2008, en vue de promouvoir une gestion efficace des ressources naturelles, sociales et économiques du pays. La Stratégie nationale de développement durable et son plan d'action – également appelée Stratégie nationale de développement durable 1 (2009-2014) – s'appuient sur le Cadre national pour le développement durable pour fournir une feuille de route de haut niveau en faveur d'un développement durable stratégique

41 PNUD, Report on Mapping of the National Development Plan (NDP, Vision 2030) to the UN SDGs and the AU's Agenda 2063, 2021

« il convient de répondre aux besoins de la population et d'encourager le public à prendre part à l'élaboration des politiques. » Cependant, le rapport définit « l'engagement limité des parties prenantes durant le processus d'élaboration des politiques » comme l'un des problèmes majeurs du pays. La participation de la population à l'élaboration des politiques est donc une obligation constitutionnelle que les institutions gouvernementales doivent respecter et institutionnaliser. Par conséquent, la consultation des parties prenantes doit débiter le plus tôt possible avant toute prise de décisions sur l'orientation des politiques, notamment lorsqu'il s'agit de définir et de conceptualiser un enjeu politique. Le cadre exige que les responsables politiques nationaux élaborent une stratégie détaillée de communication et d'interaction avec les parties prenantes, tenant compte des groupes vulnérables, des conditions de vie rurales, du calendrier des consultations et d'autres facteurs pouvant constituer des obstacles à une participation active<sup>39</sup>.

L'Afrique du Sud ayant intégré la Stratégie nationale de développement durable<sup>40</sup> et son plan d'action dans le nouveau Plan national de développement, elle ne possède pas de feuille de route indépendante pour le développement durable. Toutefois, les rapports publiés en 2021 par le PNUD et le ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation ont montré une convergence et un alignement de 74 % entre les objectifs de développement durable et les nouveaux plans de développement<sup>41</sup>. Le Plan de développement national est mis en œuvre à l'aide du Cadre stratégique à moyen terme et des politiques sectorielles.



## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

42 Lorren K. Haywood, Natural Resources and the Environment, Council of Scientific and Industrial Research (CSIR), 2018

Tout comme la Stratégie nationale de développement durable, le Plan national de développement et le Cadre stratégique à moyen terme, les programmes de développement du gouvernement sud-africain soulignent l'importance des plateformes multipartites<sup>42</sup>. En outre, le rapport sur la revue nationale volontaire sud-africaine publié en 2019 réitère l'engagement du gouvernement à adopter une approche multipartite, laquelle « a établi les bases de la création de solides alliances et collaborations en faveur de la mise en œuvre des ODD entre le gouvernement et ses partenaires de la société civile ».

L'Afrique du Sud bénéficie d'un environnement propice à un engagement multipartite permanent et institutionnalisé pour trois raisons principales. Premièrement, le Forum national des parties prenantes du développement a été créé à point nommé, étant donné la nécessité d'un engagement multipartite en faveur des ODD dans un pays où l'actuel climat socioéconomique requiert ce type d'approches. En outre, un tel organe consultatif multipartite est perçu comme un moyen de combler une lacune dans un système de gouvernance dépourvu de toute plateforme multipartite en faveur des ODD, mais aussi d'étendre la portée du ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation, qui occupe une place à part parmi les autres ministères du gouvernement sud-africain. De ce fait, le Forum proposé apparaît comme une avancée dans la bonne direction, celle de l'ouverture du gouvernement, afin que l'ensemble des citoyens aient voix au chapitre dans la planification et la mise en œuvre du développement. Deuxièmement,



le Forum est aligné sur l'approche « pansociale », considérée comme fondamentale pour faire avancer le programme de développement sud-africain. Enfin, l'Afrique du Sud possède un environnement institutionnel favorable, notamment un solide cadre constitutionnel et législatif avalisant la culture des approches multipartites de l'engagement, des organisations de la société civile solidement établies, un puissant secteur privé et des institutions du chapitre 9 efficaces. L'Afrique du Sud a également une longue expérience des accords sociaux et du dialogue entre le gouvernement, les entreprises et les OSC, notamment par l'intermédiaire du Conseil national du développement économique et du travail.

Cinq groupes d'acteurs clés ont été définis comme essentiels à la mise en œuvre des ODD en Afrique du Sud : le gouvernement, les entreprises, la société civile, le monde universitaire et les instituts de recherche, ainsi que les organismes internationaux (Haywood et al., Revue nationale volontaire 2019).

*L'Afrique du Sud est en pole position pour utiliser ses groupes de parties prenantes bien organisés pour un forum national sur les ODD.*

## Afrique du Sud : Des conditions préalables prometteuses qui méritent d'être reconnues et exigent une feuille de route

### LE SOUTH AFRICAN CIVIL SOCIETY WORKING GROUP ON SDGS (SAWG)

mobilise la société civile sud-africaine autour d'une mise en œuvre efficace des ODD, en veillant à ce que les personnes les plus démunies soient prioritairement prises en compte dans le cadre de l'intégration des objectifs dans les plans stratégiques du pays aux niveaux national, provincial et local. Le SAWG est également co-organisateur de l'Open SDGs Symposium and community dialogues, qui a lieu chaque année. Il bénéficie en outre du soutien d'un réseau d'organisations fédératrices, notamment l'Alliance nationale pour les ONG, le Conseil sud-africain des organisations de la société civile, les Organisations nationales des établissements informels d'Afrique du Sud, le Congrès sud-africain des organisations à but non lucratif et l'Association civique nationale sud-africaine. Cette coalition a participé à des processus mis en place par le SAWG. Elle a également contribué à la revue nationale volontaire organisée par Statistics South Africa, visant à assurer le suivi et la mise en œuvre des ODD.

### LE RÉSEAU DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE DU SUD [↘ URL](#)

ET

### L'INITIATIVE NATIONALE POUR LES ENTREPRISES [↘ URL](#)

ont mobilisé le secteur privé pour qu'il devienne un partenaire actif de la mise en œuvre des ODD. Ils jouent un rôle essentiel dans l'élaboration d'un avenir durable, en veillant à ce que leurs membres adhèrent aux principes du développement durable et mettent en place des cadres et des stratégies relatifs à l'investissement social des entreprises. Ils ont facilité la participation au processus de revue nationale volontaire. Par ailleurs, le réseau du Pacte mondial a appuyé la création du Forum national des parties prenantes du développement.

43 [↘ URL](#)

44 [↘ URL](#)

### COORDONNÉS PAR LE CONGRÈS DES SYNDICATS SUD-AFRICAINS (COSATU) [↘ URL](#)

les syndicats participent activement à la mise en œuvre des ODD en Afrique du Sud. Ils sont également un allié fidèle des OSC, ainsi qu'un partenaire essentiel du SAWG, et ont contribué au rapport de la société civile sur la revue nationale volontaire. De son côté, le Congrès a appuyé la création du Forum national des parties prenantes du développement.

### LE SOUTH AFRICAN SDG HUB [↘ URL](#)

mobilise le milieu universitaire et constitue une ressource à l'échelle nationale : une méta-plateforme appuie la mise en œuvre des ODD en donnant accès à des sources de connaissances pertinentes, utiles et fiables, en dispensant des conseils stratégiques, en encourageant le dialogue et en renforçant les capacités. En outre, le Hub héberge l'initiative sud-africaine d'appui aux politiques relatives aux ODD et collabore étroitement avec la branche sud-africaine du Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN)<sup>43</sup>. Le Law Trust Chair in Social Justice<sup>44</sup>, qui collabore avec le milieu universitaire, constitue un autre acteur clé. Son projet phare est le Social Justice M-Plan, un programme d'accélération de la justice sociale visant à promouvoir la recherche intégrée appliquée et les activités connexes pour catalyser le processus d'éradication de la pauvreté et d'égalisation des chances d'ici à 2030, en appui au Plan national de développement, à l'Agenda 2063 et aux ODD. Il s'emploie également à renforcer la responsabilité et la cohésion sociales, à mobiliser les ressources des entreprises et de la société civile pour financer l'inclusion socioéconomique et à encourager la responsabilité civique.



## Afrique du Sud : Des conditions préalables prometteuses qui méritent d'être reconnues et exigent une feuille de route



### LES INSTITUTIONS DU CHAPITRE 9

institutions publiques appuyant la démocratie constitutionnelle, les institutions du chapitre 9 sont des partenaires essentiels. La Commission pour l'égalité des genres (CGE)<sup>45</sup> et la Commission sud-africaine des droits humains (SAHRC)<sup>46</sup> ont été particulièrement actives dans la mise en œuvre des ODD et ont toutes deux appuyé la création du Forum national des parties prenantes du développement. La Commission pour l'égalité des genres a été instituée par le chapitre 9 de la Constitution de la République d'Afrique du Sud afin de promouvoir le respect, la préservation et le développement de l'égalité des genres. De même, la Commission sud-africaine des droits humains a été mise en place pour protéger, promouvoir et suivre la réalisation des droits humains. Aux côtés de leurs partenaires, ces institutions jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre du Forum national des parties prenantes du développement, en assumant des fonctions de redevabilité et de surveillance.

45 ↘ URL

46 ↘ URL

Le système des Nations Unies en Afrique du Sud collabore avec le gouvernement sud-africain pour promouvoir la mise en œuvre des ODD. Le PNUD Afrique du Sud joue un rôle de premier plan et travaille avec l'ensemble des parties prenantes nationales pour veiller à l'efficacité de la mise en œuvre et du suivi de l'Agenda 2030 dans le pays. Il s'est associé au ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation afin de localiser et d'intégrer les ODD dans les programmes nationaux, et continue d'appuyer le SAWG dans ses actions de plaidoyer et ses fonctions de redevabilité.

47 ibiD

48 Agence nationale de développement, Enhancing Civil Society Participation in the South African Development Agenda: The Role of Civil Society Organisations, Agence nationale de développement, Parktown, 2016

### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES EN AFRIQUE DU SUD

Dans de nombreux cas, les parties prenantes concernées ont déjà noué des relations pour traiter les priorités en matière de développement mises en avant dans les ODD et le Plan national de développement<sup>47</sup>. Toutefois, les liens existant entre le gouvernement et les entreprises, et entre ces dernières et la société civile sont généralement considérés comme fragiles. Un rapport publié en 2016 par l'Agence nationale du développement a également souligné que l'harmonisation de la collaboration entre les OSC et le secteur privé pouvait être améliorée, afin que les entreprises contribuent au développement social du pays<sup>48</sup>.

Concernant les parties prenantes, certaines difficultés recensées sont liées aux complexités de la politique et de la gouvernance, lorsqu'il s'agit d'obtenir un engagement sincère et d'instaurer des relations de confiance entre le gouvernement et les différentes parties prenantes. Pour que le Forum soit efficace, le gouvernement devra mettre en place un processus d'engagement crédible et authentique. C'est la raison pour laquelle le renforcement des capacités de l'État est considéré comme une priorité. Les parties prenantes se disent également préoccupées par la représentation et la mainmise des élites sur les processus d'engagement, auxquelles pourrait répondre l'adoption de critères adéquats et d'un processus transparent de sélection des membres. Cette inquiétude est liée au fait que les personnes qui participent aux plateformes multipartites dans le pays sont celles bénéficiant de la plus grande proximité avec le pouvoir. Parmi les autres difficultés à surmonter figure le manque de capacités de certaines parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, pour une participation significative. On estime que les

OSC sont très peu actives en raison de problèmes de financement, qui affectent leur rôle d'interlocutrices. La situation des organisations de plaidoyer et de surveillance, dont les dépenses ne sont pas entièrement couvertes par les instruments de financement actuels, est encore plus délicate.

## La clé de la gouvernance multipartite

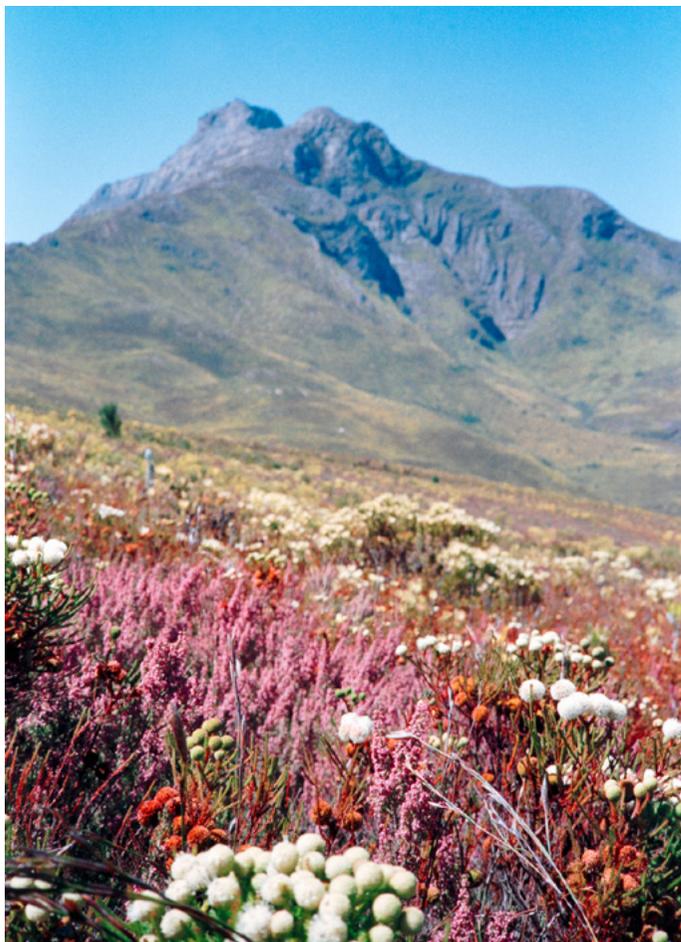
La nécessité d'une action concertée pour la réalisation des ODD devient de plus en plus manifeste et impérieuse en Afrique du Sud. Il est indispensable que le gouvernement soit attentif à la coordination entre les ministères et les thèmes liés à la transformation, et fournisse aux parties prenantes des plateformes leur permettant d'assumer leurs fonctions. Les OSC doivent pouvoir mener leurs activités de plaidoyer et partager des connaissances liées à leur ancrage local et fondées sur l'expérience. Le secteur privé doit pouvoir apporter son inventivité et ses ressources. Les universités et les instituts de recherche doivent pouvoir mener leurs études et générer du savoir. Et les institutions du chapitre 9 doivent pouvoir assurer leur rôle de surveillance. Conscient de cette nécessité, le ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation a créé le mécanisme de coordination nationale, notamment composé du Forum des parties prenantes du développement, pour favoriser les partenariats et coordonner l'établissement de rapports sur les progrès accomplis vers la réalisation des ODD.



Le Gouvernement sud-africain considère que l'engagement multipartite permanent et institutionnalisé est essentiel à l'accélération de la réalisation des ODD. Dès lors, l'organe consultatif multipartite que constitue le Forum des parties prenantes du développement, en cours d'institutionnalisation, est une composante clé de la nouvelle structure de coordination des ODD. Le processus de mise en place du Forum sud-africain des parties prenantes du développement a donc commencé. Il adoptera une approche multipartite intégrant le gouvernement, les membres de la société civile, les mouvements syndicaux, le secteur privé, le milieu universitaire et les institutions du chapitre 9.

Le gouvernement a décidé de lancer le processus de mise en place du mécanisme de coordination nationale en Afrique du Sud en coordonnant la mise en œuvre des ODD selon une approche interministérielle. Le problème résidait en effet dans l'absence de coordination centrale des ODD dans le pays et dans le cloisonnement du travail des ministères. Par ailleurs, l'intégration du Forum national des parties prenantes du développement dans le mécanisme de coordination a été motivée par la nécessité de coordonner les contributions et les actions des acteurs non étatiques en faveur des ODD. L'objectif était de créer un lien entre ces derniers et le gouvernement, afin d'établir un consensus et de communiquer d'une seule voix. Il s'agissait également d'acquérir une compréhension et une connaissance communes de la mise en œuvre des ODD et des modalités de suivi de sa progression en Afrique du Sud.

Les ministères compétents prévoient que les acteurs non étatiques tels que les entreprises, les syndicats, les OSC et les universités conduiraient



la formation et la mise en œuvre du Forum des parties prenantes du développement de manière coordonnée. Ainsi, le gouvernement prendrait part à la plateforme et lui fournirait l'appui nécessaire, sans pour autant diriger le processus.

Les ministères responsables du processus ont estimé que le Forum faciliterait les synergies et les relations entre le gouvernement et les autres acteurs œuvrant en faveur des ODD en Afrique du Sud, en



améliorant la communication, le dialogue et les interactions entre le gouvernement et les parties prenantes concernées issues des différents secteurs de la société sud-africaine (entreprises, OSC, milieu universitaire et institutions du chapitre 9). Le gouvernement a donc envisagé cette plateforme comme un espace qui permettrait de renforcer la collaboration, la coordination et le suivi des progrès accomplis pour atteindre les cibles des ODD et celles d'autres programmes de développement, tels que les accords signés par la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Agenda 2063.

Les ministères compétents ont lancé le processus et recueilli l'adhésion politique en faisant approuver le cadre de coordination nationale, dont fait partie le Forum des parties prenantes du développement, par le Cabinet présidentiel sud-africain. En tant que responsable du mécanisme de coordination nationale des ODD en Afrique du Sud, le ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation vise à faciliter l'intégration de divers acteurs, programmes et engagements en faveur du développement à la fois locaux et internationaux, ainsi que les partenariats. La société civile, les syndicats, les entreprises, les universités et les institutions du chapitre 9 doivent continuer à collaborer avec le gouvernement pour aiguiller l'institutionnalisation du Forum national des parties prenantes du développement dans un avenir proche.

Il incombe au gouvernement de mettre en place un environnement propice aux relations réciproques entre le Forum national des parties prenantes du développement et les organismes gouvernementaux eux-mêmes. Pour que de telles relations puissent s'instaurer, la finalité, les objectifs et le mandat du Forum doivent être conjointement approuvés,

*Liste de choses à faire :*

- doter le forum d'un mandat concret
- doter le forum de capacités
- initier des dialogues multipartites locaux et nationaux

*-> recueillir des recommandations constructives pour les problèmes difficiles de développement durable*

## Afrique du Sud : Des conditions préalables prometteuses qui méritent d'être reconnues et exigent une feuille de route

parallèlement à un processus existant d'élaboration des politiques relatives aux ODD en Afrique du Sud. La mise en place du Forum peut s'inscrire dans le cadre de l'ODD 17, en particulier des cibles 17.16 et 17.17, visant à améliorer et à promouvoir les partenariats multipartites.

D'autres activités du Forum national des parties prenantes du développement peuvent apporter une valeur ajoutée, grâce à une approche axée sur les citoyens, l'inclusion, l'apprentissage réflexif et la participation active, ainsi que par une action soutenue en faveur de la transformation socioéconomique. Le Forum est également à même de stimuler et de renforcer la capacité d'agir des communautés locales et de se faire l'écho de leur voix. Dans le cadre du Forum, les différentes parties prenantes pourront partager leurs activités et les orienter vers la réalisation des ODD. La plateforme facilitera la co-création et la collaboration, la formation de consensus et l'établissement de synergies et de liens entre les diverses parties prenantes. En outre, elle peut intégrer le suivi de la mise en œuvre des ODD pour favoriser la redevabilité et veiller à ce que des changements fondamentaux se produisent sur le terrain. À cet égard, la plateforme peut également donner aux citoyens les moyens de suivre la progression de leurs droits et de demander des comptes au gouvernement.

En Afrique du Sud, les groupes de parties prenantes ont constitué de solides organisations fédératrices. Comme partout ailleurs, les effets de la pandémie de COVID-19 ont affecté leurs possibilités d'échanger et de collaborer au cours des dernières années. Tout comme l'actuelle Commission présidentielle sur le changement climatique<sup>49</sup>, le Forum des parties prenantes du développement sera coordonné par la

49 Commission présidentielle sur le changement climatique  
↘ URL

*La transformation nécessite un consensus et une acceptation sociale par tous les acteurs de la société. La participation institutionnalisée est donc la clé du succès.*



DPME et la Commission de planification nationale. Étant donné que ces deux ministères sont rattachés au Cabinet présidentiel, le Forum profiterait largement d'un mandat présidentiel et de relations étroites avec le ministère de la Planification, du Suivi et de l'Évaluation. La plateforme a franchi les premières étapes vers le statut d'organe consultatif multipartite. Elle semble occuper une position privilégiée pour permettre un engagement institutionnalisé des parties prenantes sur des questions essentielles à la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. En outre, elle complète parfaitement la Commission présidentielle sur le changement climatique et ses contributions à la feuille de route de l'Afrique du Sud pour l'Accord de Paris. Le gouvernement de l'Ouganda s'est engagé à réaliser

# Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important



**50** Roadmap for the Implementation of the Sustainable Development Goals in Uganda (SDGs 2020/21 – 2024/25), août 2021

**51** Review Report on Uganda's Readiness for Implementation of the 2030 Agenda, 2016

**52** PVoluntary National Review Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development, 2020



l'Agenda 2030 en adoptant une approche « pangouvernementale », éclairée par les principes transversaux de l'Agenda 2030, tels que la nécessité de ne laisser personne de côté, l'intégration politique et les partenariats pour la mise en œuvre. Le pays a élaboré une feuille de route relative aux ODD<sup>50</sup> afin d'aligner les plans nationaux sur l'Agenda 2030, de guider les autorités nationales et locales dans sa mise en œuvre et de mettre en place un système permettant d'établir des rapports sur les ODD. Cette feuille de route fait suite à l'examen portant sur l'aptitude du gouvernement ougandais à mettre en œuvre l'Agenda 2030, mené en 2016, qui mettait l'accent sur la nécessité de modifier les cadres institutionnels et de coordination existants<sup>51</sup>. Cette démarche s'inscrivait dans le contexte plus large d'un deuxième Plan national de développement (le NDPII) qui, d'après la revue nationale volontaire de 2020<sup>52</sup>, était aligné à 70 % sur les ODD, et d'une politique de coordination nationale, visant à orienter la coordination des actions menées en faveur des ODD.

## Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important

Le Plan national de développement définit les priorités de l'Ouganda dans trois grandes catégories : environnement, gouvernance et industrie. Les autres priorités concernent la mobilisation des communautés, l'état d'esprit et le développement du capital humain. La RNV reprend ces thèmes, en soulignant la nécessité de renforcer la collaboration, la localisation, les technologies et l'innovation, et d'instaurer une culture du leadership à tous les niveaux en faveur de l'Agenda 2030.

En octobre 2019, le Cabinet présidentiel a approuvé la création d'un secrétariat consacré aux ODD, lequel travaille en collaboration avec le ministère de la Coordination et de la Mise en œuvre stratégiques et le ministère du Suivi et de l'Évaluation, sous l'autorité du Bureau du Premier ministre. Le Secrétariat des ODD assure le fonctionnement d'un groupe de travail national sur les ODD, d'un Comité de pilotage de la mise en œuvre des ODD et d'un Comité de coordination politique décrits dans le cadre de coordination et sa feuille de route.

Outre la coordination, le Secrétariat des ODD assume de nombreuses fonctions. Il réalise des études et surveille la mise en œuvre des ODD, en coordonnant le suivi et l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation de l'Agenda 2030. Il concentre également les informations et les données relatives aux ODD, qu'il communique au gouvernement et aux autres parties prenantes. Il fournit en outre un soutien, des conseils et une expertise techniques au secteur public, ainsi qu'aux groupes de travail techniques et aux acteurs non étatiques. Il est chargé de nouer des partenariats stratégiques avec le secteur privé dans les domaines du financement et de l'innovation en faveur des ODD.

*Le gouvernement est fortement engagé dans une approche pangouvernementale, avec une feuille de route et un secrétariat des ODD.*



D'après la RNV, le leadership politique et technique assumé par le Bureau du Premier ministre a été «le fer de lance des processus d'élaboration et de révision qui ont abouti à la finalisation de la feuille de route [et] à une prise en charge institutionnelle des ODD ». Un Forum parlementaire sur les ODD interagit directement avec le comité de coordination des politiques relatives aux ODD composé de hauts responsables du gouvernement. Ce fonctionnement garantit la participation des parlementaires aux décisions financières et à la validation des politiques.

C'est au niveau infranational, et plus particulièrement au niveau local, sous l'administration des districts, que l'organisation et la mise en œuvre des actions relatives à l'Agenda 2030 sont les plus faibles en Ouganda. Le Secrétariat des ODD appuie les dirigeants et les agents de l'État locaux en leur dispensant des formations techniques et en les aidant à comprendre ce que sont les ODD et la manière dont ils peuvent les intégrer dans les plans de développement locaux.

## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

Le rapport sur l'examen réalisé en 2016 évoquait « des difficultés liées à une faible planification multi-sectorielle de la mise en œuvre, à des lacunes en matière de coordination, à l'insuffisance des données et des rapports, au manque de partenariats public-privé et à des ressources financières limitées ». Il indiquait également que « le Gouvernement reconnaissait ] par conséquent qu'il n'[était] pas en mesure de réaliser ce programme ambitieux sans la participation de l'ensemble des parties prenantes issues de tous les

## Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important

secteurs. » La feuille de route précise que « le travail des acteurs non étatiques est complémentaire des initiatives gouvernementales, et doit s'aligner sur les priorités nationales en matière de développement ».

L'une des principales fonctions du Secrétariat des ODD est la coordination, qu'il assume en organisant des réunions de concertation et en fournissant aux parties prenantes une plateforme de discussion et d'engagement structurés. Le Secrétariat des ODD est perçu comme une excellente initiative et reconnu pour le travail qu'il réalise aux côtés des parties prenantes. Il a été si déterminant dans la participation de celles-ci aux mécanismes mis en place par le gouvernement ougandais pour la réalisation des ODD que certains pensent qu'il serait préférable que le Secrétariat des ODD soit semi-indépendant du gouvernement, afin de ne subir aucune pression politique.

Le CSO SDG Core Reference Group (principal groupe de référence des OSC sur les ODD) est membre du groupe de travail sur les ODD, qui fait partie des structures gouvernementales de mise en œuvre de l'Agenda 2030. Animé par le Forum national des ONG de l'Ouganda (Forum des ONG), il constitue le principal instrument utilisé par le gouvernement ougandais pour mobiliser la société civile. Le Secrétariat explique que s'il lui arrive de travailler avec des personnes ou des institutions indépendantes, le Groupe de référence est un élément qui les réunit. La RNV indique que ses membres se rencontrent une fois par trimestre et coopèrent étroitement avec les institutions gouvernementales engagées dans la réalisation des ODD.



travaille à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 depuis cinq ans. Il ne s'agit pas d'une organisation enregistrée, mais d'une coalition d'organisations œuvrant en faveur de la réalisation des ODD. Elle regroupe une centaine de membres aux niveaux national et local, composés de femmes, de jeunes, de personnes en situation de handicap, d'organisations confessionnelles, d'associations culturelles et des principales OSC. Le Forum national des ONG réunit le Groupe et le représente auprès du Secrétariat des ODD et du Bureau du Premier ministre. S'il participe à un groupe de travail gouvernemental sur les ODD, il mène également des actions indépendantes, telles que la publication d'une réplique au rapport sur la RNV 2020. Il s'appuie sur une large base : près de la moitié des 82 organisations ayant participé à l'élaboration de la réplique « réseautent » ou se réunissent en son nom. Quelques-unes déclarent être des associations nationales, le reste étant composé d'ONG indépendantes, locales ou internationales.

LE CSO SDG  
CORE  
REFERENCE  
GROUP [URL](#)

(plateforme du secteur privé pour les ODD) regroupe les acteurs du secteur privé soutenant la mise en œuvre des ODD. Elle repose sur quatre piliers, dont un pôle de connaissances rassemblant des institutions universitaires. À travers cette plateforme sectorielle, le Secrétariat cible également les syndicats. On a observé que si le secteur privé avait été négligé dans le précédent processus de RNV, il figure néanmoins dans la feuille de route pour apporter des financements et d'autres contributions à la réalisation des ODD. La plateforme est présidée par le Bureau du Premier ministre et co-présidée par le PNUD (en tant qu'initiative onusienne) et la Fondation du secteur privé de l'Ouganda, qui représente ce secteur.

LA SDG  
PRIVATE  
SECTOR  
PLATFORM

## Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important

### LA FONDATION DU SECTEUR PRIVÉ DE L'OUGANDA (PSFU) ↘ URL

Organe fédérateur du secteur privé dans le pays, est composée de 230 associations d'entreprises et de personnes morales, ainsi que des principaux organismes publics appuyant le développement du secteur privé. À travers ses nombreuses activités, elle œuvre dans des domaines liés aux ODD.

### LE FORUM NATIONAL DES ONG DE L'OUGANDA-DIFFÉRENTES ORGANISATIONS MEMBRES ↘ URL

(ou Forum des ONG) est une plateforme reconnue par le gouvernement, qui fournit des services à ses membres, composés actuellement de quelque 600 ONG et des principales organisations représentant la société civile en Ouganda. Les membres du Forum mettent en œuvre des programmes, notamment au niveau régional et dans des domaines tels que le suivi de la gouvernance et des espaces civiques, le renforcement de la société civile, l'éducation et les droits civiques, le plaidoyer politique et l'engagement de l'État. Ces interventions visent à influencer sur les processus de gouvernance et de développement du pays. Le Forum possède des réseaux au niveau des régions et des districts, particulièrement axés sur la mise en œuvre. Certains de ses programmes sont financés par des tiers, tandis que d'autres bénéficient de la contribution financière de

### LE UGANDA GENDER CONSORTIUM ON SDGS (UGCS)

Décrit comme très puissant et particulièrement actif dans le groupe de travail sur les questions de genre, montre la voie en ce qui concerne la prise en compte du genre dans les ODD. Il a été créé en 2017 par des organisations de femmes avec pour principale mission d'appuyer le processus d'intégration et de mise en œuvre de l'Agenda 2030 en tenant compte des problématiques de genre.



### LE CONSEIL NATIONAL DU HANDICAP (NCPD)

coordonne d'autres organisations de personnes en situation de handicap afin d'améliorer leur prise en compte. Les organisations de jeunes sont également considérées comme très importantes et utiles.

### LE RÉSEAU DE DÉVELOPPEMENT DES ASSOCIATIONS BÉNÉVOLES AUTOCHTONES (DENIVA)

↘ URL

se décrit comme une plateforme de réflexion, d'action et d'expression collectives permettant aux associations bénévoles locales de plaider en faveur d'un développement durable, responsable et axé sur la population en Ouganda.

La feuille de route relative aux ODD indique que « les organisations dirigées par des jeunes doivent être encouragées et dotées des moyens de participer à la transposition de l'Agenda 2030 dans les politiques



## Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important

locales, nationales et régionales ». Une enquête a révélé que le « facteur jeunes » (la population ougandaise compte plus de 70 % de jeunes était extrêmement important. Le Forum sur les ODD suggère la création d'un groupe de référence, au sein duquel les jeunes pourraient trouver des moyens innovants de contribuer aux différents ODD qui les concernent.

Le milieu universitaire semble jouer un rôle étonnamment mineur compte tenu des recherches pertinentes qu'il réalise en faveur de l'Agenda 2030. La feuille de route devrait renforcer sa participation. En effet, elle affirme que « le travail des acteurs non étatiques est complémentaire des initiatives gouvernementales, et doit s'aligner sur les priorités nationales en matière de développement ». En tant que « laboratoires d'idées et institutions consacrées à la recherche et à la production de connaissances », les universités sont présentées dans la feuille de route relative aux ODD comme ayant un rôle important à jouer dans la mise en œuvre des ODD, le suivi des progrès et l'éclairage des stratégies et innovations pertinentes.

La feuille de route relative aux ODD considère que le rôle des médias nationaux dans la mise en œuvre des ODD est de sensibiliser l'opinion publique aux objectifs mondiaux, en mettant l'accent sur les thématiques du développement durable, ainsi qu'en construisant et en appuyant une communauté apprenante.

*Le fait d'étayer la prestation de services liés aux ODD par un savoir-faire universitaire peut faire l'affaire.*



53 Entretien réalisé pour les besoins du présent rapport

### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES EN OUGANDA

Entre 2015 et 2018, les OSC ont rencontré des difficultés dans le dialogue avec le gouvernement de l'Ouganda. Elles présentaient des rapports parallèles sur les progrès accomplis au Forum politique de haut niveau et assumaient une fonction de « sentinelles ». À l'époque des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Forum des ONG a mené une campagne sur le thème « ne laisser personne de côté », qui a eu une influence considérable, notamment en reliant les activités du gouvernement et des OSC au niveau local. À partir de 2019, le gouvernement a fait appel à la société civile pour qu'elle contribue à l'élaboration de la feuille de route relative aux ODD et à la réalisation de la RNV 2020. Cette démarche a été couronnée de succès, la société civile faisant état d'une impressionnante mobilisation pour participer au processus d'élaboration de la feuille de route.

Les facteurs de réussite de cette collaboration efficace ont été les suivants<sup>53</sup> :

- L'existence du Secrétariat. Il s'agit d'un facteur très important, car le Secrétariat est en mesure d'être à l'écoute de différentes parties prenantes, de les amener à participer et de les coordonner.
- La présence, au sein du Secrétariat, d'un personnel technique qui comprend les rôles assumés par différents acteurs (la société civile, le secteur privé mais aussi les organismes gouvernementaux et les ministères) et les possibilités qu'ils ont de se consulter mutuellement.
- L'examen commun d'une première ébauche de la feuille de route, en réunissant virtuellement tous les acteurs de la société civile et en constituant différents groupes techniques chargés d'évaluer le document et de faire part de leurs observations.
- Le leadership du ministre compétent, qui a garanti l'existence d'une détermination politique en soumettant la feuille de route au Cabinet pour approbation.
- La volonté de divers partenaires non gouvernementaux et de l'Organisation des Nations Unies, de financer certains processus pour que des groupes tels que le secteur privé et les jeunes puissent y participer.

## Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important

Si la société civile a vivement salué le fait de pouvoir collaborer plus étroitement avec le gouvernement ougandais, elle publie toutefois ses commentaires dans des rapports essentiels appelés « répliques ». Dans un récent rapport<sup>54</sup>, elle exprime son engagement à poursuivre ses partenariats avec « des parties prenantes et des organismes gouvernementaux, notamment locaux, partageant le même état d'esprit ». Elle présente diverses actions qu'elle mènera afin de promouvoir l'Agenda 2030 et d'assurer, aux côtés du Secrétariat, le suivi des progrès accomplis vers la réalisation des ODD et l'établissement de rapports à ce sujet. Elle évoque également des questions sur lesquelles elle n'est pas encore parvenue à s'accorder pleinement avec le gouvernement ougandais.

Cependant, la société civile et le Secrétariat des ODD affirment conjointement que la principale lacune demeure la contribution du secteur privé. Ils considèrent que ses diverses initiatives manquent de coordination et sont susceptibles d'être confuses pour les groupes ciblés. La société civile a appelé à renforcer les partenariats public-privé alignés sur les ODD dans tous les secteurs. Le Forum des ONG a déclaré que « l'élaboration d'un objectif commun relatif aux ODD avec le secteur privé améliorera la localisation, la mobilisation des ressources nationales, la pérennité du programme de développement et son appropriation par les communautés<sup>55</sup> ».

54 CSO Rejoinder on Uganda's VNR Report, juin 2020

55 Progress on the Implementation of the 2020 Uganda Voluntary National Review Report Commitments, Uganda NGO Forum, 2020

*Les avantages de l'engagement multipartite pourraient aller au-delà de la coordination et la société civile est prête à jouer son rôle.*

*La société civile est prête à compléter utilement l'action existante du gouvernement.*



## La clé de la gouvernance multipartite

L'Ouganda possède une excellente structure de collaboration pour la planification de la réalisation de l'Agenda 2030, la prestation de services dans des domaines essentiels aux ODD et le suivi des progrès. La société civile estime être en mesure de signaler les difficultés existantes et de faire part de ses observations au gouvernement. Elle a le sentiment que celui-ci est véritablement à son écoute, notamment parce qu'elle considère largement le Secrétariat, qui veille à ce que ses constatations se traduisent par des réalisations concrètes, comme son partenaire. La société civile peut également attirer l'attention sur certains aspects problématiques, tels que le financement de la mise en œuvre des ODD. Un observateur a souligné que « cela [était] possible grâce à la plateforme mise à disposition par le gouvernement ».

Le Secrétariat constitue un mécanisme de coordination efficace pour rassembler les parties prenantes dans leurs actions de plaidoyer en faveur des ODD, assurer leur mise en œuvre et recueillir des données. Il serait encore plus efficace s'il pouvait étendre son champ d'action au niveau infranational. Cependant, les avantages de la collaboration multipartite vont bien au-delà de la coordination. Or, rien n'a été mis en place pour que la société civile, le secteur privé et l'ensemble des autres acteurs non étatiques puissent coopérer, indépendamment du gouvernement, à la réalisation de l'Agenda 2030. La création d'un forum permettrait à ces parties prenantes de travailler de manière non cloisonnée, de créer conjointement des activités et de s'exprimer d'une seule voix sur les questions litigieuses et complexes. La plupart des

## Ouganda : Malgré un ferme engagement en faveur des ODD, la société civile pourrait jouer un rôle plus important



éléments susceptibles de favoriser la concrétisation d'un tel partenariat existent déjà, notamment le CSO SDG Core Reference Group et la Fondation du secteur privé de l'Ouganda.

Pourtant, la difficulté réside dans le fait que la société civile redoute un rétrécissement de l'espace qui lui est alloué pour atteindre pleinement son objectif, ce qui l'empêcherait de s'exprimer au nom de toutes les personnes vulnérables et défavorisées, ou d'exiger du gouvernement ougandais qu'il rende pleinement compte de certaines de ses actions. L'Ouganda compte parmi les pays africains qui ont légiféré en vue de restreindre certaines activités des OSC et des organisations philanthropiques, en fonction de leur domaine de travail. Des données probantes laissent entendre que le gouvernement de l'Ouganda juge hostiles les ONG axées sur les droits humains et la redevabilité à l'égard de la population<sup>56</sup>.

Dans un rapport sur la RNV, le Forum des ONG souligne qu'une « société civile dynamique requiert l'élaboration de lois progressistes garantissant la participation citoyenne et la surveillance des programmes gouvernementaux par les citoyens<sup>57</sup> ». Dans le cadre de sa récente stratégie, il exprime son inquiétude quant à l'éventualité d'une situation opposée en Ouganda, et déclare que les attaques perpétrées contre les locaux des ONG, le gel de leurs comptes bancaires, l'arrestation illégale de défenseurs des droits humains et les nombreuses obligations en matière de rapports à soumettre à diverses entités gouvernementales traduisent un recul, et non un élargissement de l'espace civique<sup>58</sup> ».

Si ce contexte ne nuit pas nécessairement à la réalisation des ODD à court terme, dès lors que rien n'entrave le travail des ONG et d'autres OSC fournissant

**56** THE LEGAL ENVIRONMENT FOR CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS IN UGANDA Analysing Options For How To Engage (rapport destiné au Forum national des ONG de l'Ouganda et au Africa Philanthropy Network) [PDF](#)

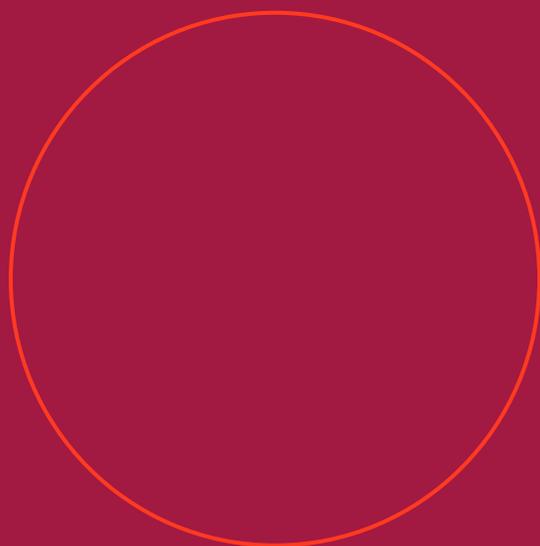
**57** Progress on the Implementation of The 2020 Uganda Voluntary National Review Report Commitments, Forum national des ONG de l'Ouganda, 2020

**58** The NGO Blueprint Uganda National NGO Forum Strategic Plan 2021-2025

des services tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les soins de santé, il complique fondamentalement leur complète mise en œuvre aux niveaux national et local, en particulier pour certaines OSC locales ayant déjà relativement peu de pouvoir. L'impossibilité d'exploiter pleinement l'intérêt et l'enthousiasme exceptionnels que de nombreuses parties prenantes en Ouganda manifestent à l'égard des ODD constituerait une regrettable occasion manquée.

L'existence d'un organe consultatif multipartite n'émanant pas du Secrétariat, ou un rôle plus indépendant pour le Secrétariat lui-même, pourraient renforcer la capacité d'apporter un éclairage multipartite aux questions potentiellement litigieuses et exigeant un mécanisme permettant d'établir un consensus. Grâce à cette démarche, l'Ouganda pourrait également mieux gérer ses difficultés actuelles et utiliser pleinement les excellents processus et structures mis en place afin d'accélérer la réalisation de l'Agenda 2030, ce qui permettrait ainsi, à la société civile notamment, de contribuer plus significativement à une approche « pansociale ». La création d'un partenariat multipartite, au sein duquel tous les acteurs non étatiques seraient libres d'apporter leur contribution et trouveraient des moyens d'appuyer le gouvernement ougandais dans la réalisation de ses ambitions, ne peut que servir les objectifs prioritaires du pays.

# Vietnam : Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes



59 URL

*Le Vietnam s'est engagé à respecter les ODD et accorde la priorité aux infrastructures pour les pauvres, condition préalable à la réalisation de tous les autres objectifs de l'Agenda 2030.*

Dans une synthèse élaborée pour le Forum politique de haut niveau de 2018<sup>59</sup>, le gouvernement du Vietnam déclare que « l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) s'inscrivent dans la droite ligne de la stratégie de développement à long terme du Vietnam ». Les ODD ont été nationalisés dans le Plan d'action national pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en mai 2017. Il s'agit d'une feuille de route visant à atteindre les ODD d'ici à 2030, élaborée sous la direction du Premier ministre. Elle décrit l'intégration des ODD dans les politiques nationales, et expose les propositions formulées par différents ministères pour leur mise en œuvre. Des rapports nationaux sont rédigés afin d'évaluer les avancées de la réalisation des ODD sur cinq ans et de suivre les progrès accomplis d'ici à 2030.

La revue nationale volontaire de 2018 indique que les priorités du pays sont les ODD 2, 4, 7, 8, 9, 11 et 13, l'ODD 9 (relatif aux infrastructures) constituant une priorité absolue, notamment dans les zones défavorisées où l'accent doit être mis sur la sécurité de l'approvisionnement en eau. Il est indispensable d'agir dans des domaines tels que la mobilisation des parties prenantes et des ressources (notamment du secteur privé), le renforcement de la coopération entre le gouvernement vietnamien, les entreprises et d'autres secteurs, l'amélioration des structures institutionnelles, des cadres politiques et de l'intégration des ODD dans les politiques et les stratégies de développement. Créé en 2005, le Conseil national pour le développement durable et l'amélioration de la compétitivité est un élément central de l'approche du gouvernement vietnamien en matière de développement durable. Présidé par le vice-Premier ministre, il possède plusieurs comités travaillant sur des thèmes

## Vietnam : Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes

pertinents pour l'Agenda 2030. La RNV<sup>60</sup> le décrit comme jouant un rôle consultatif auprès du Premier ministre dans le cadre de la mise en œuvre d'initiatives de développement durable. Le ministère du Plan et de l'Investissement, qui conduit la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et du Plan d'action national, est également responsable de la coordination. En outre, le vice-ministre du Plan et de l'Investissement préside plusieurs groupes de travail couvrant différents secteurs au niveau national. Le ministère du Plan et de l'Investissement reçoit par ailleurs de nombreux commentaires, données et rapports actualisés de la part des organismes des Nations Unies, très présents au Vietnam où ils mettent en œuvre de nombreux programmes et projets.

Si le ministère du Plan et de l'Investissement travaille assidûment à la réalisation des ODD, il n'est pas certain que l'Agenda 2030 bénéficie du même niveau d'engagement dans d'autres ministères. On observe une collaboration de qualité entre le cabinet du Premier ministre et les acteurs non étatiques, ainsi que des politiques efficaces en faveur de la réalisation des ODD. Cependant, le système s'avère limité s'agissant de la mise en œuvre des ODD par les ministères de tutelle. Certains d'entre eux ne possèdent pas de feuille de route expliquant clairement la manière dont ils entendent atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, et échouent par conséquent dans cette entreprise.

D'après la RNV, le Groupe de travail intersectoriel sur les ODD a été créé en vue d'améliorer la coordination entre « les ministères, les secteurs, les organismes et les organisations » pour la mise en œuvre du Plan d'action national et des ODD. Le gouvernement du Vietnam et d'autres institutions semblent avoir des difficultés à s'impliquer dans ce groupe, à l'efficacité

<sup>60</sup> Revue nationale volontaire du Vietnam sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable, 2018

*Le groupe de travail intersectoriel sur les ODD pourrait jouer un rôle clé dans la mise en œuvre intégrale des ODD.*



incertaine, dont la réelle valeur ajoutée au regard des actions menées par le ministère du Plan et de l'Investissement reste hypothétique, et qui semble exister avant tout sur le papier.

La RNV évoque également le rôle important joué par les forums et les conférences, qui améliorent la coordination entre les parties prenantes. En outre, le réseau d'ONG locales et internationales, d'organisations sociopolitiques et socioprofessionnelles, qui agit en faveur de la mise en œuvre des ODD, a directement contribué à la RNV.



## Panorama des organisations fédératrices autour des ODD

Le ministère du Plan et de l'Investissement commence à s'ouvrir davantage à la contribution de la société civile.

La RNV a été élaborée à la suite « de consultations intensives et extensives, et de la participation constructive de nombreuses parties prenantes ». Elle énumère les contributeurs, parmi lesquels figurent des organisations sociopolitiques telles que l'Union des femmes et l'Union de la jeunesse, des organisations socioprofessionnelles, des organismes des Nations Unies, des partenaires du développement, des ONG locales et internationales, des représentants du secteur privé, des instituts de recherche et des scientifiques. Le ministère du Plan et de l'Investissement, ainsi que divers groupes, ont organisé des consultations relatives à la RNV sous la forme d'ateliers, d'envoi de documents et de recueil de commentaires.

Dans la RNV, les structures associées au parti dirigeant sont décrites comme des « organisations de masse » et des « organisations sociopolitiques et socioprofessionnelles ». Certaines d'entre elles sont mandatées par la Constitution. L'article 9 de la Constitution vietnamienne dispose que « le Front de la Patrie du Vietnam est une union politique à laquelle participent volontairement des organisations politiques, des organisations sociopolitiques, des organisations sociales et les personnalités exemplaires appartenant aux différentes classes et couches sociales, ethnies, religions et à la communauté des Vietnamiens résidant à l'étranger »<sup>61</sup>. Le Front de la Patrie du Vietnam est décrit comme « la base politique du pouvoir populaire ». Il est destiné à jouer un rôle significatif dans la société, en promouvant la

**61** Constitution de la République socialiste du Vietnam, 2013, traduction française non officielle de la version originale en vietnamien réalisée par la Digithèque de matériaux juridiques et politiques, université de Perpignan ↘ URL

**62** ↘ PDF

**63** Rapport en cours d'élaboration évoqué par un partenaire du développement lors d'un entretien avec l'auteur

*Le Vietnam est un pionnier dans l'engagement du secteur privé en faveur du développement durable.*

« solidarité nationale » et « l'unité d'esprit sur les questions politiques et spirituelles ». De nombreux programmes sociaux du gouvernement vietnamien sont exécutés par l'intermédiaire du Front de la Patrie, conçu pour superviser les activités des organisations gouvernementales. Parce qu'il s'appuie sur la participation massive et la mobilisation populaire, le Front de la Patrie est perçu comme représentatif de la population<sup>62</sup>.

Les organisations de masse et les organisations fédératrices siègent sous la direction du Front de la Patrie. La RNV indique que l'Assemblée nationale, le Front de la Patrie du Vietnam et les organisations sociales jouent un rôle essentiel dans le suivi de la mise en œuvre. Organisation fédératrice officielle dans le domaine des sciences et technologies, l'Union vietnamienne des associations scientifiques et technologiques (VUSTA) consulte réellement ses membres, mais la valeur des informations qu'elle recueille est limitée par le fait qu'elle n'est pas indépendante du gouvernement. C'est également le cas de l'Association des paysans, de l'Union des femmes et de l'Union de la jeunesse.

La RNV cite également la Conférence nationale sur le développement durable, le Forum des entreprises pour le développement durable et le Forum des partenaires au développement du Vietnam (VDPF), un forum de dialogue politique entre le gouvernement vietnamien et les partenaires du développement. L'Organisation des Nations Unies a constitué un groupe de travail technique sur les ODD afin de faciliter sa coopération avec le gouvernement du Vietnam à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le gouvernement vietnamien accorde une grande importance à l'engagement et à la mobilisation du secteur privé. Ce dernier apporte un soutien croissant

## Vietnam : Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes



64 Affiche du VBCSD

65 Présentation du CSI (site Internet du VBCSD)

aux ODD, et une enquête récemment menée auprès de différentes entreprises a révélé qu'elles étaient de plus en plus nombreuses à passer d'une approche subsidiaire de la RSE à l'intégration du développement durable dans leurs plans d'affaires<sup>63</sup>. Néanmoins, le fait que le gouvernement du Vietnam ne tire pas pleinement parti du secteur privé soulève des interrogations.

Le ministère du Plan et de l'Investissement reçoit également des informations très utiles de la part d'un groupe qui défend le principe consistant à « ne laisser



personne de côté ». En effet, les données fournies par l'institut national de la statistique sont insuffisantes pour assurer le suivi et l'établissement de rapports. Ce groupe est composé d'ONG axées sur la mise en œuvre des ODD au Vietnam, qui sont actives au niveau local et fournissent au gouvernement de nombreuses idées et recommandations pratiques.

### LE CONSEIL DES ENTREPRISES POUR LE DÉVELOPPE- MENT DURABLE DU VIETNAM (VBCSD) [URL](#)

a été créé en 2010 par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Vietnam (VCCI), avec l'accord du gouvernement. Le VBCSD se décrit comme une organisation axée sur les entreprises, dont la mission est de promouvoir le « rôle actif et l'appui enthousiaste du secteur privé » dans la mise en œuvre du développement durable. Outre la VCCI, il collabore avec de nombreux partenaires, notamment le Réseau des organes de presse pour le développement durable, le Conseil national pour le développement durable et l'amélioration de la compétitivité, ainsi que les autorités locales<sup>64</sup>. Il dirige plusieurs programmes avec d'autres partenaires, dont le Programme d'étude et de classement des entreprises durables au Vietnam, en collaboration avec le ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales, le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, et la Confédération générale du travail du Vietnam, une organisation particulièrement efficace qui valorise et distingue les entreprises responsables à l'aide d'un indice de développement durable des entreprises (CSI)<sup>65</sup>.

## Vietnam : Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes

L'INSTITUT  
DE GESTION  
ET DE DÉVE-  
LOPPEMENT  
DURABLE  
(MSD) [URL](#)

se décrit lui-même comme une ONG vietnamienne ayant pour mission d'améliorer le cadre de développement des OSC et de promouvoir les droits des personnes et des communautés marginalisées, en particulier des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes en situation de handicap. Le MSD dirige deux réseaux œuvrant en faveur des ODD : Action for CSO Development Alliance (CSA Vietnam) et Leave No One Behind Partnership Vietnam (LNOB Vietnam). Il coordonne également l'élaboration de rapports indépendants par les OSC. Il s'agit d'une personne morale, enregistrée comme organisation scientifique et technologique, l'enregistrement en tant qu'ONG n'étant pas reconnu juridiquement au Vietnam. Le MSD collabore avec plus de 300 OSC locales pour plaider en faveur de lois et de cadres juridiques visant à protéger les droits de certains groupes, notamment les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap. En 2013, le MSD a créé son propre processus d'engagement en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement. Après la proclamation des objectifs de développement durable, il a participé à des consultations relatives au Plan d'action national, puis contribué à la RNV 2018. Le gouvernement, en particulier le ministère du Plan et de l'Investissement, l'a ensuite officiellement reconnu et invité à s'impliquer plus régulièrement. Le MSD fait partie de plusieurs réseaux régionaux (tels que l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et de partenariats mondiaux.

66 Entretien d'étude réalisé pour les besoins du présent rapport

*Le traitement des thèmes contestés et la médiation des intérêts contradictoires sont au cœur de l'Agenda 2030.*



### ITINÉRAIRE DE L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU VIETNAM

Si la collaboration initiale entre le gouvernement vietnamien et les acteurs de la société civile à la réalisation de l'Agenda 2030 était restreinte, des mesures très positives en faveur de la participation accrue d'un plus large éventail de parties prenantes ont été récemment prises, saluées et approuvées. Des organisations telles que le MSD et les membres de Leave No One Behind Partnership Vietnam se sont engagées à accroître la visibilité des enfants, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des minorités ethniques, et à recueillir des données reflétant leur point de vue. Elles ont déclaré<sup>66</sup> : « c'est là que réside notre force et notre engagement. [...] Si le gouvernement reconnaît notre existence et nous donne les moyens d'agir, nous pourrions contribuer de manière significative au processus. Il va sans dire que, même dans le cas contraire, nous assumerons notre rôle. Cependant, il est incontestablement préférable que nous puissions bénéficier d'un environnement plus favorable et d'une reconnaissance ». Ces organisations souhaiteraient s'engager de manière plus constante et durable, afin d'apporter un soutien utile au gouvernement dans la réalisation des ODD et de rallier l'ensemble des parties prenantes.

Le gouvernement du Vietnam a progressé en ce qui concerne le suivi des ODD et la visibilité donnée aux personnes défavorisées ou sous-représentées. Il apparaît que le ministère du Plan et de l'Investissement s'est considérablement ouvert à l'utilisation de données non officielles, ce qui constitue une avancée significative dans la prise en compte des contributions des acteurs non étatiques.

Cependant, des sujets tels que les droits fonciers, le travail et l'environnement sont beaucoup plus contestés que les données relatives à des questions telles que l'éducation et le bien-être des enfants. Certaines

## Vietnam : Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes

questions d'ordre pratique limitent parfois l'étendue de la collaboration. Ainsi, lorsque les ONG travaillent au niveau local, directement auprès des communautés, elles ont besoin d'informations très détaillées.

Si le gouvernement accorde beaucoup d'importance à leurs commentaires, il explique toutefois que les ODD couvrent un champ très vaste, et que le fait de concentrer leur action sur un seul aspect n'est pas pertinent au regard du développement mis en œuvre au niveau national. De même, lorsqu'elles élaborent des rapports, les ONG ont à cœur d'intégrer autant d'informations et de données que possible sur les ODD. Or, faute de ressources suffisantes, les organismes gouvernementaux ne peuvent pas recueillir toutes les informations demandées.

Les ressources constituent un frein pour les organisations de la société civile qui apportent bénévolement leur contribution au gouvernement vietnamien, car elles limitent leur possibilité d'agir. Les bailleurs de fonds et les organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies et la GIZ, travaillent uniquement avec les gouvernements et n'octroient des financements qu'à ces derniers, ce qui crée des difficultés supplémentaires pour la société civile. Il serait souhaitable que le gouvernement du Vietnam finance la collecte de données relatives aux indicateurs des ODD par des acteurs non étatiques, et que l'institut national de la statistique fournisse des lignes directrices afin de les aider à respecter les normes relatives à ce type de données.



## La clé de la gouvernance multipartite

La clé de la gouvernance multipartite au Vietnam réside dans les impressionnants progrès continuellement accomplis vers la réalisation des ODD. Toutefois, ces progrès pourraient être encore plus importants si les acteurs non étatiques pouvaient renforcer leur engagement et compléter de manière significative les résultats positifs obtenus par le gouvernement, en assurant un rôle consultatif et des prestations de services.



## Vietnam : Un exemple de réussite qui pourrait bénéficier d'une participation renforcée des parties prenantes

D'après Civicus<sup>67</sup>, la société civile du Vietnam est dotée d'une large base et compte de nombreux membres d'organisations répondant plus ou moins à la description d'une OSC. Peu d'organisations de la société civile sont véritablement indépendantes de l'influence du gouvernement et certaines ne mobilisent que superficiellement la population. C'est notamment le cas des mouvements de masse qui rallient automatiquement les personnes employées dans le secteur public. Ces organisations sont appuyées par des partis et le fait d'en être membre ne suppose pas nécessairement une participation à leurs activités. En revanche, certaines OSC sont profondément enracinées dans le tissu local et acquièrent une indépendance croissante.

Le gouvernement du Vietnam a défini la collaboration avec les acteurs non étatiques comme une priorité. Dans son Plan stratégique de 2017<sup>68</sup>, il déclare qu'« en dépit des progrès accomplis, il est urgent d'élargir la participation locale au processus de gouvernance, notamment celle des femmes et des populations vulnérables et marginalisées telles que les enfants, les migrants et les minorités ethniques, sexuelles et de genre ». Il souligne également qu'un « environnement sûr et favorable est indispensable pour que la population prenne part au dialogue public portant sur la nécessité de bénéficier de prestations de services accessibles et d'une gouvernance participative plus efficace, ainsi qu'aux partenariats relatifs à la fourniture de services ». La RNV considère qu'il est urgent d'impliquer l'ensemble des parties prenantes dans les actions menées en faveur du développement durable et de renforcer la collaboration entre le gouvernement et ce qui est défini comme « le secteur privé et les organisations nationales ».

<sup>67</sup> Rapport Civicus 2006  
↳ PDF

<sup>68</sup> One Strategic Plan  
2017-2021 Between The  
Government of the Socialist  
Republic of Viet Nam  
And The United Nations in  
Viet Nam

*La collaboration avec les acteurs non gouvernementaux est devenue une priorité pour le gouvernement et sera essentielle pour atteindre les ODD.*

*Voies à suivre pour les ambitions du Vietnam : renforcer le groupe de travail intersectoriel sur les ODD ou créer une plateforme multipartite pour les ODD.*



Grâce à la participation active du secteur privé et à l'indépendance croissante de la société civile, le Vietnam pourrait atteindre ses objectifs en matière de collaboration accrue en renforçant son Groupe de travail intersectoriel sur les ODD, ou en développant un partenariat multipartite indépendant du gouvernement. Ce dernier pourrait exercer un plus large éventail de fonctions, conseiller le gouvernement et l'aider à accéder à l'intégralité des contributions des acteurs non étatiques. Le renforcement du Groupe de travail intersectoriel sur les ODD permettrait au Vietnam de bénéficier d'une meilleure coordination des activités menées par le gouvernement et les acteurs non étatiques, ce qui s'inscrirait en droite ligne de la récente ouverture de la RNV à l'utilisation de données externes. Cependant, afin d'atteindre l'objectif de participation de l'ensemble des parties prenantes au développement durable fixé dans la RNV, il serait très bénéfique d'aller plus loin pour permettre une collaboration directe entre les acteurs non étatiques grâce à un partenariat multipartite. Actuellement, aucune institution au Vietnam n'assume la plupart des nombreuses fonctions que pourrait exercer un tel partenariat.

# Conclusion

La présente étude démontre que si l'engagement multipartite permanent prend de nombreuses formes et fait face à diverses difficultés, il peut néanmoins apporter une valeur ajoutée aux processus de mise en œuvre des ODD et d'établissement de rapports à l'échelle nationale et locale. Elle présente un aperçu de la voie suivie par huit pays dans la mise en œuvre du développement durable. Elle montre également comment la démarche fondée sur la collaboration permanente et institutionnalisée entre le gouvernement et les acteurs non étatiques concernés, qu'ils ont adoptée depuis 2016, a façonné leur situation actuelle et esquisse la direction vers laquelle ils s'orientent. Les études de cas comportent également des réflexions sur les différentes trajectoires observées.

On constate que, bien que chaque pays se trouve à un stade différent de son évolution, la plupart des profils révèlent qu'ils aspirent à une collaboration accrue, plus significative et plus fructueuse entre les secteurs pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Même lorsque le contexte s'avère particulièrement difficile et que les signes de progrès sont rares, aucun pays ne montre de recul dans son niveau d'engagement.



- Le Costa Rica fait figure de pionnier dans l'engagement collectif en faveur de l'Agenda 2030. Sous la conduite du ministère de la Planification, qui fait office de Secrétariat technique des ODD, le gouvernement est parvenu à impliquer le secteur privé, les autorités locales, le Parlement et les universités dans la coordination et les dispositifs institutionnels de l'Agenda 2030, grâce à un mécanisme formel leur permettant d'influer sur la prise de décisions et de participer aux processus de planification stratégique des ODD. Cependant,

## Conclusion

les engagements observés à ce jour présentent les caractéristiques d'une collaboration « association/intégration » et l'organisation fédératrice du secteur privé, l'AED, apparaît comme un acteur essentiel à l'implication accrue du secteur privé dans la réalisation des ODD. En revanche, la collaboration avec d'autres parties prenantes clés semblant insuffisante, il est nécessaire de renforcer les capacités d'organisation et d'engagement, principalement au sein des OSC. Au cours des dernières années, les principaux acteurs ont établi des relations de confiance, ainsi qu'une collaboration plus étroite, ce qui a permis d'atteindre de bons niveaux d'engagement et d'impliquer les principales parties prenantes dans les processus participatifs. Si cela constitue une excellente base de collaboration, la création d'un organe consultatif multipartite pourrait encore renforcer l'engagement de parties prenantes essentielles issues de différents secteurs, consolider l'actuelle structure de gouvernance multipartite des ODD et améliorer le leadership indispensable pour prendre des mesures concrètes en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030 et de ses objectifs.



- Le Ghana s'est engagé, à l'échelle mondiale et nationale, à réaliser les ODD. Il a mis en place un système de gouvernance solide et bien structuré afin de coordonner, de suivre et de contrôler les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD et leur intégration dans les actions actuellement menées en faveur du développement national. Ces initiatives pourraient bénéficier d'un recentrage sur l'échelon local et d'une transposition efficace

des structures nationales au niveau infranational, afin de favoriser la prise de conscience et l'adhésion locales et de mobiliser activement des acteurs clés tels que les autorités, les villes et les communautés locales en faveur de la mise en œuvre des ODD. Les engagements présentent principalement les caractéristiques d'un partenariat « association/intégration », avec certains aspects propres à la « transformation systémique ». Sous la direction de la plateforme des OSC sur les ODD, la société civile du pays, dynamique et très bien organisée, a démontré qu'elle était un solide vecteur de collaboration constructive entre les acteurs non étatiques, le gouvernement et le secteur privé, et favorisait l'intégration des initiatives au moyen de la solide structure à trois niveaux mise en place par le gouvernement pour coordonner la mise en œuvre des ODD. Un organe consultatif multipartite pourrait jouer un rôle essentiel dans le renforcement de l'engagement et de la coordination avec les principales parties prenantes au niveau infranational.



- Le Népal fait preuve d'un grand intérêt pour les ODD, qu'il a intégrés dans son dernier plan national et sur lesquels il a aligné les budgets gouvernementaux. Il doit cependant relever un défi de taille, celui de prendre en compte les ODD dans l'ensemble des systèmes de planification et de budgétisation aux niveaux national et infranational, alors que le système fédéral de gouvernance est en cours de restructuration. La Commission nationale de planification a pour mission de coordonner la planification des ODD et l'établissement de rapports. Elle collabore

## Conclusion

avec de nombreuses organisations fédératrices de la société civile, florissante au Népal, et avec divers regroupements d'entreprises représentant le secteur privé. Actuellement, l'engagement présente les caractéristiques d'une collaboration « association/intégration ». Cependant, un organe multipartite très prometteur et reconnu par le gouvernement, le Forum des ODD, commence à rassembler les acteurs de différents secteurs, ce qui pourrait accroître la collaboration multipartite au Népal. L'étape suivante pourrait consister à renforcer sa capacité à jouer plusieurs rôles dans la réalisation de l'Agenda 2030, et à redoubler d'efforts pour impliquer tous les groupes qui composent la société extrêmement diverse du Népal. Le pays pourrait ainsi bénéficier d'un partenariat favorisant la « transformation systémique ».

- Afin de réaliser l'Agenda 2030, le Nigeria a mis en place des structures de coordination et de planification selon une approche pangouvernementale concertée. Le Bureau de l'adjoint spécial principal du président sur les ODD (OSSAP) joue un rôle essentiel dans la coordination des actions visant à réaliser les ODD et l'Agenda 2030 dans le pays. Cette entité fédérale, qui dispose d'une position favorable et d'une expertise technique, a été transposée dans de nombreux États, ce qui est de bon augure pour le niveau infranational. Collaborant étroitement avec l'OSSAP, la Coalition de la société civile pour le développement durable (CSCSD) et le Groupe consultatif du secteur privé sur les ODD rassemblent les parties prenantes pour plaider en faveur des ODD, coordonner leur



mise en œuvre et recueillir des données. Toutefois, les engagements à ce jour sont principalement du type « optimisation/échange ». Il est donc possible d'accroître la consultation des acteurs non étatiques et la création conjointe des plans nationaux. Une plateforme multipartite complétant les efforts de coordination de l'OSSAP pourrait également jouer un rôle consultatif indépendant, apporter une perspective multipartite renforcée aux politiques de développement durable et contribuer à repérer et à mettre en évidence les lacunes et les difficultés.



- Le Pérou est parvenu à faire de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 un instrument clé pour établir une feuille de route et un consensus nationaux inclusifs en faveur du développement durable. Il s'est appliqué à intégrer les ODD dans les cadres politiques et de gouvernance existants. L'Accord national, le mécanisme officiel mis en place par le gouvernement pour favoriser l'engagement des parties prenantes, a pu réunir différents acteurs et les impliquer dans les processus de consultation et de planification. Cependant, le fait qu'il soit principalement axé sur les actions menées à l'échelle nationale limite ses capacités à prendre en compte les divers points de vue et besoins des organisations locales. Les partenariats semblent essentiellement relever du type « optimisation/échange », caractérisé par des échanges à sens unique avec des interactions limitées, bien que certains processus d'engagement spécifiques présentent des aspects de la collaboration « association/intégration ». Dans un contexte politique complexe marqué par une instabilité

## Conclusion

institutionnelle qui s'est traduite par la succession de quatre présidents différents à la tête du pays depuis 2016, et par des changements au sein du Centre national de planification stratégique (CEPLAN), coordonnateur de l'Agenda 2030, il semble y avoir actuellement peu d'espace pour la création de nouvelles structures de coordination des actions relatives au développement durable et à l'Agenda 2030.

- L'Afrique du Sud possède tous les atouts nécessaires : un gouvernement engagé en faveur des ODD et de l'Accord de Paris, un organe central solidement établi fédérant de nombreuses parties prenantes et des processus politiques nationaux auxquels ces dernières peuvent prendre part. Étant donné l'immense défi que représente la transformation, et les effets de la pandémie de COVID-19 sur le pays, il convient de recentrer rapidement les efforts sur le développement de la structure institutionnelle mise en place pour la réalisation des ODD. Le Forum national des parties prenantes du développement est déjà actif et encourage l'implication des acteurs locaux et nationaux, avec le soutien du ministère de la Planification et du Développement. Malgré ses efforts et son engagement, il ne bénéficie toujours pas de mandat officiel, ni du soutien institutionnel du gouvernement à tous les niveaux. La transformation en Afrique du Sud exige une action concertée de l'ensemble des parties prenantes pour une mise en œuvre, un suivi et une collaboration à tous les niveaux.



- L'Ouganda s'est engagé dans la réalisation de l'Agenda 2030 en adoptant une approche pangouvernementale éclairée par les thèmes transversaux de l'Agenda 2030, tels que le principe consistant à ne laisser personne de côté, l'intégration politique et la mise en œuvre au moyen de partenariats. Un Secrétariat des ODD a été créé afin de coordonner efficacement la mise en œuvre de l'Agenda 2030 avec le gouvernement. Il assure en outre le suivi des progrès, organise des réunions consultatives et fournit aux parties prenantes une plateforme de discussion et d'engagement structurés. Il permet ainsi à l'Ouganda de bénéficier de la collaboration établie entre le gouvernement et les acteurs non étatiques au moyen d'un partenariat de type « association/intégration ». Un organe consultatif multipartite indépendant pourrait permettre d'apporter un éclairage multipartite aux questions litigieuses et aider l'Ouganda à gérer ses difficultés actuelles, en accordant suffisamment d'espace à la société civile, notamment pour qu'elle contribue pleinement à une approche « pansociale ».



- Le Vietnam a nationalisé les ODD dans un Plan d'action national visant à mettre en œuvre l'Agenda 2030. Le ministère du Plan et de l'Investissement est l'organe responsable de cette mise en œuvre. Cependant, certains autres ministères ne possèdent pas de feuille de route expliquant clairement la manière dont ils entendent atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, et échouent parfois dans cette entreprise. Un Groupe de travail intersectoriel sur les ODD a été créé afin d'améliorer la coordination entre tous les acteurs du pays. Toutefois, son efficacité n'est pas

## Conclusion

manifeste et on ignore sa réelle valeur ajoutée au regard des actions menées par le ministère du Plan et de l'Investissement. Par ailleurs, des exemples prometteurs de collaboration du type « optimisation/échange » commencent à apparaître, et les progrès impressionnants du Vietnam dans la réalisation des ODD seraient encore plus importants si les acteurs non étatiques pouvaient renforcer leur engagement. Le gouvernement a défini la collaboration avec ces derniers comme une priorité.

Dans les huit pays étudiés, des changements importants sont encore nécessaires pour qu'un organe consultatif multipartite puisse exercer toutes les fonctions qu'il est à même d'assumer. Dans la plupart des cas, cette évolution exige un renforcement des systèmes et des processus existants, en particulier au niveau infranational. De nombreux pays ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir recueillir des données relatives à la totalité des indicateurs et de rendre pleinement compte des progrès accomplis. Plus précisément, un pays au moins ne possède aucune donnée pour un tiers des cibles visées et plus de la moitié des indicateurs. En outre, le financement de l'Agenda 2030 constitue une difficulté majeure dans tous ces pays.

Dans les pays étudiés, les organes multipartites jouent déjà un rôle important dans tous ces domaines. Ils peuvent également favoriser l'acceptation sociale de la transformation, et contribuer ainsi de manière significative à la prise de conscience et à l'ancrage de la transformation au sein de la société. Ces nombreuses fonctions en font une composante essentielle, com-



plémentaire des structures nationales mises en place pour la réalisation des ODD, comme l'ont démontré les quatre premiers profils de pays publiés.

Les conclusions de l'étude visent à mettre en lumière certaines pièces du puzzle, afin de comprendre où et comment les organes consultatifs multipartites peuvent efficacement s'insérer dans le tableau des i



*Le soutien politique de haut niveau permet d'accélérer l'engagement des parties prenantes.*

nstitutions et processus nationaux créés pour faciliter la participation des parties prenantes à la réalisation des ODD. La présente étude met également en évidence certaines difficultés émergentes, à mesure que se renforce l'engagement des parties prenantes en faveur d'une collaboration multipartite efficace. Des choix souvent difficiles doivent être faits entre diverses solutions qui présentent chacune leurs avantages et leurs risques.

L'un d'eux consiste à déterminer dans quelle mesure une plateforme ou un organe consultatif multipartites doivent dépendre du gouvernement. Dans certains exemples présentés par l'étude, un Secrétariat des ODD, ou un organe public analogue, joue un rôle essentiel dans la fédération et la coordination des acteurs non étatiques. Toutefois, la question du degré d'indépendance de cet organe finit par se poser. Cependant, l'étude montre également qu'une position au sein du gouvernement peut constituer un atout majeur, car elle permet de bénéficier du soutien politique, de l'entregent et du pouvoir fédérateur de responsables politiques de haut niveau. La solution peut résider dans l'obtention d'un solide mandat confié par l'État ou dans une institutionnalisation en tant qu'organe semi-indépendant du gouvernement, pouvant jouir d'un appui politique sans subir par ailleurs de pressions stériles. De la sorte, un organe consultatif multipartite peut prétendre à devenir un véritable « ami critique » de l'État, capable de collaborer étroitement avec des interlocuteurs gouvernementaux tout en étant libre de leur communiquer clairement, et de manière très constructive, les désaccords des autres secteurs.

L'étude relève également qu'une telle indépendance peut s'avérer difficile à obtenir, en raison des con-

## Conclusion

traintes financières pesant sur de nombreuses parties prenantes qui ne peuvent pas toujours agir bénévolement. Cependant, un organe financé par l'État peut entraîner d'autres difficultés, notamment le risque que les acteurs de la société civile jouant le rôle utile de sentinelles soient cooptés par le gouvernement et hésitent ensuite à s'exprimer de peur de compromettre leur financement. Par conséquent, il peut s'avérer nécessaire de créer une ligne de financement garantie, éventuellement alimentée par des partenaires durables du développement, ou légalement promulguée.

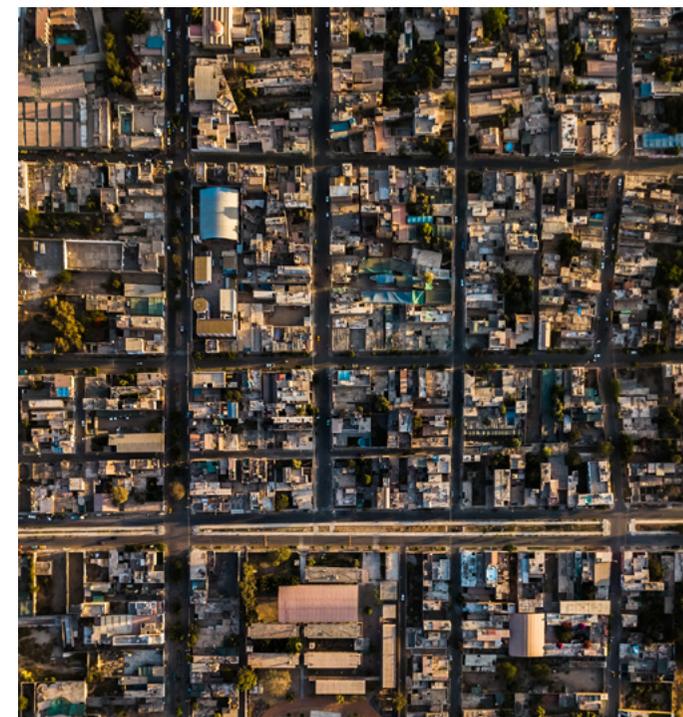
Un autre écueil observé dans plusieurs pays est le fait que les organisations fédératrices qui ont le plus facilement accès à leurs interlocuteurs gouvernementaux et sont susceptibles de contribuer efficacement aux plateformes et aux organes consultatifs multipartites, sont souvent composées de personnes entretenant des liens étroits avec le personnel ministériel aux niveaux central et fédéral, responsable de la planification et de l'élaboration des politiques nationales. Cette situation complexe comporte une dimension géographique, ces organisations étant judicieusement basées dans les capitales, à proximité du pouvoir. De ce fait, les organes consultatifs multipartites peinent parfois à tenir pleinement compte du large éventail d'intérêts à défendre dans les pays vastes, en particulier les moins favorisés.

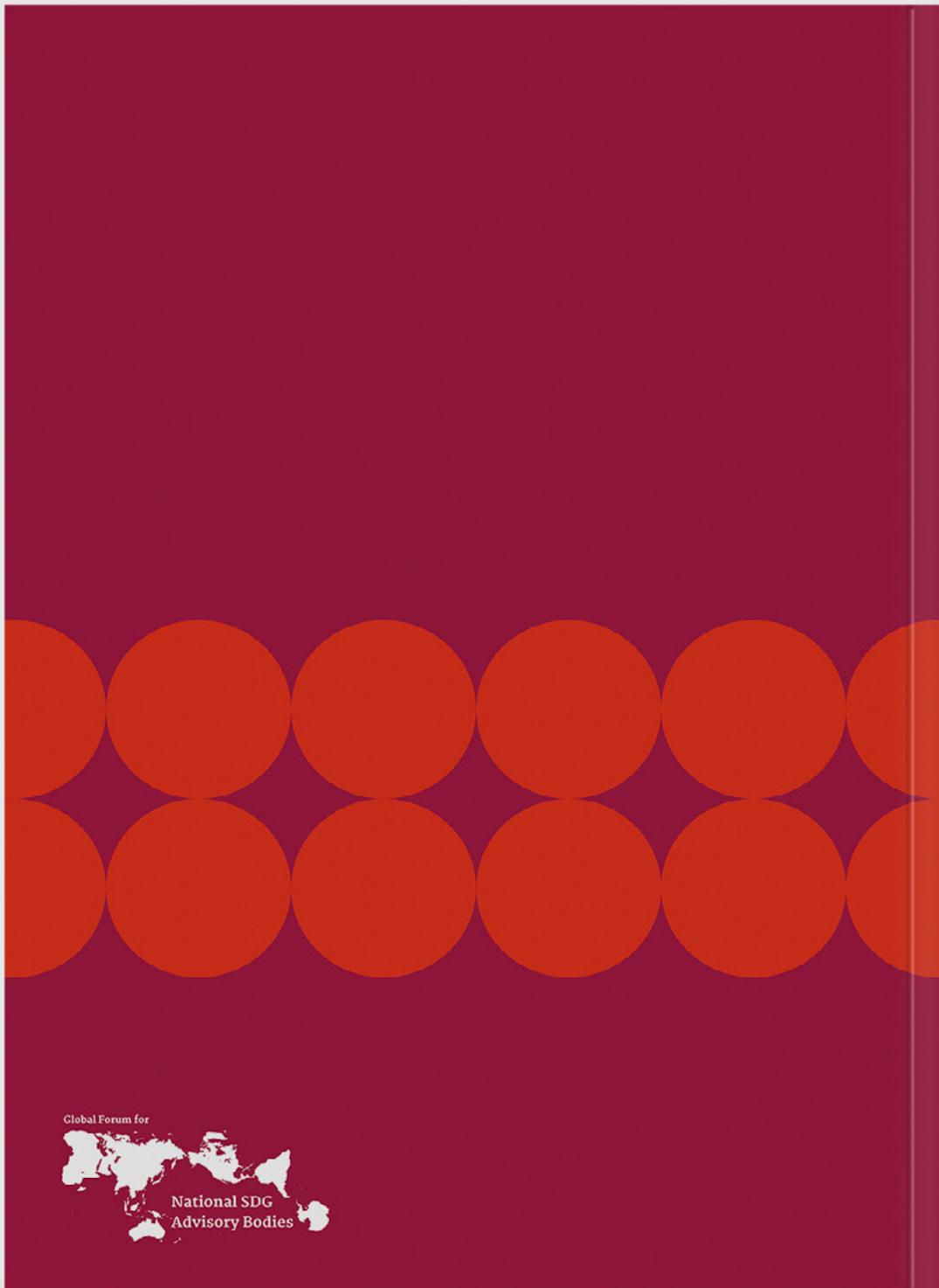
Il n'en demeure pas moins évident qu'il n'existe pas d'approche universelle dans le processus de création d'une structure multipartite légitime, inclusive et permanente, visant à appuyer la réalisation de l'Agenda 2030. Les conclusions de l'étude apportent un nouvel éclairage sur certaines pièces du puzzle et la démarche adoptée par les pays pour développer une approche « pansociale ». Montrant clairement la valeur

*Les plateformes multipartites se présentent sous de multiples formes, mais elles assurent toujours des fonctions de soutien et de complémentarité dans les contextes de gouvernance nationale.*

*Des organisations faitières qui fonctionnent bien et qui sont équipées sont une condition préalable essentielle à l'institutionnalisation des plateformes multipartites.*

d'une telle approche, l'étude devrait encourager celles et ceux qui s'efforcent de démontrer dans leur pays les avantages que présente un organe consultatif multipartite pour la réalisation conjointe des ODD, tout en saluant les étapes déjà franchies dans cette entreprise.



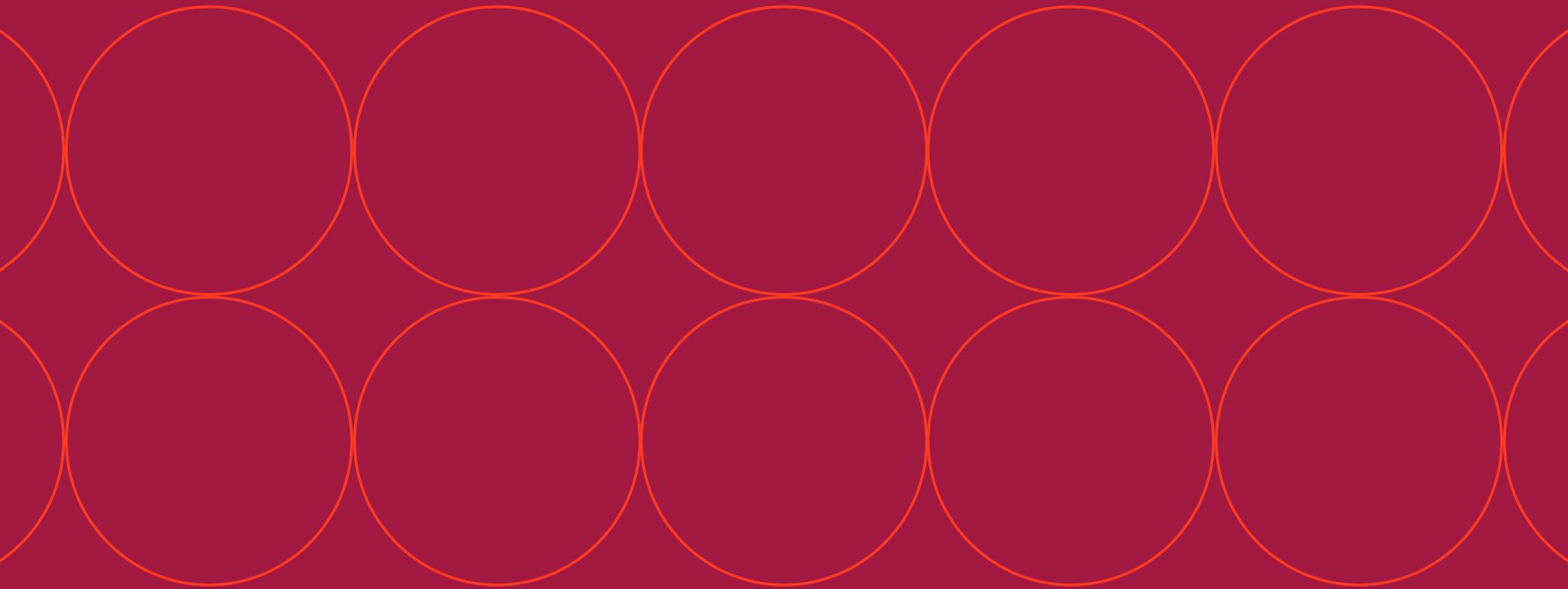


*Pour en savoir plus sur le Forum mondial des organes consultatifs nationaux sur les ODD et lire l'étude sur les différentes voies pour les organes consultatifs nationaux sur le développement durable et leurs facteurs de réussite respectifs (2021), cliquez [ici](#).*

*Vous trouverez également [ici](#) la première partie de cette édition.*



# Annexe



PAYS	NOMBRE D'ENTRETIENS						
COSTA RICA	2 GOUVERNEMENT		1 SECTEUR PRIVÉ		1 COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE		
GHANA	2 GOUVERNEMENT		1 OSC		1 COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE		
NÉPAL	1 GOUVERNEMENT		1 OSC		1 COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE		
NIGERIA	1 GOUVERNEMENT	2 OSC				1 COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE	
PÉROU	2 GOUVERNEMENT		1 OSC		1 COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE		
AFRIQUE DU SUD*	5 GOUVERNEMENT	5 OSC	2 SECTEUR PRIVÉ	1 MOUVEMENT SYNDICAL	3 MONDE UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE	2 CHAPTER 9	2 COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
OUGANDA	1 GOUVERNEMENT	3 OSC					
VIETNAM	1 GOUVERNEMENT		2 OSC				

\* Ce chapitre a été rédigé par d'autres auteurs :  
Yared Tsegay et Dineo Seabe, African Monitor, Afrique du Sud

#### THEORY OF CHANGE

#### RESEARCH QUESTIONS

- 
- 1** Compréhension des composantes de l'élaboration des politiques nationales : Existe-t-il dans votre pays un organe multipartite participant à l'élaboration d'une feuille de route nationale en faveur du développement durable (RNV, stratégie de mise en œuvre de l'Agenda 2030 ou autres directives nationales) ?
- a)** Dans quelle mesure diriez-vous que cette feuille de route pour la mise en œuvre des ODD est holistique (intégration des politiques économiques, sociales et environnementales) ?
- b)** Quel ministère ou quelle unité de coordination dirige (au sein du gouvernement) la mise en œuvre de la feuille de route et demande aux autres acteurs de rendre des comptes au regard de cette mise en œuvre ? Quelle est la durée du mandat confié à ce ministère ou à cette unité ?
- 
- 2** Compréhension de l'approche « pangouvernementale » : Quelles institutions et fonctions de coordination sont mises en place pour réaliser l'Agenda 2030 au niveau national et dans tous les domaines d'action du gouvernement ?
- a)** Avez-vous observé des changements substantiels au sein du gouvernement en faveur de la coordination interministérielle ?
- b)** Avez-vous constaté l'intégration des autorités locales dans les processus nationaux de développement durable ?
- c)** Le Parlement soutient-il le développement durable et les structures nationales de gouvernance ?
- 
- 3** Compréhension de l'approche « pansociale » : De quelle manière la participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques nationales est-elle garantie ?
- a)** De quelle manière votre gouvernement a-t-il garanti la participation des parties prenantes au développement durable ?
- b)** Dans quelle mesure les processus de participation à l'élaboration des politiques de développement durable sont-ils permanents ou ponctuels ?
- c)** Quel(s) groupe(s) de parties prenantes aurait besoin d'une participation ou d'une visibilité accrue en faveur du développement durable ?

#### THEORY OF CHANGE

4 Dans votre pays, quelle est la pertinence des feuilles de route nationales en faveur du développement durable dans tous les domaines politiques ?

#### RESEARCH QUESTIONS

- a) Dans quelle mesure ces processus nationaux sont-ils pertinents pour la mise en œuvre des ODD ?  
À quelle fréquence sont-ils pertinents dans vos activités professionnelles quotidiennes ?
- b) Quelles questions politiques font l'objet de débats ou de controverses particulièrement vifs dans votre pays ?  
(Parmi quels acteurs suscitent-elles des controverses ?)

5 Existe-t-il une forte culture de la négociation dans votre pays ?

- a) Dans quelle mesure intégrez-vous une culture de la négociation dans vos activités professionnelles quotidiennes ?
- b) Quels processus (ascendants ou descendants) conduisent généralement à la prise de décision concernant les sujets et les questions controversés ?
- c) LE CAS ÉCHÉANT UNIQUEMENT : Quelles relations entretiennent les parties prenantes ayant des points de vue opposés au sein de votre organisation ?
- d) Comment percevez-vous la résolution collective des problèmes et la recherche d'un consensus sur les priorités à traiter ?

6 Les groupes de parties prenantes sont-ils bien organisés dans votre pays et de quelles capacités disposent-ils ?

- a) Existe-t-il une organisation fédératrice des acteurs de la société civile engagés en faveur du développement durable ?
- b) Existe-t-il une organisation fédératrice ou un réseau regroupant les instituts de recherche engagés en faveur du développement durable ?
- c) Existe-t-il une organisation fédératrice des acteurs du secteur privé engagés en faveur du développement durable ?
- d) Existe-t-il des réseaux de jeunes engagés en faveur du développement durable ou de la lutte contre le changement climatique dans votre pays ?
- e) Existe-t-il de puissants syndicats professionnels également engagés en faveur du développement durable ?
- f) Existe-t-il des réseaux religieux engagés en faveur du développement durable ?
- g) Quels autres plateformes ou forums s'exprimant collectivement en faveur du développement durable existent dans votre pays ?
- h) Disposent-ils de capacités financières et humaines suffisantes ?

## Annex: Questionnaire de l'étude

### PARTIE III : ACTIVITÉS, RELATIONS ET POTENTIEL DE L'ORGANE CONSULTATIF MULTIPARTITE (OU FORUM/PLATEFORME SIMILAIRE)

#### THEORY OF CHANGE

7) Que savez-vous de la création et du mode de fonctionnement d'un organe consultatif multipartite ?

#### RESEARCH QUESTIONS

- a) Quel rôle joue le gouvernement dans sa création ?
- b) Quel est son mandat ? Remplit-il son mandat ?
- c) Comment interagit-il avec d'autres organisations engagées en faveur du développement durable dans votre pays ?
- d) Toutes les parties prenantes clés ont-elles une représentation équivalente au sein de l'organe consultatif multipartite ?
- e) Tient-il compte des connaissances et de l'expertise infranationales dans ses activités ?

8) Quelles relations l'organe consultatif multipartite entretient-il avec le gouvernement responsable de l'élaboration des politiques de développement durable ?

- a) Dans quelle mesure les relations entre l'organe consultatif multipartite et le gouvernement sont-elles réciproques ou unilatérales ?
- b) Quelle est la visibilité de ces relations pour la population ? Quel est le degré d'interaction en coulisses ?
- c) Y a-t-il une personne en particulier (au sein de l'organe consultatif multipartite et/ou du gouvernement) qui se distingue en matière d'engagement, de vision et d'action ?

9) Quelles sont la configuration opérationnelle et les ressources de l'organe consultatif multipartite ?

- a) Quels ont été les principaux produits et résultats du travail réalisé par l'organe consultatif multipartite l'an dernier ?
- b) Comment structure-t-il son travail et le programme de ses activités (groupes de travail, conférences, dialogues) ?
- c) Quels projets pilotes relatifs aux bonnes pratiques avez-vous mis en œuvre et quels sont ceux qui sont prêts à être déployés ailleurs ?
- d) Quel est le statut juridique de l'organe consultatif multipartite ?
- e) Comment est financé l'organe consultatif multipartite ? Ce financement est-il suffisant et comment influe-t-il sur l'accomplissement du mandat ?

10) Quelle serait l'amélioration ultime à apporter aux activités quotidiennes de cet organe consultatif multipartite ou de toute autre plateforme afin de garantir un engagement continu des parties prenantes en faveur de la transformation ?